

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
CONSEILS DU TRAVAIL
EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

Présentée et soutenue le Mardi 9 Novembre 1909, à 3 heures

PAR

Albert TASCA

Président : M. JAY, professeur.

Suffragants } *MM. TRUCHY, professeur.*
 } *CAPITANT, professeur.*

PARIS V.

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot, et 12, Rue Toullier

1909

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
CONSEILS DU TRAVAIL
EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

Présentée et soutenue le Mardi 9 Novembre 1909, à 3 heures

PAR

Albert TASCA



Président : M. JAY, professeur.

Suffragants } *MM. TRUCHY, professeur.*
 CAPITANT, professeur.

PARIS V.

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot, et 12, Rue Toullier

1909

BIBLIOGRAPHIE

BELGIQUE

- MORISSEAUX. — *Chambres de conseils de l'industrie et du travail*. Bruxelles, 1890.
- PATEN (Fernand). — *Les conseils de l'industrie et du travail en Belgique*. Paris, 1899.
- BAZIRE (Henri). — *Les conseils du travail en France et en Belgique*. L'association catholique du 15 novembre 1900, p. 420-439.
- DECHESNE. — *La conciliation industrielle en Belgique*. Revue d'Economie politique, vol. XI, 1897.
- SAGET. — *De l'arbitrage dans les conflits entre patrons et ouvriers*. Paris, 1901, p. 45-69.
- VERMEËTSCH. — *Manuel social*, 3^e édit. Bruxelles, 1908, vol. I, p. 52-63.
- Conseils de l'industrie et du travail*. Avant-projet de revision de la loi du 16 août 1887. Conseil supérieur du travail, 5^e section, vol. II. Bruxelles, 1899.
- L'office du travail*, 1895-1905. Bruxelles, 1905, chap. I, § 1.
- Statistique des grèves en Belgique*, 2 vol., Bruxelles, 1903-1907.

FRANCE

- GUIMARD (André). — *Les chambres ou conseils de l'industrie*

et du travail en Belgique, en Hollande et en France,
1905. Auxerre.

LAVY (A.). — *L'œuvre de Millerand*. Paris, 1902.

RENARD (Georges). — *Syndicats, trade unions et corporations*. Paris, 1909. Encyclopédie scientifique.

PIC (P.). — *Traité élémentaire de législation industrielle*,
1909.

JAY (Raoul). — *La protection légale des travailleurs*. Paris,
1904.

CAUWÈS (P.). — *Economie nationale*.

DEPASSE (H.). — *Chambres et conseils du travail*. Paris,
1895.

WALDECK-ROUSSEAU. — *Questions sociales*. Paris, 1904.

GIDE (Ch.). — *Cours d'Economie politique*, 1905.

GODINET (L.). — *Les conseils du Travail en France*. Dijon,
1909.

LEPELLETIER. — *La grève et l'arbitrage. Les bourses du Travail*. Encyclopédie scientifique. Paris, 1909.

BRISSON (Pierre). — *Histoire du Travail et des Travailleurs*.
Paris, Delagrave, sans date.

LEVASSEUR (Emile). — *Questions ouvrières et industrielles
en France sous la troisième République*. Paris,
1907.

NOGARO (Bertrand). — *L'arbitrage obligatoire*. Paris,
1906.

BRY (Georges). — *Cours élémentaire de législation indus-
trielle*.

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

Proposition de loi sur *la conciliation et l'arbitrage en ma-
tière de différend entre patrons et ouvriers*, pré-

sentée par M. Jules Roche, ministre du Commerce et de l'Industrie, Chambre, 24 nov. 1891, p. 855, n° 1753.

Proposition de loi portant création de *conseils du travail pour prévenir, concilier ou arbitrer les différends entre patrons et ouvriers*, présentée par M. Mesureur le 14 décembre 1891, Chambre, p. 2937, n° 1799.

Rapport sur le *projet de loi Jules Roche* et sur les *propositions Lockroy, C. Raspail, Le Cour, Mesureur* relatif à l'arbitrage, présenté par M. Lockroy le 28 janvier 1892, Chambre, p. 194.

Proposition Mesureur, 20 janvier. chambre, p. 65, 1894.

Proposition de loi sur les conseils permanents de conciliation, présentée par M. Lebon, ministre du Commerce et de l'Industrie. Chambre, 8 juillet 1895, n° 1465, p. 855.

Proposition portant création des *Chambres du travail*, présentée par M. Michelin le 7 nov. 1895, Chambre, p. 1451, n° 1592.

Proposition de loi sur *la conciliation et l'arbitrage* présentée par M. de Mun, le 25 nov. 1895, Chambre, p. 1509.

Rapport Charles Ferry, 23 mars 1896, Chambres, p. 137.

Proposition de loi portant création des *conseils consultatifs du travail*, présentée par MM. Béranger, Chauveau, Prévot, Labiche, Séblin, Sénat, 29 mars 1901, p. 269, n° 198.

Rapport à la proposition de loi relative à l'institution des *conseils consultatifs du travail*, présenté par M. Francis Charmes, Sénat, 19 décembre 1901, n° 462.

Propositions de loi Waldeck-Rousseau et Millerand sur le

Règlement amiable des conflits industriels. du 15 novembre 1900. Doc. parlam., Chambre, p. 58, n° 19365.

Proposition Waldeck-Rousseau et Millerand, reprise par M. Millerand le 14 octobre 1902. Doc. parlam., Chambre, p. 75, n° 223.

Rapport Colliard sur *les projets Waldeck-Rousseau-Millerand et Millerand*. Chambre. Doc. parl., 1904, n° 2.172.

Rapport sur la proposition de loi adoptée par le Sénat, relative à l'institution de *conseils consultatifs du travail*. Chambre, 30 juin 1908, n° 1858.

DÉBATS PARLEMENTAIRES

Chambre des députés, séance du 23 nov. 1900.

Sénat. Séance du 7 nov. 1902. Journal officiel, 8 nov. 1902.

Sénat. Séance du 11 nov, 1902. Journal officiel du 12 nov. 1902.

Sénat. Séance du 13 nov. 1902. Journal officiel du 14 nov. 1902.

Chambre des députés. Journal off., 15 oct. 1892.

Chambre des députés. Séance du 9 juillet 1908. Journal officiel du 10 juillet 1908.

PARTIE OFFICIELLE

Rapport de M. Millerand précédant le décret du 17 septembre 1900, portant création de conseils du travail. Journal officiel du 18 septembre 1900.

Arrêté du ministre du Commerce.

Décret du 2 janvier 1901 modifiant le décret du 17 septembre 1900. Journal officiel du 5 janvier 1901.

Circulaire du ministre du Commerce aux préfets, du 25 févr. 1901, pour l'application des décrets du 17 sept. 1900 et 2 janv. 1901. Journal officiel du 6 mars 1901.

Loi relative à l'institution des conseils du travail, promulguée le 17 juillet 1908. Journal officiel du 22 juillet 1908.

Règlement.

PUBLICATIONS OFFICIELLES

Conseil Supérieur du Travail, cinquième session, 1895. Paris, Imprimerie Nationale, 1895.

Conseil Supérieur du Travail. — Rapport Hector Dépasse sur la proposition de loi relative à la création de chambres du travail, 1895.

Conseil Supérieur du Travail. — Enquêtes et Documents 1902.

Bulletin de l'Office du Travail.

Annuaire des Syndicats professionnels.

Bulletin Municipal de la ville de Paris, 21 juillet 1901.

ARCHIVES DE L'OFFICE DU TRAVAIL

Documents relatifs à l'élection des conseils du travail à Paris.
(inédits).

Dossiers de la défense devant le Conseil d'Etat (inédits).

Délibérations des conseils du travail sur le chômage (inédites).

PÉRIODIQUES

Revue d'Economie Politique.

VILLERY (Ed.). — Les conseils du travail, p. 916, 1900.

— Proposition relative à l'institution des conseils du travail, p. 26, 1902.

— Chronique législative, p. 268, 1908.

L'association catholique (novembre 1900).

BAZIRE (H.). — Les conseils du travail en Belgique et en France, nov. 1900.

MARANS (R.). — Les conseils du travail, p. 39, 1903. Rapport présenté au congrès de Chalon le 8 mai 1903.

ZAMANSKI (Josephe.). — Les conseils du travail, p. 121, 1908.

Revue Politique et Parlementaire.

D'EICHTAL. — Le projet de loi sur l'arbitrage obligatoire, t. XXVII, p. 521.

DÉPASSE (H.). — De l'idée et de l'avenir des conseils du travail, t. II, p. 303.

SELHAG (L. DE). — Les conseils consultatifs du travail, t. XXVI, p. 602 ; t. LVIII, p. 180 ; t. LVII, p. 441.

Mouvement Socialiste.

DE MONZIE. — Les conseils du travail, p. 708, 1900.

SOREL (G.). — Conseil du travail et paix sociale, p. 36, 1901.

L'Economiste Français.

LEROY-BEAULIEU (P.). — Un nouveau pas dans la voie au socialisme, 29 septembre 1900, p. 421.

VALEVOUX (H.). — Les conseils du travail, 24 novembre 1900.

PAYEN (Ed.). — Les conseils consultatifs du travail, p. 239, 1908.

Musée Social.

Les conseils du travail, p. 17, 1901.

Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale.

Les conseils du travail, p. 330, 1900.

Exclusion des non-syndiqués de l'électorat, p. 395, 1900.

FRANÇOIS (Ch.). — Un ministère du travail, p. 7, 1901.

Les élections aux conseils de travail de Paris, p. 326, 1901.

Les conseils du travail, p. 288, 1908.

Le Monde Economique.

BEAUREGARD (P.). — Les conseils du travail, p. 353, 1900, t. II.

— L'arbitrage facultativement obligatoire, p. 225, 257, 1901, t. I.

MIRAGE (L.). — Les conseils du travail, p. 39, 1901, t. I.

BEAUREGARD (P.). — Encore les conseils du travail, p. 129, 1901, t. II.

Les conseils du travail, p. 345.

ETRANGERS

NOTELLE (H.). — Les Chambres du Travail en Allemagne, 1909.

BERNARD HARMES. — Arbeits Kammern und Kaufmanns Kammern.

ERZBERGER. — Arbeits Kammern in Reichstage.

SYDNEY et B. WEBB. — Histoire du Trade Unionisme.

WALDEMAR ZIMMERMAN. — Conseils professionnels et d'arbitrage (anglais).

VARLEZ (L.). — Die Organisation der Industrie und Asbersterte, 1906.

LES

CONSEILS DU TRAVAIL

EN FRANCE

INTRODUCTION

Nous nous proposons d'étudier ici les formes différentes d'une institution nouvelle qui tient dans la législation industrielle une place à part. Ce sont les *Conseils du Travail*, commissions mixtes composées d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers.

Ils sont destinés à servir de trait d'union entre le capital et le travail par une action purement consultative.

Leur mission est : de donner leur avis, sur la demande des intéressés ou du gouvernement, sur les questions concernant le travail ; d'intervenir en qualité de conciliateurs ou arbitres sur la demande des parties ;

d'étudier les questions d'ordre professionnel ; de discuter et donner leur avis sur des intérêts communs.

Cette institution est nouvelle en France et en Hollande. Seule, la Belgique en a fait une expérience plus longue.

Dans ce pays, les résultats peu satisfaisants sont dus à l'organisation défectueuse de ces conseils. Cependant, tels que, ces résultats sont assez concluants pour qu'on en puisse tirer des leçons profitables, et on n'y a pas manqué en France. Aussi nous semble-t-il nécessaire de précéder notre travail d'un résumé de législation belge qui permettra une compréhension plus facile des décrets Millerand, inspirés directement de la loi belge de 1887.

*
* *

A la suite d'une grève violente qui se produisit à Charleroi en 1886, le Parlement s'émut et nomma une commission d'enquête composée de parlementaires auxquels on joignit des industriels et des économistes.

Les résultats de l'enquête furent que le Parlement fut saisi dès sa rentrée de plusieurs projets dont le premier voté fut celui sur les conseils d'arbitrage, projet dont est sortie la loi sur les conseils de l'industrie et du travail. L'idée de resserrer les rapports entre patrons et ouvriers en confiant la mission d'apprécier et d'aplanir les différends qui les séparent à des conseils composés de membres compétents élus par les deux

parties, était déjà passée dans le domaine de la pratique en Angleterre. La Compagnie de charbonnage de Mariemont et Bascoup en Belgique même donnait l'exemple d'un pareil conseil d'arbitrage. On pensa naturellement à généraliser cette institution et à créer de par la loi ce qui jusqu'alors résultait de l'initiative privée ; trois projets furent présentés qui, d'une manière ou d'une autre, préconisaient la création de conseils du travail.

Le premier, celui de la Commission du Travail, fut adopté par le gouvernement. S'inspirant de l'exemple qui venait d'Angleterre, le nouvel organe que le projet créait ne devait avoir qu'un rôle très restreint : celui de conciliateur. Apprécier d'une façon impartiale le contrat de travail, tâcher d'aplanir les difficultés qui pouvaient naître de l'exécution de ce contrat en suggérant aux parties les modifications nécessaires sans avoir le pouvoir de les leur imposer, tel devait être le cadre de son action. La loi de 1887 conserva au Conseil qu'elle créait ce caractère de conciliateur mais elle adopta aussi certaines parties des deux autres projets, que présentaient MM. H. Denis et Frère-Orban.

Une idée commune inspire ces deux derniers projets : l'insuffisance des conseils du travail pour équilibrer les rapports entre patrons et ouvriers et la nécessité de les rattacher à une institution plus large qui puisse saisir le conflit ouvrier dans ses aspects les plus variés.

Considérant d'un côté que la baisse des salaires est l'une des causes qui trouble le plus souvent les rapports

entre patrons et ouvriers, que d'autre part ces variations brusques des salaires proviennent du défaut d'équilibre entre l'offre et la demande de travail, M. Denis propose la création de bourses du travail qui à l'instar des bourses des valeurs et marchandises nivelleraient le cours du salaire. Les renseignements que ces bourses centraliseraient permettraient aux patrons ainsi qu'aux ouvriers de se rendre compte de l'offre et de la demande de travail, et l'ouvrier, forcé jusqu'alors de subir une baisse de salaire provoquée par l'abondance de bras sur un point quelconque du territoire, pourrait désormais et grâce aux renseignements fournis par ces nouvelles institutions, trouver un salaire plus rémunérateur là où la demande dépasserait l'offre.

Quant aux conseils du travail qui, nous l'avons vu, forment l'objet principal du premier projet, elles ne sont plus dans le projet Denis que des institutions facultatives que les bourses du travail pourront s'adjoindre si elles le jugent bon.

Le troisième projet allait plus loin encore : les conseils du travail sont utiles mais insuffisants ; le champ d'action des bourses du travail que préconise M. Denis est encore trop étroit. M. Frère-Orban propose la création d'assemblées professionnelles chargées officiellement d'étudier toutes les questions intéressant la profession. Certes, par certains côtés, ces assemblées joueront le rôle des conseils de conciliation, quand il s'agira d'aplanir un conflit existant, mais, même en dehors de tout conflit, ces assemblées seraient appelées à étudier

toutes les questions intéressant une industrie. De plus ces assemblées devraient être en relations continues avec le gouvernement et, si besoin est, donner leur avis sur les projets de lois touchant aux questions ouvrières. La loi de 1887 s'inspire de ces trois projets. Elle crée des conseils dont la première des attributions est de concilier les intérêts des patrons et des ouvriers. Ces conseils sont aussi des assemblées représentatives des intérêts professionnels et des centres de renseignements et d'enquêtes.

*
* *

L'article 1^{er} de la loi du 16 août 1887 institue un Conseil du Travail et de l'Industrie dans toute localité où l'utilité en est constatée.

Le texte primitif portait le mot *commune* au lieu de *localité* et le mot *nécessité* est remplacé par *utilité*. Le mot *commune* remplaçant celui de *localité* acquiert ainsi une très grande importance. L'indéterminé du dernier mot permettait de comprendre une ou plusieurs communes dans le ressort d'un conseil. En effet, des établissements situés dans des communes voisines peuvent avoir des intérêts semblables ; en outre, l'organisation du travail peut se trouver réglée par des usages identiques. Le gouvernement a, d'après ce texte, toute latitude pour comprendre dans le ressort d'un même conseil des établissements situés dans des communes différentes. L'inconvénient qui résultait de la situation particulière des ouvriers qui pouvaient ne pas résider

dans la commune où ils exercent leur profession est supprimé par l'inscription de droit de l'ouvrier sur les listes électorales, sans condition de résidence. Le changement du mot *nécessité* en *utilité* a eu pour but d'élargir la portée de l'institution ; il visait à donner aux conseils comme mission principale de délibérer sur les intérêts communs des patrons et des ouvriers.

Le conseil est divisé en autant de sections qu'il y a dans la localité d'industries distinctes. Les conseils ont donc un caractère régional, cependant que les sections des conseils gardent un caractère professionnel.

Les conseils sont établis par arrêté, d'office, soit sur la demande du conseil communal soit sur la demande des intéressés ; l'arrêté fixe l'étendue et les limites de leur ressort et détermine le nombre et la nature des sections. On a voulu réserver les droits des intéressés de demander la constitution d'un conseil et en même temps celui du gouvernement pour les cas de grève.

Chaque section est composée en nombre égal de chefs d'industrie et d'ouvriers, tels qu'ils sont définis par la loi organique des conseils de prud'hommes. La section est la création la plus importante de cette loi, car elle se compose d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers *d'une même profession*. Le Conseil n'a pour ainsi dire pas de vie propre ; aussi, si une contestation s'élève entre patrons et ouvriers, c'est la section professionnelle qui tentera la conciliation. On entend par « chefs d'industrie » : les directeurs, sous-directeurs, ingénieurs,

gérants d'établissements, etc. ; « par ouvriers » : les artisans, ouvriers ou contremaîtres travaillant dans l'atelier pour le compte du chef d'industrie. Chaque section a une réunion ordinaire annuelle ; le conseil n'en a pas.

Il nous faut signaler le correctif important donné par l'article 11, § 2 de la loi à la constitution des conseils.

Il est dit que le roi peut réunir plusieurs sections de la même localité ou de localités différentes. Il résulte que le Roi a le pouvoir de constituer un groupement correspondant au groupement naturel des établissements industriels. Cela ne satisfait point les défenseurs du groupement professionnel. D'après eux, cette réunion accidentelle de deux conseils est une expérience faite dans des mauvaises conditions et peu conforme à l'esprit du législateur. Celui-ci a institué des Conseils permanents avec obligation de se réunir à intervalles déterminés afin de se connaître, se pénétrer, se trouver en communion de sympathie.

L'article 5 établit les élections professionnelles : les ouvriers élisent des délégués pour la section de leur profession. Les listes électorales sont dressées par les municipalités et sont affichées : à la date fixée par l'arrêté d'institution pour la première élection des membres du Conseil ; du 1^{er} au 15 février s'il s'agit du renouvellement triennal prescrit par la loi de 1887. Il faut reconnaître que la procédure est très simple. Cependant, malgré les brefs délais, de soixante à

soixante-dix jours sont nécessaires pour élire un conseil de l'industrie et du travail.

« Comment parler après cela de « créer un Conseil de l'industrie et du travail pour mettre fin à une grève » ? C'est une remarque que nous aurons souvent l'occasion de faire : il faut que le conseil de l'industrie et du travail préexiste à la grève, sans quoi non seulement son influence est vaine, mais sa création même est extrêmement difficile (1). »

S'il y a plusieurs listes de candidats, l'élection se fait au scrutin de liste. Il faut le tiers des voix pour être élu au premier tour.

Chaque section se réunit au moins une fois par an. Le paragraphe 2 de l'article 8 ajoute : « La section est en outre convoquée extraordinairement chaque fois que les intéressés en feront la demande. »

La disposition est d'autant plus importante que, d'après l'interprétation centrale, la section *doit* être convoquée chaque fois que la demande en est faite à la députation permanente. Nous estimons cependant cette disposition insuffisante. Elle ne permet pas la réunion aussitôt qu'une question paraît à l'horizon, il faut écrire loin, attendre la réponse, malgré l'obligatoire affirmative de celle-ci. Il suffirait amplement de prévenir la députation que la section se réunit sur le désir de

1. F. Payen. *Les conseils de l'industrie et du travail en Belgique*, 1899.

patrons et d'ouvriers. Et si l'on rappelle que les conseils furent surtout créés en vue de servir de conciliateur, on comprendra l'intérêt qu'il y a à reviser le texte dans le sens que nous indiquons.

Il est cependant un cas — un seul — où le législateur multiplie les facilités de réunions : en cas de différend entre patrons et ouvriers.

« Lorsque les circonstances paraissent l'exiger, le gouverneur de la province, le bourgmestre ou le président convoque, à la demande soit des chefs d'industries, soit des ouvriers, la section de l'industrie dans laquelle un conflit s'est produit. » (Art. 10, § 1.)

Le texte primitif portait : « Lorsque le caractère d'une grève paraît l'exiger... » Le seul emploi du mot grève semblait une déclaration de guerre ; on le raya. La section centrale eut encore d'autres scrupules. Le texte supposait une grève déclarée et présentant un caractère de gravité. La section centrale estima que le rôle du conseil de l'industrie et du travail était plus large dans ce sens qu'il devait pouvoir se réunir avant tout commencement de grève et l'empêcher d'éclater. Alors, on changea le mot de *grève* en *conflit* et l'on autorisa la convocation du conseil dans tous les cas où « les circonstances paraissent l'exiger ».

Une autre disposition de la loi prévoit que le roi pourra réunir un conseil en assemblée plénière, pour « donner son avis sur des questions ou des projets d'intérêt général relatifs à l'industrie ou au travail et qu'il

jugerait utile de lui soumettre ». C'est une des missions les plus importantes du conseil de l'industrie et du travail. Cependant, elle ne fut jamais pratiquée à la lettre, malgré le texte formel de cette disposition.

On a craint, dans les milieux gouvernementaux, de réunir, en même temps, un certain nombre de conseils; cela aurait fait dans chaque région un petit parlement qui, pourrait prétendre donner à ces décisions une portée trop haute et définitive. On estimait aussi que ces réunions d'ensemble pourraient provoquer des agitations dangereuses. Ainsi, la mission qui avait le plus d'importance et de valeur est restée lettre morte.

Les articles 7, § 2; article 9; article 11, § 3; articles 12, 13, 14 et 16 de cette loi, concernent la réglementation intérieure. Y sont prises toutes les dispositions de détails qui, d'une façon générale, en France, rentrent dans la matière des règlements d'administration publique.

* *

Votée par les Chambres, la loi sur les conseils de l'industrie et du travail tardait à être appliquée pour des raisons qu'il nous faut résumer plus amplement.

La grève de Charleroi (1886) avait ému profondément l'opinion et le patronat se trouva animé d'une belle ardeur de réformes. L'alerte avait été vive. Mais à mesure que le calme se faisait dans les esprits, les patrons revinrent à l'ancienne conception autoritaire qui implique le mépris du droit des travailleurs.

Ce nouvel état d'esprit eut comme conséquence une attitude obstructionniste qui, si elle n'empêcha pas complètement la constitution des conseils de l'industrie, ne permit pas une application plus large de la loi.

En effet, la loi demande pour la constitution d'un conseil de l'industrie la demande des intéressés, patrons ou ouvriers. Les patrons s'abstenaient ; ils ne voulaient pas des conseils. Il est vrai que le gouvernement pouvait, de par la loi, les créer d'office, sur avis des conseils communaux ; mais ceux-ci se trouvaient être entre les mains des patrons dans les régions industrielles. Aussi donnaient-ils des avis défavorables, la plupart du temps. Si une autre disposition de la loi permettait au gouvernement de passer outre, celui-ci se trouvait néanmoins embarrassé. La loi charge en effet les conseils communaux de la convocation des électeurs, de la remise de cartes à domicile, de la prestation de salles de réunion. D'autre part, la collaboration des conseils communaux était nécessaire pour déterminer l'étendue et les limites du ressort des Conseils, pour établir le nombre d'industries distinctes réunissant les éléments nécessaires pour être utilement représentées, et, enfin, de déterminer les intérêts de toutes sortes qu'il importe de concilier. A toutes ces difficultés s'ajoutait la volonté tenace des patrons qui se refusaient à prendre part au vote ; de la sorte, les sections patronales des conseils ne pouvaient pas être constituées.

Pour toutes ces raisons, les premières applications de la loi tardèrent jusqu'en 1895.

A cette époque, le gouvernement réussit, en y mettant la main, à constituer d'office un certain nombre de conseils de l'industrie — une trentaine. Les résultats furent médiocres. La masse ouvrière se montrait sceptique, ne comprenait pas l'utilité de cette arme nouvelle. Elle négligea de se présenter au vote : elle s'abstenait, comme les patrons, mais pour des raisons différentes. La méfiance ouvrière était tellement forte que trois ans d'élections ne réussirent à amener au vote qu'à peine la moitié des inscrits.

Dans de telles conditions, les conseils de l'industrie qu'on réussit à constituer ne pouvaient pas donner des résultats très brillants. L'hostilité qui les entourait rétrécissait l'étendue de leurs missions et les laissait en suspens. Du reste, ils n'intervinrent que très rarement, car on ne voulait pas faire appel à eux ; et puis, ils ne devaient intervenir qu'en cas de grève déclarée. L'opinion des intéressés était que c'était trop tard, qu'intervenir après le choc produit, quand les passions sont déchaînées et qu'il est beaucoup plus difficile à faire entendre raison aux parties aux prises.

Mais le vice de l'organisme réside dans l'impossibilité où l'on se trouve de donner une sanction aux efforts tentés en vue de la conciliation, du fait que le conseil ne peut donner une sentence, celles-ci ayant toujours un caractère obligatoire.

Au reste, concilier en cas de grève n'est pas une mission spéciale des conseils. Ils ont une mission préparatoire qu'ils n'accomplissent pas, car au sein même du conseil l'antagonisme n'est pas moins violent qu'entre patrons et grévistes. Les conseils ne se réunissent guère en dehors de la réunion annuelle prescrite par la loi ; les patrons et les ouvriers membres du conseil s'ignorent. Ils ne se voient pas, ne se rencontrent pas, ne discutent pas assez souvent des intérêts qui peuvent les séparer un moment donné. On devrait, non pas faciliter, — ce ne serait pas assez, — mais les obliger à se réunir en faisant de ces réunions obligatoires une mission. Ainsi, à se fréquenter, à étudier les besoins de leurs professions, quelque chose de leurs préventions tombera, et, rapprochés dans un sentiment d'estime réciproque, ils pourront se rendre utiles en aplanissant en temps de calme plat les innombrables obstacles d'où jaillit la lutte.

« Si les conseils perdaient leur caractère d'organes de conciliation et d'arbitrage et ne subsistaient que pour maintenir des rapports réguliers entre industriels et ouvriers, leur établissement dans le pays tout entier produirait encore des bienfaits incalculables (1). »

Il est de toute évidence qu'il faut simplifier les formalités trop complexes exigées par la loi pour qu'un conseil puisse se réunir.

1. Wright. *Industrial conciliation and arbitration.*

Une autre mission des conseils est la représentation professionnelle qui consiste dans l'étude des réformes d'ordre intérieur qu'il convient d'introduire dans les ateliers, et les réformes d'ordre général qui peuvent être introduites par la loi dans l'organisation du travail.

Il n'existe pas de statistiques qui pourraient permettre un résumé des réformes d'ordre intérieur ; aussi sommes-nous réduits à des exemples pour caractériser l'activité de quelques conseils :

« La quatrième section, qui représente les industries verrière et céramique, cherche dans la réunion annuelle ordinaire du 16 février 1892 *quelques moyens pratiques d'améliorer les rapports entre patrons et ouvriers.*

Après discussion, les membres de la section se mettent d'accord pour *engager les chefs d'industrie à fixer soit un jour par mois, soit une demi-journée par quinzaine pour recevoir eux-mêmes les observations de leurs ouvriers.* Souhait modeste ! C'était pourtant un progrès considérable !

« Naturellement, les patrons membres de la section appliquèrent chez eux la réforme dont ils venaient ainsi d'avouer la nécessité. A leur exemple, d'autres patrons se mirent, à jours fixes, en rapport direct avec les ouvriers et on nous a affirmé que l'usage s'était, de la sorte, peu à peu généralisé (1). »

1. F. Payen, *Les Conseils de l'industrie et du travail*, 1899.

En ce qui concerne les réformes d'ordre général les conseils ne manquent pas de rappeler au gouvernement l'application des lois intéressant le monde du travail. Quand ils ne songent pas à rappeler un devoir, ils étudient les réformes qui s'imposent dans leur profession ; ils en font des projets qu'ils renvoient au gouvernement : et c'est là l'origine de nombre de lois comme la loi réclamant la personnalité civile pour les associations professionnelles, votée en 1898.

Pour leur mission consultative, l'article 11 donne droit au roi de convoquer les conseils chaque fois qu'il semble nécessaire au gouvernement de demander leur avis sur des réformes à introduire dans l'organisation du travail, leurs membres y étant professionnellement intéressés. Nous constatons que le gouvernement belge ne s'est pas fait faute d'user de cette faculté et les résultats de ces consultations ont confirmé l'utilité très grande de ces institutions.

Leur mission administrative consiste à donner des renseignements, faire des enquêtes, etc.

Le gouvernement belge a essayé de donner à cette mission une application réelle, mais, cette fois, sans réussir particulièrement. Les réunions des conseils sont trop rares pour qu'ils puissent mener, comme il le faudrait, une enquête qui englobe la plupart du temps toute une région industrielle ; en plus, on ne peut demander individuellement aux membres de se consacrer à cette mission. Du reste, l'activité individuelle ne donnerait

pas de résultat appréciable, étant donné qu'il manque aux conseils le secrétaire permanent qui pourrait centraliser les éléments d'enquêtes et les coordonner. Cette lacune de la loi est importante par la possibilité de réalisation qu'elle donnerait aux conseils.

Telle est la loi qui donnait de grandes espérances ; il faut avouer qu'elle ne les a pas tenues toutes, pour les raisons que nous avons indiquées et dont la principale est l'hostilité qu'elle a rencontrée à son application. Elle a amené des projets de modifications. Le conseil supérieur du travail n'a pas manqué non plus de constater les causes initiales de cet échec partiel et il consigna ses observations dans un projet de modification dont s'inspira le gouvernement pour déposer en 1907 sur le bureau de la Chambre des représentants un projet de loi.

C'est de la loi que nous venons d'analyser que M. Millebrand, alors ministre du Commerce et de l'Industrie, s'inspira pour prendre le décret du 17 septembre 1900 portant création de conseils du travail.

La première loi des conseils de l'industrie et du travail laisse beaucoup à désirer. C'est une opinion qui rencontre généralement en Belgique des adhésions sans réserves. L'expérience, quoique tentée dans de mauvaises conditions, montrait la nécessité d'une refonte de la loi.

Un premier projet de modification dispose la suppression des conseils du travail et l'attribution de ses missions aux conseils de prud'hommes. Ce projet rencon-

tra peu de partisans. L'objection la plus grave qu'on puisse porter contre lui est que les conseils de prud'hommes sont des organisations judiciaires, tandis que les conseils du travail n'ont qu'une fonction sociale.

Une autre proposition demande qu'on « débarrasse » les conseils de leur mission conciliatrice qui reviendrait aux conseils d'usine. Ce projet reproche aux conseils leur inexpérience. On a surtout constaté des entraves au libre et complet fonctionnement de l'institution.

Dans sa proposition, M. Hennptinne estime, au contraire, que les conseils du travail ne sont que des bureaux de renseignements, — en quoi ils ne lui semblent pas utiles ; il croit qu'il est temps de ramener leur activité à la conciliation, leur principale raison d'être.

Enfin, à la suite d'une enquête suivie d'un débat approfondi, le Conseil supérieur du travail établit un avant-projet de modification de la loi de 1887. C'est de cet avant-projet que s'est servi le ministre de l'Industrie et du Travail pour le projet déposé au nom du gouvernement sur le bureau de la Chambre des représentants le 24 janvier 1907, — projet que nous étudions à la suite.

■
* *

L'exposé de motifs de ce projet rappelle la triple mission des conseils de l'industrie et du travail et

constate tout de suite les conséquences de la loi de 1887.

La mission consultative dont ils furent chargés a donné des résultats très importants. Les conseils se sont prononcés sur une suite de problèmes qui ont permis au gouvernement d'appliquer largement les lois relatives au travail. C'est là un résultat acquis d'une très grande importance.

Cependant, il faut reconnaître que les conseils ne se sont montrés utiles qu'à ce seul point de vue. Leur mission conciliatrice est restée lettre morte. Les intéressés s'étaient montrés par trop adversaires de cette institution pour recourir à elle; c'est la raison majeure des faibles résultats obtenus à ce point de vue.

En résumé il n'est pas niable qu'au point de vue des deux attributions essentielles visées par la loi de 1887, l'expérience a été marquée d'insuccès.

Le projet ministériel compte remédier aux lacunes reconnues en donnant aux Conseils une organisation mieux appropriée à leur mission qui est de faciliter les délibérations communes entre les chefs d'entreprise et les ouvriers; il a aussi pour but de renforcer l'action conciliatrice des conseils.

Le paragraphe 2 de l'article 1 donne comme mission aux conseils de « prévenir les conflits et de mettre fin à ceux qu'ils n'ont pu empêcher ». L'importance de cette modification consiste dans l'obligation donnée aux

conseils d'intervenir d'office avant que le conflit n'éclate, c'est-à-dire au moment le plus propice pour trouver un moyen d'entente.

L'article 4 élève le nombre des membres d'une section au maximum de trente et au minimum de six. Le même article prévoit que les mandats ouvriers seront répartis entre les diverses catégories de travailleurs d'une même profession. « Pour les sections ouvrières, l'arrêté d'organisation déterminera le nombre de mandats qui reviendraient respectivement aux souffleurs, aux étendeurs, aux magasiniers, etc. »

Les articles 7 et 9 donnent une nouvelle définition des termes : chefs d'entreprise et ouvriers.

Art. 7. — Par chefs d'entreprise on entend ceux qui dans le but de réaliser un profit, emploient habituellement au travail un ouvrier ou plus.

Sont qualifiés chefs d'entreprise, dans le cas où l'employeur est une société :

1° S'il s'agit d'une société en nom collectif, chacun des associés ;

2° S'il s'agit d'une société en commandite, les associés commandités ;

3° S'il s'agit d'une société anonyme ou coopérative, l'agent chargé de la gestion journalière de l'entreprise, et le directeur technique.

Doivent également être considérés comme chefs d'entre-

prise, les propriétaires et armateurs de bateaux de pêche maritime.

Art. 9. — Ceux qui effectuent habituellement un travail manuel pour le compte d'autrui et emploient eux-mêmes un ou plusieurs ouvriers, sont considérés comme chefs d'entreprise, si le nombre de leurs ouvriers est supérieur à quatre, et comme ouvriers dans le cas contraire.

En ce qui concerne les ouvriers :

Art. 8. — Par ouvriers on entend ceux qui effectuent habituellement, pour le compte d'autrui, un travail manuel autre qu'un travail domestique.

Sont assimilés aux ouvriers :

1° Les chefs d'équipe, chefs-ouvriers, contre-maîtres, porions et surveillants ;

2° Les conducteurs, cochers et receveurs employés dans les entreprises de tramways, omnibus et louage de voitures ;

3° Les patrons et pêcheurs inscrits au rôle d'équipage d'un navire de pêche.

Nesont pas considérés comme ouvriers, les apprentis ni ceux qui, travaillant pour le compte d'un membre de leur famille, habitent avec lui.

Il était nécessaire de déterminer d'une façon aussi précise que possible, les catégories destinées à composer les sections des conseils.

L'article 12 dispose qu'en aucun cas les établissements exploités par des sociétés ne pourront être représentés par plus d'un chef d'entreprise.

L'ancienne loi inscrit comme électeurs les gérants et

administrateurs, ce qui met en état d'infériorité des entreprises parfois considérables et qui ne sont exploitées que par une seule personne.

Les femmes, d'après la loi en vigueur, étaient représentées au conseil par les ouvriers, au même titre que les ouvriers qui ne réunissent pas les qualités exigées pour l'électorat. Le projet ministériel relève qu'il y a des industries n'occupant que des femmes, et que, dès lors, leur profession se trouvait n'être plus représentée.

L'article 18 du projet accorde le droit d'électeur aux femmes dans les conditions identiques à celles précitées pour les ouvriers. Elles auront le droit de choisir des femmes comme mandataires.

L'article 20 étend aux élections pour les conseils du travail et de l'industrie, le principe de l'obligation du vote.

A rt. 20. — Le vote e st obligatoire.

Les dispositions des articles 220 à 223 de la loi du 28 juin 1894, relatives à la sanction de l'obligation du vote pour les élections législatives, sont également applicables aux élections pour les conseils de l'industrie et du travail.

Il en est de même des dispositions des articles 196 à 219 de la même loi, qui ont pour objet d'assurer la sincérité des votes et la régularité des opérations électorales.

Qu'il nous soit permis de ne pas donner notre adhésion à ce principe.

Le droit de vote est un privilège dont les citoyens peuvent se servir, avec, cependant le droit de ne point user

de ce privilège s'ils ne jugent pas de leur intérêt de défendre une institution en faveur de laquelle on peut invoquer l'intérêt d'Etat. Les conseils de l'industrie et du travail sont des institutions à caractère consultatif pour la défense des intérêts professionnels ou collectifs au monde du travail. Ces intérêts, les plus directement intéressés, sont en droit de les défendre. Mais en aucun cas, il ne nous paraît possible de prescrire des peines pénales, d'établir une contrainte, pour que ceux, en faveur de la loi se croit obligée à intervenir, soient tenus de satisfaire à ses prescriptions. Les lois n'ont de valeur que dans la mesure où les citoyens qu'elle vise, trouvent une satisfaction.

L'attribution des mandats sera faite d'après le système de la représentation proportionnelle, conformément à l'article 22 du projet, lequel ne fait qu'énoncer le principe. L'article 27 précise que les détails de la représentation seront déterminés par un arrêté royal.

Les conseils de l'industrie sont essentiellement un organisme représentatif. Dès lors, il est particulièrement important de ne pas se contenter de l'opinion de la majorité, mais d'englober autant que possible toutes les fractions du monde du travail. A ce point de vue le principe de la représentation proportionnelle est appelé à donner des résultats souhaitables.

Le chapitre III du projet est consacré à la présidence et à la vice-présidence des sections. Il réforme la loi

de 1887 par l'innovation qui consiste dans l'établissement d'un *bureau du conseil*. Le ministre estime en effet que le conseil, pris dans son ensemble, a besoin d'un président capable de diriger les débats et d'assurer le fonctionnement de l'institution. Aussi prévoit-il un bureau du conseil composé d'un président, d'un vice-président et d'un secrétaire permanent qui sera rétribué. Cette dernière fonction présente un caractère d'utilité que nous avons déjà signalé. La désignation du président et vice-président du conseil sera faite selon les dispositions de la loi du 31 juillet 1889 : le ministre les désignera sur deux listes de candidats présentées par les membres des conseils. En aucun cas, le président et vice-président ne pourront avoir une voix prépondérante dans les débats.

Nous préférierions l'élection de ce bureau directement par le conseil réuni en séance plénière. Le projet, il est vrai, n'accorde pas au président une attribution excessive. Mais il est à redouter quand même que, paré de l'autorité ministérielle qui le désigne à la fonction, son influence ne soit pas trop prépondérante. Son élection par le conseil lui accorderait la confiance directe de l'assemblée, qui se trouvera plus à son aise à être présidée par un pair.

Le chapitre IV est consacré aux délibérations sur les intérêts communs des chefs d'entreprise et des ouvriers. Le ministre estime que les réunions prévues par la loi de 1887 sont trop espacées (une fois par an). Le projet

ministériel dans son article 40 prévoit deux réunions par an pour chaque section, pour examiner les diverses questions qui lui seront soumises. Les époques de ces réunions seront fixées par arrêté royal, afin de ne pas surcharger le bureau du conseil et pour que les sections puissent se réunir dans leur local habituel.

L'article 41 contient une disposition très importante. L'enquête administrative qui eut lieu pour l'établissement de ce projet amena un grand nombre de conseils à demander qu'une sanction soit attachée à leur délibération. En vertu de cet article, le ministre de l'industrie et du travail peut ordonner la publication au *Moniteur* de certaines décisions qui acquerront force d'usage dans les limites de la circonscription.

Art. 41. — Le ministre de l'Industrie et du travail peut, à la demande de la section, ordonner la publication au *Moniteur* des décisions prises, à la condition qu'elles aient été approuvées à la majorité de trois quarts au moins des membres de chaque groupe et qu'elles concernent soit la formation, la durée ou la rupture du contrat de travail, soit les obligations réciproques du chef de l'entreprise et de l'ouvrier, telles qu'elles sont définies au chapitre II de la loi du 10 mars 1900.

A défaut de convention contraire, les décisions publiées au *Moniteur* auront force d'usage pour les chefs d'entreprises qui exercent, dans la circonscription du conseil ou de la section, l'industrie pour laquelle la section est établie, ainsi que pour les ouvriers qu'ils emploient.

La force d'usage est acquise le trentième jour après la date de la publication au *Moniteur*.

Le chapitre V modifie les termes de la loi de 1887 en matière de conciliation et d'arbitrage.

Cette loi prévoit que la section compétente du conseil se réunira sur la demande de l'une ou l'autre partie, pour amener une conciliation.

La pratique a prouvé l'inanité du système. Une des parties en conflits saisissant le conseil d'un différend ne peut empêcher l'autre partie de refuser à se présenter. Dès lors, la tentative de conciliation échoue bien avant qu'on ait essayé un rapprochement.

Le projet ministériel n'autorise la convocation des conseils qu'à condition que les deux parties en conflit en fassent la demande ; il dispose aussi « qu'en certains cas, des démarches pourront être faites en vue d'amener les parties à se prêter à une tentative de conciliation ».

L'article 47 prévoit la désignation par les ouvriers intéressés d'un nombre de délégués ayant mission de les représenter au cours des négociations.

L'article 48 dispose que dans les sections composées d'un nombre supérieur à 10, les 5 membres les plus âgés seront seuls appelés à siéger.

Afin que l'accord intervenu à la suite d'un différend puisse ne pas rester sans effet, l'article 50 permet aux délégués ouvriers de s'assurer par voie de referendum

de l'acquiescement de leurs commettants. Le président est aussi autorisé à consulter les ouvriers par voie de referendum, notamment dans les cas de grève, afin de leur permettre de se prononcer sur l'opportunité d'une reprise du travail.

L'article 45 permet aux intéressés, s'ils le trouvent bon, de choisir comme arbitre du différend la section compétente, si la tentative de conciliation a échoué devant le conseil. Pour la désignation de la section compétente, toute liberté est laissée aux intéressés.

Le ministre précise le sens qu'il faut attacher à la compétence d'une section. On s'est par trop habitué à considérer celle-ci comme une sorte de juridiction d'ordre moral, qui imposerait ses décisions, prises avec on ne sait quel souci de donner tort ou raison à l'une ou l'autre partie. Cette conception est erronée et va à l'encontre du principe qui préside à la mission conciliatrice et arbitrale. La mission bien déterminée des conseils est de se cantonner dans la limite de la conciliation proprement dite. Ils doivent faire des efforts afin de rapprocher les parties intéressées que des intérêts antagonistes séparent. Cela seulement, et rien de plus, si ce n'est d'agir par persuasion pour faire admettre s'il y a lieu, des solutions transactionnelles.

Le projet s'occupe encore des cas où la section compétente ne serait pas en mesure de mettre fin à un conflit. Le ministre estime le cas possible en raison de la composition des sections ; celles-ci sont composées de

patrons et ouvriers se rattachant à la profession des parties en désaccord. Ainsi, les membres d'une section se trouvent être à la fois juge et partie. Leur impuissance vient de ce fait. Et pour parer à cette lacune, le ministre prévoit la création d'un organisme nouveau :

« Nous avons conclu à la nécessité d'un organisme nouveau. Renoncer à toute intervention des sections compétentes en cette matière, serait négliger un moyen de conciliation efficace dans certains cas et qui semble même indiqué, lorsque le conflit ne présente aucune acuité et se réduit, en réalité, à un malentendu.

« La *commission de conciliation* chargée d'intervenir en cas d'impuissance de la section compétente du conseil de l'industrie et du travail, se composera d'un président, de deux assesseurs nommés par le ministre de l'Industrie et du Travail, et de quatre assesseurs désignés par les membres du conseil auprès duquel elle est établie. La présence des délégués du gouvernement s'explique par le souci d'introduire dans la commission des personnes indépendantes, désintéressées, que le mode de nomination met à l'abri de tout soupçon. » (1)

Il ne nous semble pas que cette innovation soit heureuse. L'autorité morale de cette commission ne résidera que dans l'autorité administrative dont elle sera investie, mais elle manquera totalement de compétence professionnelle. Or, c'est dans cette compétence que résident les plus grandes chances de succès de la tentative de conciliation. Car, quels que soient les intérêts moraux

1. Exposé de motifs.

ou personnels des membres d'une section, ils ne peuvent logiquement pas ne pas se souvenir des besoins de leur profession, séparant ainsi ce qui est admissible de ce qui ne l'est pas dans les réclamations ouvrières. Du reste, l'adjonction à cette commission de quatre assessseurs désignés par le conseil de l'industrie, suffit de démontrer la défiance du ministre à l'égard de la compétence professionnelle de la commission de conciliation.

Le chapitre VII et dernier du projet contient des dispositions qui ont une portée générale. Il accorde des droits électoraux aux employés qui pourront constituer des sections ; il détermine que l'ordre du jour des réunions sera fixé par le ministre de l'Industrie et du Travail, après avis des autorités locales ; il prévoit une disposition pénale ayant pour but de garantir le respect des engagements pris par les patrons et ouvriers, ou leurs représentants engagés dans un conflit du travail ; il prévoit un régime transitoire qui permettra aux conseils de ne pas cesser leur fonctionnement pendant leur réorganisation ; il donne droit au gouvernement d'agréer les conseils d'usine qui ont pour mission de résoudre les difficultés journalières se produisant dans un établissement, — mission tout à fait différente de celle des conseils du travail dont ils ne peuvent faire double emploi ; enfin, il est dit que les conseils d'usine ne seront agréés par le gouvernement que dans la

mesure où ils présenteront toute garantie en ce qui concerne la libre représentation des ouvriers :

Telle est la réforme nouvelle qu'on se propose de faire voter en Belgique.

Dans ces grandes lignes, ce projet comble des lacunes évidentes. Cependant, il semble qu'en raison de la mauvaise compréhension de la loi de 1887, le gouvernement se soit attaché à dominer de tout son pouvoir administratif les conseils du travail. Nous croyons qu'il est nécessaire, au contraire, de laisser aux conseils la plus grande liberté d'action. Ce n'est qu'à ce prix qu'ils rendront les grands services qu'on attend d'eux. Les préventions qu'ils ont fait naître à leur début diminuent de plus en plus ; il est à espérer qu'elles s'effaceront définitivement. Pour cela, la pression administrative n'est ni nécessaire ni utile.

*
* *

Malgré ses lacunes, la loi belge de 1887 a servi de point de repaire aux tentatives de législation qui furent faites en France, depuis les premiers projets qui n'ont pas abouti jusqu'à la loi de 1908 en passant par les décrets de 1900 et 1901. Ce sera l'objet de notre travail, que d'analyser l'ensemble de ces efforts et de dégager la portée de la réforme réalisée.

Les Conseils du travail en France

CHAPITRE PREMIER

I

HISTORIQUE

De tous les temps, la France s'est trouvée en tête du mouvement des idées et du progrès ; elle est la terre classique de la démocratie, — régime qui synthétise le mieux son souci des intérêts des masses populaires.

Cependant, en ce qui concerne la législation ouvrière, la France a eu des retards marqués. Le fait n'est pas peu pour surprendre, quand on songe que la monarchique Angleterre, conservatrice et traditionnaliste inscrivit dans ses lois la liberté d'associations professionnelles dès l'année 1824. Le puissant développement des trade-unions, avec leurs organisations maîtresses, leur expérience fertile en enseignements, reste encore à l'heure qu'il est, pour tous ceux qui, dans l'Europe centrale s'occupent de questions sociales, l'exemple le plus vivant de l'œuvre qu'il faut accomplir et multiplier un peu partout.

Toute la récente législation ouvrière (lois d'assurances : accidents, maladies et mort ; retraites ouvrières, conciliation et arbitrage, etc.) nous prouve combien les questions ouvrières ont été négligées en France, cependant que, dans d'autres pays, leur grande nécessité a été depuis longtemps reconnue, en raison des grands services que ces lois sont appelées à rendre à la classe la plus indigente et la plus malheureuse.

On a finalement compris que l'Etat ne peut se borner à un simple rôle passif. Il doit intervenir dans les rapports entre patrons et ouvriers et les réglementer de manière à soutenir les plus faibles dans leur lutte pour la vie, dans le sens le plus large de ce mot.

« L'Etat comprenant que son devoir ne résidait plus dans l'inertie du « laisser-faire », est intervenu, poussé par la force des choses dans les rapports des patrons et des ouvriers. Peu à peu, un régime légal du travail est né. Image fidèle des faits, ce régime a évolué avec eux et les institutions que nous nous proposons d'étudier sont un produit de cette évolution survenue dans le régime légal du travail (1). »

Ces derniers temps, un revirement s'est produit. Il se traduit par une œuvre législative assez importante, qui s'efforce de remplir les lacunes contenues dans la législation française.

1. Guinard, *Chambres ou conseils de l'industrie et du travail, en Hollande, Belgique et France*, 1895. Auxerre.

Une institution créée depuis plus longtemps, — les conseils de prud'hommes, — a pour mission de solutionner les litiges individuels entre patrons et ouvriers au sujet de l'exécution des contrats du travail. C'est une institution dont la compétence reste limitée aux conflits juridiques nés de l'interprétation des contrats ou de la loi. Elle ne peut donc pas apporter son appoint dans la solution des grands problèmes ayant un caractère collectif. Du reste, la compétence limitée de cette institution n'a pas été sans frapper les législateurs ; et, le 24 novembre 1891, M. Jules Roche, ministre du Commerce et de l'Industrie, déposa un projet portant sur la solution des litiges collectifs qui peuvent soulever l'établissement des conventions des contrats de travail, leur renouvellement ou leur modification qui doivent y faire introduire les transformations successives de l'industrie (1).

Ce projet se composait de deux titres : 1° S'occupe de conciliation et d'arbitrage accidentel ; 2° fait fonctionner des conseils permanents pour solutionner les conflits entre patrons et ouvriers.

Plusieurs mois après, M. Mesureur déposa sur le bureau de la Chambre un projet portant sur l'organisation solide et continue des conseils permanents de conciliation et d'arbitrage.

Dans son exposé de motifs, l'auteur de ce projet reproche à M. Jules Roche de ne s'être pas assez occupé

1. Doc. parlem. Chambre 1891, p. 2855.

de la conciliation ; il constate que le gouvernement n'a pas accordé, non plus, toute son attention à cet aspect du problème.

« La conciliation qui est la préface de l'arbitrage, doit attirer toute notre attention si nous voulons faire quelque chose de durable et inscrire dans la loi autre chose que la reconnaissance platonique d'un droit que les ouvriers et les patrons possèdent en fait.

« La conciliation réserve tous les droits des parties et fait la lumière sur le différend, soumet à l'épreuve d'une discussion contradictoire des arguments donnés de part et d'autres ; si elle ne peut résoudre toutes les difficultés, elle n'aboutirait pas. Du moins, elle aurait simplifié les débats et garde le grand mérite de rendre à chacun sa liberté et ses moyens d'action, après avoir fait lumière complète sur le conflit (1). »

M. Mesureur s'est efforcé de réaliser ses observations qu'il a formulées par des dispositions dans son projet. La création de comités permanents de conciliation est l'objet principal de la loi qui porte création de conseils du travail.

Ceux-ci seront les intermédiaires naturels et les agents principaux de la conciliation. Ils auront les attributions accordées par l'article 5 de son projet :

1. Proposition de loi portant création de conseils du travail pour prévenir conseiller ou arbitrer les différends entre patrons et ouvriers ; déposée sur le bureau de la Chambre par M. Mesureur, le 14 décembre 1891. Doc. parlam., p. 2937, 1891.

Art. 5. — Les conseils du travail ont pour mission :

1^o De délibérer sur les conditions du travail ; de donner leur avis sur les questions intéressant le travail, qui leur sont soumises par le gouvernement ;

2^o De prévenir ou régler par conciliation les différends collectifs entre patrons et ouvriers ; de provoquer et d'organiser l'arbitrage entre les parties qui n'auront pu se concilier ;

3^o De procéder annuellement à l'élection des membres sortants, patrons et ouvriers du Conseil supérieur du travail.

Les conseils du travail sont institués par un décret du gouvernement dans toute région où l'utilité a été constatée, soit d'office, soit sur la demande de patrons et d'ouvriers. Ils sont composés d'autant de sections qu'il y a de professions similaires dans la région.

Les sections se composent d'un nombre égal de patrons et ouvriers variant de 6 à 12 ; les délégués patrons et ouvriers sont élus chacun par la catégorie correspondante appartenant à la profession et inscrite sur les listes électorales. L'élection se fait dans deux assemblées différentes. La durée du mandat est de trois ans et renouvelable par tiers tous les ans.

Les conseils ont l'obligation de se réunir une fois par an en séance plénière convoquée par un arrêté du gouvernement qui fixe en même temps l'ordre du jour et la durée de la session ; les sections se doivent réunir

au moins une fois par trimestre ou en séance extraordinaire chaque fois qu'elles seront saisies par un différend. Chaque section élit son président et son secrétaire alternativement, tous les ans, dans les deux catégories.

Le projet établit une procédure de conciliation et d'arbitrage.

Si un différend s'élève, les deux parties ou l'une d'entre elles saisissent la section correspondante à leur profession ; si la section n'est saisie que par une seule partie, le président notifie, dans les vingt-quatre heures à l'autre partie, la demande dont la section a été l'objet. La partie informée doit répondre dans les trois jours qui suivent la notification ; si elle accepte, on peut former dans la section même un comité de conciliation qui sera composé de quatre membres, deux par catégorie représentée, ou bien, la section ne servira que d'intermédiaires en aidant à la formation, en dehors d'elle, du comité de conciliation. Si la partie ayant reçue la notification ne répond pas, son silence sera considéré comme un refus de se soumettre à toute tentative de conciliation ; si elle répond par un refus écrit, celui-ci sera rendu public par l'affichage.

Si le comité de conciliation ne réussit pas à mettre les deux parties d'accord, celles-ci devront, sur la demande du comité, choisir chacune un arbitre, ou un arbitre commun ; si, à leur tour, les arbitres ne peuvent arriver à s'entendre soit sur l'objet du conflit, soit sur le choix d'un supra-arbitre, l'échec sera consigné

dans un procès-verbal auquel il sera donné la plus grande publicité par l'affichage à la place réservée aux publications officielles à la mairie des communes où le différend a eu lieu ; il sera, en outre, mentionné dans le *Bulletin de l'office du travail*.

Si la conciliation aboutit, les termes de l'accord seront consignés dans un procès-verbal soumis aux mêmes règles d'affichage.

L'affichage a pour but de constater les efforts bienveillants des uns, la mauvaise volonté des autres, et aussi de servir d'exemple dans les cas similaires.

Il estime que les conseils du travail seront plus aptes et plus compétents à résoudre et aplanir les conflits de conciliation et d'arbitrage et à intervenir comme intermédiaires pour faciliter les rapprochements, que les autorités administratives.

Lorsqu'une décision de conciliation ou d'arbitrage aura fixé les conditions du travail au minimum, elle est juridiquement obligatoire.

Nous croyons que la disposition du projet Mesureur est beaucoup plus conforme à la logique des choses. Car, s'il est admissible qu'un patron, enchanté des qualités professionnelles supérieures d'un ouvrier, puisse, à son gré, lui accorder par convention un meilleur salaire, on conçoit mal le droit d'un patron de descendre au-dessous du minimum de salaire fixé par les comités en raison des qualités inférieures d'un autre ouvrier par rapport au premier.

Del'examen succinct du projet Mesureur, il résulte que son but principal est d'établir une procédure régulière de conciliation et d'arbitrage ; les autres missions accordées aux conseils ne sont que secondaires et l'auteur du projet n'y insiste pas trop.

Il nous semble que, ce faisant, il n'a poursuivi que la réalisation d'un but unique, et ce, au détriment des aspects multiples d'un même problème, aspects qui sont loin d'avoir une importance moindre que celui qui l'a préoccupé particulièrement. Il ne suffit point de créer une institution destinée à empêcher des conflits nuisibles au même degré aux parties en lutte et aussi à la bonne marche du mouvement industriel. Il est nécessaire — est c'est sur ce point que l'argumentation de M. Mesureur faiblit — de se soucier autant des autres attributions des conseils qui ont l'avantage, — s'ils s'appliquent à leur satisfaire, — de surprendre les causes des conflits à leur source même. Sa justification pourrait être dans ce qu'il s'est inspiré de la loi belge portant création de conseils du travail et de l'industrie (16 août 1887).

Tel est, dans ces grandes lignes, le projet déposé sur le bureau de la Chambre par M. Mesureur le 14 décembre 1891.

Ce projet ne vint jamais en discussion. Aussi, son auteur le reprit-il en 1894 ; cette fois, il fut renvoyé au Conseil supérieur du travail.

Le projet de loi de M. Jules Roche, sur la concilia-

tion et l'arbitrage facultatif entre patrons et ouvriers et le premier projet de M. Mesureur furent renvoyés à la commission du travail de la Chambre. Ces deux projets avec d'autres, signés Le Cour, Lockroy, Raspail, sur l'arbitrage, furent rapportés par M. Lockroy au nom de la commission le 28 janvier 1892.

Le mouvement créé à cette époque en faveur de l'idée d'arbitrage est dû principalement aux mineurs du Pas-de-Calais, lesquels avaient eu l'idée de nommer des délégués chargés de débattre leurs intérêts avec des délégués choisis par les compagnies minières.

« A la suite d'un grave différend entre employeurs et employés, il y a trois mois à peine, une grève qui ne comprenait pas moins de 40.000 adhérents a éclaté, menaçant nos départements du Nord de perturbations économiques et de désordres sociaux dont les conséquences auraient été incalculables.

« L'opinion publique s'émut, et cette émotion rencontra un écho jusque dans l'enceinte parlementaire. Heureusement, les parties intéressées se souvenant d'une procédure qui, bien des fois, en Angleterre et en Amérique, avait mis fin à des conflits de ce genre, résolurent de confier à des délégués le soin de défendre leurs intérêts et prièrent un fonctionnaire d'ordre administratif, c'est-à-dire un personnage désintéressé, de présider les débats. En quelques jours, ou plutôt en quelques heures, le procès fut terminé. Et grâce à la modération des uns, à la fermeté des autres, au

patriotisme de tous, la paix publique, un instant troublée, se trouva assurée et affermie (1). »

Cette heureuse tentative d'arbitrage enleva aux parlementaires les derniers scrupules sur l'opportunité de cette réforme qui était déjà l'objet de plusieurs propositions de loi en restance à la commission du travail. Et c'est ainsi qu'indirectement, les mineurs du Pas-de-Calais contribuèrent pour une large part à ce que le rapport de M. Lockroy vit le jour.

Le rapporteur au nom de la commission, ne retient des projets examinés que le titre I du projet de M. Jules Roche relatif à la conciliation et l'arbitrage accidentel ; la prise en considération du titre II lui semblait pour le moins prématurée. En effet, la commission estime que la création de conseils permanents de conciliation et d'arbitrage est une question d'une très grande importance ; elle nécessite une étude approfondie à laquelle la commission promet de s'y adonner, afin de pouvoir la rapporter dans le plus bref délai.

Au cours du débat public, MM. Le Cour et de Mun portèrent leurs protestations à la tribune. Ils estimaient que, ne voter que le titre I du projet Jules Roche, c'est décapiter la loi de son attribution la plus essentielle et la plus importante. Néanmoins, la Chambre ne vota que le titre I et renvoya le titre II à la commission à fin d'étude.

1. Doc. parlem. Chambre. Rapport Lockroy, p. 194, n° 1903, 1892.

Cependant, malgré la promesse formelle du rapporteur au nom de la commission, le titre II du projet Jules Roche tardait à être rapporté. Alors, las d'attendre, M. Mesureur reprit son projet le 20 janvier 1894 (1).

II

CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL

(V^e section, mars 1894.)

Le Conseil supérieur du travail fut saisi du projet Mesureur et d'une proposition de M. Many qu'il renvoya à sa commission permanente (2). Celle-ci, après examen, arrêta un texte nouveau avec charge, pour M. Hector Dépasse, de le rapporter devant le conseil.

Le rapporteur a soin de nous mettre au courant des difficultés très grandes qu'éprouva la commission pour arriver à se mettre d'accord sur un texte définitif.

« On peut dire que, dès le commencement, les avis ont été très partagés, que des appréhensions se sont

1. Documents parlementaires. Chambre, p. 65, no 276, 1894.

2. Cette commission est composée de MM. Challemel-Lacour, Jules Simon, Léon Say, Mesureur, vice-présidents ; Appert, Champoudry, Colson, Delaunay-Belleville, Denis-Poulot, Hector Dépasse, Dervillé, Constant Deville, Gibault, Guillaïn, Heurteau. Huet, Cl. Janin, Keuffer, Labourie, Lamendin, Lyon-Caen, Moron, C. Nicolas, Portaillet, Tolain, Saincère et Villard, membres.

manifestées assez vivement, et que, peu à peu, à mesure que nous sommes entrés dans l'examen des articles, en les rectifiant, en les éclairant, écartant ce qui paraissait avoir un caractère trop accusé de réglementation et d'obligation pour faire à la liberté une place de plus en plus large, les appréhensions ont cessé, l'opposition a cédé, et enfin le projet, dans sa forme actuelle, a été voté à l'unanimité moins une voix (1). »

La commission, dit-il, s'est efforcée à faire une loi de paix et de liberté ; elle a voulu mettre la paix là où l'on voit trop fréquemment la guerre. Elle a examiné les deux projets, les a amendés l'un par l'autre.

De son côté, le rapporteur a présenté une proposition relative aux conseils du travail qui émanait de l'initiative individuelle ou collective des travailleurs, ouvriers, employés ou patrons. Il demandait la mise en tête du projet de ses articles qui seraient comme la *préface* de la loi ; il estimait qu'il fallait inscrire ainsi le principe d'initiative au début. Cette proposition, ballottée du commencement à la fin, finit par n'être que le *post-scriptum* du projet. Le rapporteur rappelle, néanmoins, qu'il tient malgré tout, à la disposition demandée. C'est la seule divergence qui se soit produite à la commission qui vota les quatre titres du projet.

1. Rapport sur la proposition de loi relative à la création de Chambres du travail, présenté au nom de la commission permanente par M. Hector Dépasse.

Nous rentrons, maintenant, dans l'examen du titre I du projet sur : les Chambres du Travail.

Ce titre est composé de onze articles se rapportant à la création, la mission, la composition et le fonctionnement des Chambres qui sont instituées par le gouvernement, soit d'office, soit sur la demande des intéressés. Leur territoire de compétence est limité à une région industrielle déterminée par le décret d'institution.

La mission des Chambres est inscrite dans l'article 2.

« Les Chambres du Travail ont pour mission :

1° De donner leur avis, soit à la demande du Gouvernement, soit à la demande des intéressés, et d'émettre des vœux sur toutes les questions concernant les conditions du travail ;

2° De prévenir les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés, et d'en faciliter la solution.

La commission semble avoir suivi jusqu'au bout M. Mesureur. Elle se préoccupe principalement de conciliation et d'arbitrage, ce qui nous engage à renouveler à son égard les objections que nous avons soulevées plus haut à l'endroit du projet Mesureur.

Les Chambres sont divisées en autant de sections que de professions ou de parties distinctes d'une même professions existantes dans une région. Cette division s'explique par la communauté d'intérêts qui lie les membres d'une section et par les connaissances spéciales à chaque profession.

Le nombre de sections est déterminé par le décret

instituant la Chambre ; chacune des sections se compose d'un nombre égal de délégués patrons et ouvriers : minimum six, maximum douze. Les délégués sont élus chacun par la catégorie correspondante et dans des assemblées distinctes.

« Sont électeurs : 1^o tous les citoyens inscrits sur les listes électorales politiques ; les femmes françaises majeures ayant l'exercice de leurs droits civils, non frappées de condamnations entraînant la perte des droits politiques et résidant dans la commune depuis six mois au moins.

« Les uns et les autres doivent appartenir à la même profession et l'exercer effectivement depuis deux ans au moins.

« Sont éligibles les électeurs de la section, âgés de vingt-cinq ans accomplis (1). »

Le rapporteur estime que l'établissement des listes électorales pour la catégorie ouvrière rencontrera des grandes difficultés et, pour parer à quelques-unes, il conseille le recours au système en vigueur pour le conseil de prud'hommes.

Il est à remarquer que, pour la première fois, les femmes sont admises aux élections.

Les membres des sections sont nommés pour trois ans et renouvelables par tiers tous les ans. La section se réunit à la mairie une fois par trimestre, lorsqu'elle est

1. Art. 5, titre I.

saisie d'un différend ou sur la demande d'une moitié de ses membres. Cette « réunion en blanc » est destinée à rapprocher les membres entre eux, à leur permettre de mieux se connaître et s'estimer et à discuter les questions intéressant leur profession. Par arrêté du ministre, toutes les sections formant la Chambre de travail d'une région sont convoquées en une assemblée plénière une fois par an ; le ministre peut aussi réunir plusieurs sections d'une Chambre ou plusieurs Chambres différentes, s'il croit utile de demander leur avis sur des questions concernant le travail.

Il résulte de ces dispositions que toute l'initiative est laissée entre les mains du gouvernement.

Chaque section élit un président et un secrétaire pris dans chacune des catégories qui la composent. La Chambre de travail peut avoir un secrétaire permanent.

Le gouvernement se réserve le droit d'annuler les vœux qui lui semblent dépasser la compétence des conseils et il peut, par décret, prononcer la dissolution d'un conseil, lorsque les sections ont dépassé leurs attributions. La peine de l'avertissement précède celle de la dissolution.

Le titre II du projet concerne la procédure de conciliation et d'arbitrage.

Le rapporteur répond tout de suite à l'objection qui pourrait être faite sur ce que ce titre annihile la loi de 1892 sur la conciliation et l'arbitrage accidentel.

Il estime en effet que cette institution n'annihile pas la loi de 1892 dans ce sens, que les parties peuvent, successivement, s'adresser à l'une ou l'autre de ces institutions. L'échec devant une institution ne fait pas perdre le bénéfice d'un recours devant l'autre.

La procédure de ce projet est inspirée du projet Mesureur, sauf sur un point important qui a été inséré dans le texte à la suite d'observations présentées par M. Lyon-Caen. Celui-ci estime que, considérer la non-réponse d'une partie à laquelle notification fut faite qu'une section de la Chambre de travail a été saisie d'un différend comme un refus, ce serait faire beau jeu à la mauvaise volonté dont une des parties en conflit peut être animée. La réponse est obligatoire car :

« Il est trop commode de se réfugier dans le silence. On y regardera peut-être à deux fois avant de formuler par écrit un refus de se prêter à tout essai d'entente et, si l'on refuse, on dira nettement pourquoi (1). »

La non-réponse sera considérée comme une acceptation.

Les conditions de conciliation seront consignées dans des procès-verbaux qui feront foi devant la juridiction compétente des termes du contrat ou de la sentence arbitrale intervenue. Le rapporteur explique que cette disposition a été prise dans la proposition de M. Many, lequel formule sa pensée en ces termes :

« Les procès-verbaux des comités de conciliation et

1. Rapport Hector Dépasse.

d'arbitrage font foi, seulement, des termes de la convention acceptée par les parties, c'est-à-dire qu'ils ont la valeur probante d'un acte authentique (1). »

C'est là un effet direct sur les parties engagées par une convention. M. Depasse estime « qu'elle (la décision) acquerra avec l'usage et la coutume, un effet indirect à l'égard des autres personnes, patrons et ouvriers, appartenant à la même profession dans la même région » (2).

Le titre III ne porte que sur des dispositions administratives ou financières. Il dispose que le local de réunion des Chambres est à la charge de la commune ; les dépenses de secrétariat, indemnité, etc., sont portées au budget départemental comme dépense obligatoire.

Le titre IV et dernier du projet porte sur la création des conseils du travail.

Nous avons relevé, au début de notre analyse du rapport, l'importance que le rapporteur attache à la création de ces conseils. Il attend d'eux, par la mission qu'il leur accorde, des résultats moraux et sociaux extrêmement précieux. Il dit :

« Voici une maison de commerce, une filature, un tissage, une mine, un chantier où s'est formé un conseil du travail, sous l'inspiration de patrons et d'ouvriers intelligents. Les ouvriers ou les employés ont désigné quelques délégués ; le patron s'est fait représenter par

1. *Ibid.*

2. *Ibid.*

des délégués ou des chefs qui ont sa confiance ; il ne manque pas lui-même de prendre part au Conseil.

« On se réunit le samedi, le dimanche matin, une fois, deux fois par mois autour d'une table. On est en nombre égal, deux ou trois de chaque côté, plus ou moins comme on voudra, puisqu'on est libre et qu'on fait ce que l'on veut. On délibère sur les petits incidents de la période écoulée. On se dit les uns aux autres ce qu'on a sur le cœur. On examine les questions de salaires, d'heures de travail, d'hygiène, de règlement ; c'est la famille industrielle créée ou retrouvée (1). »

Il est évident que, conçu ainsi, ces conseils sont destinés à rendre de grands services tant aux patrons qu'aux ouvriers. Ils seront pour eux un instrument d'éducation économique qui élargira les esprits et permettra aux uns et aux autres de ne pas envisager les problèmes, souvent d'ordre secondaire, sous le seul aspect des intérêts personnels. Il résultera aussi, de cette fréquentation constante, un sentiment de confiance et d'estime réciproques qui ne seront pas négligeables dans ce qu'ils permettront et faciliteront l'ouverture des débats.

Les conflits collectifs ne sont, souvent, que le résultat d'une conception intransigeante qui empêche les ouvriers de voir dans le patron autre chose qu'un ennemi irréductible. On lui a si souvent chanté l'antienne des intérêts antagonistes et de la lutte de classe,

1. Rapport Hector Dépasse.

qu'il suffit du moindre mécontentement pour que le vent de la grève déchaîne sa colère. Le résultat de ce mouvement irraisonné, qui a une erreur à sa base et une surexcitation violente due à l'exaltation qui naît, inhérente, dans les âmes aigries, à la tête,—se brise quelquefois devant la matérialité des obstacles infranchissables. C'est alors la douloureuse dépression morale, l'amertume de l'inutile effort que double encore la misère qui suit les jours de sans-travail.

A ce point de vue, la mission des conseils peut être, dans sa simplicité, un des plus admirables instruments d'endiguement des passions.

Représentés dans les conseils par des délégués qui seront amenés à discuter, à raisonner froidement ces intérêts antagonistes et cependant communs par le même source de vie qui les animent ; mis au courant, par leurs délégués et des aspects multiples d'un problème et de la part de réalisation possible qu'il contient, les ouvriers n'auront qu'à gagner l'habitude de cantonner leurs revendications à des points précis qui, souvent, peuvent être gagnés par la simple entente. L'aspect du patron, vu de près, plus humain, parce que flottant en pleine réalité de sa vie et de ses intérêts, se modifiera aussi. La légende de l'ogre qui mange les petites filles se sera évanouie, et, autour de la table où se trouveront réunis patrons et ouvriers, une atmosphère de mutuelle confiance montera, fructueuse en résultats.

L'idée des conseils du travail se trouve en germe dans l'ancien régime des corporations.

« Autrefois, les règlements d'ateliers et les questions de salaires étaient discutés dans des conseils intérieurs des corporations. Les travaux de M. Brentano et Howel ne laissent plus aucun doute sur la participation de ghildes ou corporations de métiers et leurs droits d'être représentés dans les conseils des ghildes (1). »

D'autre part, la seule réunion de patrons et d'ouvriers pour discuter les intérêts qui les divisent, donne naissance, malgré eux, à un conseil du travail qui, par son caractère et les causes de son origine, ne peut être qu'accidentel.

Aussi, le projet que nous analysons, se préoccupe-t-il de donner aux conseils le caractère permanent que nécessite l'expérience. Conçu dans un très large esprit de liberté quant à la formation et le fonctionnement, il laisse aux autres dispositions un caractère purement facultatif.

Tel est le projet soumis au Conseil supérieur du travail qui se réunit le 25 mars 1895 sous la présidence de M. Lebon ministre de l'Industrie et du Commerce pour examen. La discussion prit une ampleur inattendue. Très animé, le débat dura quatre séances et eut comme résultat le rejet du projet et l'adoption de simples vœux.

1. Débats parl., chambre, octobre 1892.

Les débats

Le premier qui prit la parole fut M. Jules Roche, ancien ministre de l'Industrie et du Commerce et auteur de la loi sur la conciliation et l'arbitrage accidentel. Il s'élève contre le projet parce qu'il n'admet pas pour une loi « de ne rien demander, de ne rien interdire, de ne rien ordonner. En général, une loi est l'expression de la volonté et de la puissance publiques, et, par conséquent, elle ordonne ou elle défend ; celle qui nous est soumise n'ordonne ni ne défend » (1). Il croit que, telles que le projet les crée, ces institutions n'ont pas une mission déterminée ; elle ne sont que des institutions parlementaires nouvelles qu'il croit dangereuses pour l'industrie française ; d'abord, parce que le parlementarisme ne peut être que nuisible et ensuite, cela augmentera le champ des investigations, ce qui aura comme résultat d'empirer le mal au lieu de le remédier. M. Roche finit par demander à la commission : Comment les Chambres fonctionneront-elles dans les industries comme l'alimentation (restaurants) ou bien dans une banque ?

M. Hector Dépasse réplique. Il rappelle que toutes les objections soulevées par M. Roche le furent aussi à l'époque où l'on créa le Conseil supérieur du travail.

1. Cons. sup. du travail, V^e section, 1895.

Cela n'a pas empêché M. Roche, alors ministre du Commerce et de l'Industrie, de mener à bout la création de cette institution reconnue depuis d'une si grande utilité. Le projet en discussion favorise les Chambres du travail qui sont des conseils de travail en plus petit. Quant au caractère facultatif du projet, il a été emprunté à la loi sur la conciliation et l'arbitrage accidentel qui se trouve être aussi l'œuvre de M. Roche. En ce qui concerne les industries qui n'éprouveront pas le besoin de s'armer de notre institution, il est probable qu'aucune demande ne sera faite, et même si la demande est formulée, le gouvernement ne signera pas le décret de constitution nécessaire.

M. Parché réplique aussi à M. Roche. Il constate l'utilité des Chambres par ce fait qu'elles mettront en présence les patrons et les ouvriers ; cela pourra permettre d'éviter des conflits qui, souvent, finissent par la grève.

« Chez nous, dans toute la France, que se passe-t-il aujourd'hui, lorsqu'il se produit un différend ou une grève dans une région industrielle ? Au lieu de voir traiter les questions en litige par les intéressés directement, ce sont la plupart du temps des députés socialistes, étrangers à la région, qui interviennent, sans connaître la vraie situation du pays ; mais que les réclamations des ouvriers soient justes ou non, ils prêcheront toujours la résistance, car leurs intérêts ne sont pas en jeu ; je sais que la plupart du temps, les réclama-

tions des ouvriers sont justes, mais il ne suffit pas d'avoir raison pour se mettre en grève, si l'on n'a aucune chance de réussir. Aujourd'hui, la grève est devenue une arme tellement dangereuse, qu'elle laisse derrière elle des nombreuses victimes et une haine sourde entre les patrons et les ouvriers ; voilà la vérité. » Et plus loin, dans le même ordre d'idées :

« Nous voyons à la tête des grèves des personnes sans aucune responsabilité. Puisque nous avons la liberté, nous devons aussi assumer la responsabilité de nos actes. La Bourse du Travail envoie souvent des délégués, et nous connaissons leurs opinions sur les grèves ; il est bien rare de trouver un délégué de la Bourse du Travail prêchant la conciliation. Tout au contraire, ces délégués, au lieu de revendiquer le droit de l'ouvrier, revendiquent souvent, pour leur compte, comme futurs députés.

« Combien des fois j'ai entendu des pères de famille : Il faudrait arranger l'affaire en faisant quelques concessions, mais ils étaient tellement désavoués, qu'ils n'osaient plus rien dire, car ils savaient que la débâcle était au bout, à la fin de la grève (1). »

Il y a de la justesse dans ces observations, et il faudrait tenir compte du danger signalé. Ecarter tout élément étranger aux conflits, c'est augmenter les chances

1. Cons. sup. du travail, V^e session, mars 1891.

d'un rapprochement entre les parties en litige qui ne pourront que résoudre le conflit au mieux de leurs intérêts sans plus s'attarder à des à-côtés qui enveniment les choses et éloignent de l'acte, simple en soi, qui est à s'accomplir.

M. Rousselle défend le projet. Il ne lui semble pas que le projet, une fois voté, fera double emploi avec la loi de 1892 sur l'arbitrage. D'autre part, les Chambres de travail qu'il s'agit d'instituer auront aussi comme mission d'étudier les questions de salaires et d'organisation du travail. Il estime qu'elles rendront de très grands services et il rappelle le rôle du conseil municipal de Paris dans le différend entre la Compagnie des Omnibus et ses employés. De sa propre initiative, il est intervenu, aidant ainsi à la solution à l'amiable du conflit. Un rôle semblable sera dévolu aux Chambres du travail.

M. Jules Roche revient à la charge. Il renouvelle ses critiques et conteste le projet qui n'accorde aucun droit nouveau. L'ouvrier obtient le droit de discuter avec son patron ; mais ce droit, il l'a déjà, et personne et rien ne l'empêche d'en user. « Je vois les difficultés, mais je n'aperçois pas les avantages » ; et plus loin : « Si vous me montrez quelque part une entrave à la liberté de l'ouvrier, je suis prêt à briser avec vous cet obstacle. »

M. Mesureur présente une défense très développée du projet en discussion :

« Cette création (des Chambres du travail) est une innovation dans nos mœurs, une nouveauté dans nos institutions. Elle procède de cette nécessité moderne qui consiste à étudier les conditions du travail, à connaître l'opinion du monde du travail par l'intermédiaire d'organes régulièrement et normalement constitués, ayant compétence et autorité pour formuler les désirs, les vœux et les souffrances des travailleurs. J'estime que la meilleure méthode à employer pour obtenir cette constatation permanente du monde du travail est celle qui a été adoptée déjà pour connaître les réclamations du monde du commerce et de l'industrie. Le commerce et l'Industrie se réunissent d'abord dans des syndicats pour défendre leurs intérêts particuliers. Là, ils apprennent à les définir, à les préciser, à s'apprécier ; puis la loi intervient, qui autorise des Chambres constituées légalement, à faire connaître ces opinions diverses et à fournir les renseignements les plus utiles au gouvernement et au législateur qui les écoutent et en tiennent compte, dans la mesure du possible. La pensée du projet est donc celle-ci : inviter les travailleurs de tout ordre à se réunir par régions et à former des assemblées assez importantes dans lesquelles seront formulés les vœux du monde des travailleurs, vœux qui pourront être introduits ensuite dans la législation (1). »

1. Cons. sup. du trav., III^e session, mars 1895.

Il dit encore, au sujet de la mission des Chambres concernant la conciliation et l'arbitrage :

« Je ne veux certainement pas critiquer la loi de 1892 sur l'arbitrage, mais vous savez, Messieurs, combien il est difficile de la mettre en mouvement : on ne constitue un comité de conciliation que lorsqu'un conflit est déclaré. On ne fait généralement appel à l'intervention du juge de paix que quand la grève est imminente ou lorsqu'elle est en cours. Dans ces conditions la conciliation arrive bien tard. C'est avant la déclaration de la grève qu'il faudrait avoir recours aux efforts des arbitres, qu'il faudrait essayer de ne pas laisser suspendre le travail. Nous estimons qu'un organe permanent, comme celui dont nous proposons la création, facilitera la solution du conflit, préparera la conciliation et donnera enfin des meilleurs résultats que la loi de 1892 (1) ».

En ce qui concerne le danger du parlementarisme, pour ainsi dire professionnel, que redoute M. Roche, M. Mesureur croit que, au contraire, les petits parlements que seront les Chambres du travail, nous permettront d'avoir les vœux et les opinions sincères des travailleurs, vœux et opinions souvent faussés dans les congrès. Il affirme que ce projet accorde aux travailleurs un droit nouveau : le droit de délibérer sur les con-

1. Cons. sup. du travail, V^e session, mars 1895

ditions du travail, droit auquel il prête une importance capitale.

M. Keufer, représentant ouvrier, soulève contre le projet deux objections principales : la première est que l'esprit intransigeant des patrons et des ouvriers pourrait se manifester par un refus d'arbitrage et on aurait alors, au lieu de conciliation, une situation plus tendue, la seconde, c'est l'effacement dans lequel sont laissées les organisations syndicales. Si on charge les Chambres du travail de faire des enquêtes, de fournir des renseignements, d'émettre des vœux sur les questions concernant le travail, on enlève une partie assez importante du rôle qui revient au syndicat et qui est leur raison d'être.

Le projet rencontre un adversaire en la personne de M. Waddington, lequel ne croit pas à son utilité et craint qu'il aura pour résultat des investigations fâcheuses pour le monde du travail.

« Au risque de passer pour un réactionnaire, je ne puis pas admettre l'introduction d'une sorte de parlementarisme dans l'industrie. Ces usages ne peuvent pas se concilier avec la direction d'une usine. Supposons que ce rêve soit réalisé, à savoir que tous les samedis ou tous les dimanches matin, le patron réunit un certain nombre de ses ouvriers, les entretient de l'état de ses affaires, de son usine. Les ouvriers se plaignent, formulent des revendications, une conversation s'engage sur les incidents de la semaine, sur les

affaires de l'usine... Mais qu'arrivera-t-il ensuite ? C'est que ces explications dégèneront en questions portant sur l'état des affaires de l'usine, sur des points particuliers, sur les marchés conclus par le patron. Or, il est une chose sur laquelle le patron et les ouvriers ne peuvent rien, ce sont les prix imposés par le marché. Alors, devrai-je faire connaître les détails intimes de mes affaires, indiquer le prix que j'ai payé ma matière première, dire quel est mon prix de vente et mon bénéfice ? Est ce là un état de choses pratique, je le demande à tous les ouvriers et à tous les patrons ? Evidemment non (1). »

M. Heurteau est le seul membre qui, à la commission permanente, vota contre le projet. Dans le débat public, il se déclare partisan du titre IV du projet portant création de conseils du travail. Il rejette le restant du projet au moyen d'objections empruntées à MM. J. Roche et Waddington.

M. Many est un défenseur résolu du projet.

Il débute par un historique de la question et développe la pensée que la classe ouvrière, devenue de plus en plus nombreuse, n'a qu'un seul moyen de se défendre : la grève ?

« La grève a été trop longtemps l'argument suprême de ces discussions. On sait de quels sacrifices les travailleurs et les patrons payent ses états de guerre. Et

1. Cons. sup. du trav., V^e session, mars 1895.

s'il est juste de convenir que les ouvriers ont dû quelques conquêtes aux droits de coalition, il faut proclamer qu'ils sont les premières victimes de ces luttes désastreuses. N'existe-t-il donc pas d'autres manières de régler les différends industriels ? Et quand on considère que les trois quarts des grèves sont dues à des questions de sentiment, n'est-on pas amené à chercher un moyen de mettre d'accord des gens entre lesquels il n'existe souvent que des malentendus (1). »

La solution lui paraît être trouvée dans les commissions mixtes (patrons et ouvriers) dues à l'esprit ingénieux de M. Mundella, lequel en fit la première application en 1860 à l'industrie de la bonneterie de Nottingham. Cette contrée industrielle jouissait d'une réputation spéciale par la suite de la fréquence et de la gravité des grèves qui s'y produisaient. L'innovation de M. Mundella porta à tel point que, depuis aucune grève n'éclata dans la région. L'exemple a été suivi depuis dans d'autres pays, comme la Belgique, la Hollande et les Etats-Unis. Les commissions mixtes naquirent partout, adaptées seulement aux mœurs et aux législations locales.

Mais l'orateur jette dans le débat un argument nouveau et qui a son poids. Il relève qu'aucun des adversaires du projet n'a contesté l'utilité pratique des conseils d'usine. Or, la création des conseils du travail

1. Cons. sup. du trav., V^e session, mars 1895

ne peut que faciliter et développer l'avis de ces conseils.

« Nous croyons, nous, — bien que cela puisse sembler paradoxal — que le meilleur stimulant pour la formation des conseils d'usine. sera la création des Chambres de Travail. Les patrons préféreront soumettre leur différend à un conseil pris dans leurs ateliers, qu'à un conseil élu et composé parfois d'industriels concurrents et pour éviter d'aller, devant la Chambre de travail, ils seront les premiers à proposer d'organiser des conseils d'usine. »

M. Jules Roche avait objecté que la création de ces Chambres produiraient un trouble dans la marche de l'industrie française. A quoi M. Many réplique par des documents pris dans son enquête personnelle faite en Belgique sur la loi de 1887, portant création des conseils de travail et d'industrie.

« J'ai vu à Seraing, près de Liège, le directeur de la très importante usine Cockerill, qui compte près de 12.000 ouvriers. Je lui ai demandé son sentiment au sujet des conseils de l'industrie. Il m'a répondu : « J'en étais peu partisan au début ; mais maintenant je crois, après expérience, qu'ils ne font pas de mal et qu'ils peuvent faire quelque bien. Nous avons été obligé, par suite de la baisse du prix de la fonte, de réduire le salaire de nos ouvriers métallurgistes. Une grève allait éclater. On réunit le conseil du travail. Nous avons discuté avec les délégués ouvriers, nous leur avons prouvé, chiffres

en mains, que la diminution du salaire était une nécessité inévitable. Ils se sont rendus à nos raisons. De notre côté, nous avons fait un effort, et finalement on est tombé d'accord pour une diminution de salaire égale à la moitié de celle que nous avions proposée. »

« A Gand, j'ai vu le chef d'une des plus grandes filatures belges. Celui-là m'a tenu le langage suivant : « J'étais l'adversaire résolu des conseils du travail, convaincu qu'ils ne pouvaient amener que des discussions stériles et de plus vifs dissentiments. J'ai totalement changé d'avis. Lorsque le conseil de la filature a été constitué à Gand, tous les meneurs socialistes ont été élus délégués ouvriers. J'étais persuadé qu'après un premier essai de réunion, il faudrait y renoncer. A ma grande stupéfaction, c'est le contraire qui s'est produit. Les discussions ont été sérieuses, raisonnables ; les ouvriers ont appris de nous des choses qu'ils ne soupçonnaient pas. Nous-mêmes, nous avons gagné à entendre de la bouche même des travailleurs les doléances qu'ils avaient à nous soumettre. Et je déclare que dans mes ateliers l'influence du conseil de l'industrie a été des plus bienfaisantes (1). »

Reste la mission de conciliateurs et d'arbitres que le projet demande à la nouvelle institution.

L'orateur estime que cette mission est beaucoup plus

1. Cons. sup. du trav., V^e session, mars 1895.

haute et plus large. Ils doivent rapprocher les deux classes trop séparées aujourd'hui pour qu'elles puissent mieux se connaître et se rendre compte plus exactement de leurs besoins. Et il y a lieu, d'autant moins, de se méfier des conséquences de ce projet une fois voté, qu'il ne contient que des dispositions facultatives sans entrave pour la liberté des parties. Il ajoute : « Au reste, la mission des Chambres n'est pas d'intervenir dans les conflits, mais bien de les prévenir ; c'est un point particulièrement important qui ne doit pas être perdu de vue. »

M. Poirier apporte deux objections contre le projet. D'abord, il estime que des organes déjà existants comme les syndicats pourraient parfaitement être chargés des missions qu'on veut accorder aux Chambres du travail ; il serait donc inutile de créer une institution nouvelle. La seconde objection est qu'il est à craindre que les électeurs ne se présentassent qu'en petit nombre composé seulement de professionnels de réunions et d'élections ; il résulterait, si le fait se produit, que la nouvelle institution ne représenterait qu'une minorité ouvrière.

Tout autres sont les arguments de M. Cheysson, lequel repousse aussi le projet en discussion.

L'infériorité du texte présenté consiste en ce que, inspiré de la loi belge, on lui a enlevé les freins et les barrières que cette loi établit, et qui ont pour but de corriger les inconvénients à redouter du fonctionnement des Chambres de travail. D'autre part, il lui sem-

ble exagéré de faire voter une loi ayant pour objet de traiter une expérience. Il estime qu'un simple décret suffirait, et celui-ci aurait l'avantage de pouvoir être facilement modifié à mesure que l'expérience en aura démontré la nécessité.

M. Portailier se déclare partisan de l'institution de Chambres du travail, mais le projet en discussion ne le satisfait pas. En ce qui concerne la conciliation et l'arbitrage, la loi de 1892 lui semble suffisante. Mais ce qu'il trouve d'utile dans le projet, c'est « qu'il contient la création d'une institution qui réunirait les patrons et les ouvriers d'une façon permanente pour délibérer ensemble, notamment sur les règlements d'ateliers, sur les usages des corporations, sur le taux des salaires, en un mot, sur tout ce qui peut les intéresser, ce qui éviterait bien souvent des malentendus et préviendrait beaucoup de conflits ». La grande objection porte sur la manière dont le projet établit le recrutement des Chambres du travail, et, à ce sujet, il dépose un amendement : « Au lieu du recrutement par l'élection corporative prévu par le projet, je proposerai que les sections devant composer ces Chambres du travail soient simplement des délégations des syndicats ouvriers et du syndicat patronal de chaque corporation. De cette façon, ces Chambres du travail, au lieu de nuire aux syndicats, leur donneront, au contraire de l'extension ».

La création de ces institutions paraissent, pour M. Hamendin aussi, être une cause de destruction des

syndicats qui seront remplacés par d'innombrables petites chapelles répandues sur le territoire. L'utilité de ce fractionnement qui détruira un instrument positif entre les mains des ouvriers, ne lui apparaît pas. Aussi, refuse-t-il de s'associer au projet qu'il rejette.

La discussion générale est close.

Avant de passer au vote par article, M. Jules Roche présente une proposition qu'il appuie d'arguments qui finissent par convaincre le conseil. Après avoir constaté que le projet contient deux principes distincts : le premier, contenu dans les titres I, II et III, portant création des Chambres du travail ; le second contenu dans le titre IV ayant pour but l'institution de conseils du travail, il demande que le titre IV soit disjoint et que deux votes distincts aient lieu. Il croit cette procédure nécessaire, étant donné que l'assemblée contient des adversaires des trois premiers titres et qui sont partisans du quatrième.

Il est décidé qu'il sera procédé ainsi.

L'article 1, mis aux voix, est repoussé par 25 voix contre 22 ; le principe de la création de Chambres du travail contenu dans les trois premiers titres du projet est donc rejeté.

Reste le titre IV.

Ainsi que l'a fait remarquer M. Mesureur, ce titre n'est pas un texte législatif ; aussi demande-t-il le renvoi à la commission permanente. Admis.

La commission permanente, pour satisfaire au désir

exprimé par le Conseil supérieur du travail, reprit l'étude du titre IV qui lui fut renvoyé. Elle ajouta en même temps l'examen du titre II du projet Jules Roche sur la conciliation et l'arbitrage déposé sur le bureau de la Chambre en 1891 et dont le titre I devint la loi de 1892, et aussi d'une nouvelle proposition de M. Keufer.

L'examen de l'ensemble de ces textes amena la commission permanente à la décision de ne présenter aucun projet et de se contenter d'un vœu qui fut élaboré ainsi qu'il suit :

« 1° Les patrons et les ouvriers ou employés pourront constituer, d'un commun accord, dans chaque établissement ou entreprise, dans chaque profession ou métiers similaires, des conseils permanents en vue de prévenir ou régler tout différend d'ordre collectif portant sur les conditions du travail qui pourraient s'élever entre les parties ;

« 2° Les syndicats professionnels de patrons, d'ouvriers, d'employés, régulièrement constitués d'après la loi du 28 mars 1884, pourront également constituer des conseils permanents de même nature ;

« 3° Les membres des conseils permanents pourront, s'il y a lieu, être choisis en dehors des patrons par les patrons, et en dehors du personnel ouvrier par les ouvriers, parmi les personnes ayant exercé la profession ;

« 4° Les conseils permanents jouiront des avantages

accordés par la loi du 27 décembre 1892 du comité accidentel de conciliation et d'arbitrage. » (1)

Ce vœu fut adopté par le Conseil supérieur du travail à l'unanimité.

Malgré que l'adoption de ce vœu ne constitue pas une œuvre législative, il prend néanmoins une grande importance par le principe qu'il consacre.

M. Dépassé l'avait déjà indiqué : « Vous n'aurez pas, sans doute, élaboré tout un plan d'organisation nouvelle, mais vous aurez l'honneur d'avoir défini des principes qui pourront exercer la plus grande influence sur le développement de la paix et de l'énergie productive dans le domaine du travail national. »

Si le Conseil supérieur du travail avait adopté les quatre titres du projet qui lui fut présenté par sa commission permanente, il aurait fait une œuvre beaucoup plus importante et d'une utilité plus réelle. Il s'est trop laissé influencer par les craintes exagérées exprimées par quelques-uns de ses membres : c'est ce qui l'a réduit à se contenter d'un simple vœu. Néanmoins, l'adoption de ce vœu à l'unanimité prouve péremptoirement que le conseil en son entier est favorable à l'institution des conseils permanents. Dans sa rédaction, la commission s'est inspirée des critiques qui furent formulées au cours du débat instauré autour de son projet, telle l'amoidrissement de la puissance

1. Conseil sup. du travail. V^e session. 1895.

syndicale par les missions qu'on voulait accorder aux Chambres du travail. Il est remédié à cette critique par le deuxième vœu, lequel autorise les syndicats professionnels à constituer des conseils permanents.

Les débats que nous venons d'analyser, ainsi que le vœu qui en fut la conclusion, eurent en dehors de leur utilité immédiate et pratique, une grande répercussion sur presque toute l'œuvre législative qui a suivi, jusqu'au projet Béranger. Les principes indiqués dans chacun des vœux ont trouvé leur place dans des textes législatifs : c'est la conséquence qu'il nous plaît de constater en raison même de l'étendue qu'elle a donnée à ce problème de grand intérêt économique et social.

III

PROPOSITIONS DE LOIS

DEPUIS

1895 AUX DÉCRETS MILLERAND

Depuis l'époque où le Conseil supérieur du travail émit son vœu, jusqu'au premier décret Millerand en date du 10 septembre 1900, une série de projets de lois concernant cette matière virent le jour. Avec de légères différences, leur portée restait la même. Cependant, aucun de ces projets n'aboutit, et c'est à ce fait qu'il faut attribuer en partie la décision du ministre du Commerce

et de l'Industrie d'établir, par décret, l'institution que le Parlement se montrait impuissant à réaliser.

Presque immédiatement après le vœu du Conseil supérieur, M. Lebon, alors ministre du Commerce et de l'Industrie, déposa au nom du gouvernement, sur le bureau de la Chambre, un projet de loi sur les conseils permanents de conciliation inspiré en grande partie du vœu et caractérisé par ces dispositions purement facultatives. Dans ces grandes lignes, il vise le rapprochement des patrons et ouvriers, le solutionnement des conflits nés, et particulièrement le devoir de prévenir les conflits qui pourraient éclater. Le caractère facultatif du projet est dû à la méfiance du ministre pour le système obligatoire :

« L'institution ne peut donner des résultats que si elle est fondée avec le concours spontané des patrons et des ouvriers. On n'oblige pas des parties à transiger ; on les prépare, on les y exhorte ; mais l'accord ne peut se faire qu'avec leur consentement et s'ils y apportent leur bonne volonté (1). »

Dans son exposé des motifs, le ministre raisonne les objections soulevées au cours du débat qui eut lieu au Conseil supérieur du travail. Dans ces objections, il discute la valeur ou consacre l'opportunité, selon ses vues. Il réfute M. Jules Roche en rappelant que s'il juge qu'une loi ne peut être facultative parce que son carac-

1. Doc. parlem. Chambre, p. 855, n° 1466, 1895.

tère essentiel est de « ordonner ou de défendre », il n'est pas moins vrai qu'en tant que ministre, M. Roche a fait voter la loi sur l'arbitrage accidentel, loi purement facultative et qui a donné des résultats appréciables. L'argument que les droits accordés aux Chambres du travail sont déjà conférés aux patrons et ouvriers par la loi de 1884, ne lui paraît pas contestable. Il estime seulement que les syndicats ont des attributions autres que celles de former des conseils de conciliation ; à multiplier ces attributions, il résulterait parmi les intéressés un sentiment de méfiance à l'égard des syndicats. Les patrons et les ouvriers craindront d'être entraînés trop loin et trop vite par les syndicats mixtes.

Mais le ministre tient compte dans son projet d'une objection qu'il n'a pas jugée sans valeur. On avait dit : « Si on fait intervenir les délégués ouvriers dans toutes les questions concernant le travail, on élargit le champ d'investigation et l'on force ainsi le patron de donner certains renseignements d'ordre intime, ce qui peut être nuisible à son industrie. L'article 7 du projet ministériel remédie à cet inconvénient. Les chefs d'industries sont garantis contre toute indiscretion de la part des délégués ouvriers par l'application de l'article 373 du Code pénal relatif au secret professionnel. Le projet dispose encore que les patrons, les ouvriers ou les employés pourront s'associer, sans l'autorisation du gouvernement, dans chaque profession ou métiers similaires, dans chaque établissement ou entreprise, afin de former des

conseils permanents de conciliation ayant pour but de prévenir ou de régler les différends d'ordre collectif qui se pourraient produire.

La règle générale est que les membres de ces conseils doivent être élus parmi les personnes exerçant la profession ; toutefois, les statuts pourront permettre qu'ils soient pris parmi les personnes ayant exercé la profession.

Les statuts préciseront les dispositions relatives : à la durée des fonctions ; au mode de convocation du conseil en séance périodique ; à la publicité des accords intervenus ; à l'audition des témoins, etc.

Ces conseils, quand ils seront constitués pour assurer une représentation égale de patrons et d'ouvriers, jouiront de prérogatives spéciales ; pouvoir d'interprétation des règlements d'ateliers ; droit de comparition des témoins : pouvoir de remplacer par leur bureau le juge de paix, dans les fonctions qui lui sont accordées par la loi de 1892 sur la conciliation et l'arbitrage ; enfin pour le règlement des litiges individuels entre parties adhérentes aux conseils, — à moins de convention contraire, — les termes d'un accord fixant les conditions du travail feront foi en justice.

Quoique exprimant en grande partie les vœux émis par le Conseil supérieur du travail, ce projet n'eut d'autre sort que celui d'augmenter le nombre de propositions de lois qui n'ont pas abouti.

Le 7 novembre 1895 un nouveau projet portant créa-

tion des Chambres du travail fut déposé par M. Michelin (1). Ce projet, dans ses grandes lignes est une réédition du projet qui fut présenté par M. Mesureur en 1894. Son sort ne fut point meilleur.

Dix-huit jours plus tard, M. de Mun revint à la charge avec un projet sur la même matière. Il dit dans son exposé des motifs :

« Il y a quelque chose de bien plus efficace que la solution pacifique d'une grève, de bien plus important que d'apaiser les conflits : c'est de les prévenir, de les empêcher de naître. Quand le capital et le travail sont aux prises dans un de ces désaccords violents, comme ils le deviennent tous presque immédiatement, eh bien il est déjà bien tard pour prêcher la conciliation. On se heurte alors à l'intransigeance des uns et des autres, à des questions d'amour-propre inévitables où personne ne veut céder ni faire un pas en avant ou en arrière, de peur de paraître subir une menace ou une pression. E alors les difficultés se multiplient, les arbitres sont suspectés d'avance, leur sentence est frappée de discrédit avant d'être rendue. La conciliation, si elle se fait, ne se fait que dans la forme.

« Quand un conflit vient à naître et qu'un arbitrage est proposé, les délégués des parties intéressées s'abordent comme des ennemis. Voilà le vice radical qui entrave si souvent les tentatives d'arbitrage. On ne le

1. *Doc. parlam. Chambre*, p. 1951, n° 1592.

fera peu à peu disparaître qu'en mettant en présence des uns des autres, et longtemps à l'avance, dans la vie de chaque jour, les représentants des intérêts opposés. C'est par ces rapports constants, par l'habitude qu'ils prendront alors de se rencontrer, d'échanger leurs idées, de discuter leurs intérêts, de débattre dans leurs détails toutes les causes du conflit, qu'ils finiront par établir entre eux l'harmonie préexistante, la concorde préalable, la bonne volonté réciproque qui sont les conditions indispensables de la solution durable des conflits (1). »

Tous ces projets furent l'objet d'un rapport de M. Charles Ferry, au nom de la commission du travail de la Chambre.

Le rapporteur croit que l'échec de la loi de 1892 est dû, d'une part à l'absence de permanence des commissions instituées, d'autre part, au caractère facultatif de cette loi. Pour cette dernière raison, il se propose de rendre obligatoire la tentative de conciliation. Les différends devront être soumis à un comité de conciliation et, à défaut d'entente, les parties peuvent recourir à un conseil d'arbitrage. Les convocations seront faites par le juge de paix. Le refus de recourir à la tentative de conciliation ou le défaut de comparution au comité de conciliation est puni d'une amende de 1 à 15 francs, appliquée, en dernier ressort, par le juge de paix. Cette

1. *Doc. parlem. Chambre*, p. 137, no 1862, 1896.

peine vise le sanctionnement du caractère obligatoire de la loi.

Ce projet ne vint jamais en discussion publique et fut repris le 22 novembre 1898 par MM. Bovier-Lapierre, Charles Ferry et Dutreix, députés. Le rapport de M. Charles Ferry que nous venons d'analyser servit d'exposé de motifs à ce projet qui n'eut pas un meilleur sort que les projets précédents.

Il est curieux de constater que des institutions rencontrant dans les milieux législatifs une approbation aussi générale — malgré les divergences de détails — ne furent jamais constituées. Aucun auteur de projet, aucun orateur ayant pris part à un des combats analysés par nous, n'a manqué de constater l'utilité des institutions qu'ils appellent Chambres du travail, conseils du travail ou commissions permanentes de conciliation. Le Conseil supérieur du travail vota même à l'unanimité des vœux pour la création de ces institutions.

Mais il faut croire que le rouage législatif est beaucoup trop lent à mettre en marche, ou bien, il est à supposer, que malgré les affirmations de principe, les législateurs n'attachent point à ces questions d'ordre industriel et économique toute l'importance qu'elles méritent.

Ce furent sans doute les réflexions du ministre du Commerce et de l'Industrie de 1900, lequel, ne se contentant pas de croire à l'utilité d'une institution, entendait la créer. Il chercha les moyens et agit. Ce fut l'origine des deux décrets, dits décrets Millerand.

CHAPITRE II

SECTION I

Le décret du 17 septembre 1900

M. Millerand, ministre du Commerce et de l'Industrie, s'est rendu compte que toute tentative en vue de créer par voie législative les conseils du travail resterait infructueuse et qu'il adviendrait de ce projet ce qu'il advint de tant d'autres présentés en ces derniers temps. Mais, comme il estime que cette institution est appelée à rendre de très grands services à l'industrie, il choisit une voie plus rapide et plus sûre préconisée par M. Cheysson au Conseil supérieur du travail lors du débat sur le projet des Chambres du travail.

Au lieu de soumettre au Parlement un projet de loi, il institue les conseils du travail par le décret du 17 septembre 1900.

Dans le rapport qui accompagne le décret, M. Millerand explique l'importance et la nécessité de ces conseils et la mission qu'il leur accorde.

Rapport au président de la République (1)

Monsieur le Président,

Les conseils du travail, qu'institue et organise le décret que j'ai l'honneur de présenter à votre signature, sont des corps composés pour moitié de représentants élus des patrons, pour moitié de représentants élus des ouvriers. Leur mission principale doit être d'éclairer le gouvernement, et aussi les intéressés, patrons ou ouvriers, sur les conditions réelles et sur les conditions nécessaires du travail, de faciliter par là même les accords syndicaux et les conventions générales entre ces intéressés, de fournir, en cas de conflit collectif, les médiateurs compétents qu'offrent, au point de vue judiciaire, les bureaux de conciliation prud'hommaux, de suivre enfin et de signaler aux pouvoirs publics les effets produits par la législation protectrice du travail.

De nombreux projets ont été élaborés au cours des dix dernières années en vue d'instituer des chambres ou conseils du travail. Tous se proposaient de mettre en relations régulières, en dehors des conditions hiérarchiques imposées par la discipline des établissements industriels, les patrons et les ouvriers des mêmes industries dans les mêmes régions, de leur faciliter la libre discussion de leurs intérêts généraux respectifs et de leurs intérêts communs.

1. *Journal officiel*, 18 sept. 1900.

C'est une constatation souvent faite, et devenue banale, que, dans la grande industrie moderne, le patron et l'ouvrier ne concluent pas le contrat de travail sur un pied d'égalité, si l'ouvrier reste isolé, sans entente avec ses camarades. La situation des deux contractants est en effet bien différente. Le départ d'un ouvrier entre quelques cents est presque toujours sans importance pour le patron ; l'ouvrier est facilement remplacé ; la production n'en est point atteinte. Son renvoi comporte au contraire un grave dommage pour l'ouvrier qui n'a pour tout capital que sa force-travail. Congédié, il chôme quelques jours, quelques semaines. Parfois même s'il quitte, par exemple, un grand établissement placé en dehors des grandes villes industrielles, il en est réduit à changer de domicile, de région.

Contre ces périls, les ouvriers n'ont d'autre garantie que leur union, leur groupement en syndicats pour l'étude et la défense de leurs intérêts professionnels. Encourager, par tous les moyens, la formation de ces associations corporatives, si utiles au progrès de la paix sociale, est une tâche que ne saurait négliger un gouvernement républicain.

Un des avantages essentiels de l'institution nouvelle sera précisément, en attribuant aux syndicats un rôle actif et prépondérant dans l'élection des conseils du travail, de fournir aux ouvriers et aux patrons une raison nouvelle d'utiliser la loi de 1884.

Il y a d'autre part un intérêt de premier ordre à instituer, entre les patrons et la collectivité des ouvriers, des relations suivies, indépendantes des intermédiaires hiérarchiques, qui

permettent d'échanger à temps les explications nécessaires et de régler certaines natures de difficultés.

Ces pratiques de libre discussion et de franché explication ne seront pas utiles seulement à la grande industrie. L'accroissement de rapidité et de bon marché des transports. les conditions de plus en plus rudes de la concurrence, solidarisent très fréquemment tous les patrons d'une même industrie dans la même région ; les ouvriers, de leur côté se concertent pour que leur salaire ne soit pas l'élément le plus compressible, l'élément sacrifié du prix de revient. Syndicats ouvriers et syndicats patronaux s'élèvent en face les uns des autres sous le coup d'inéluctables nécessités ; et, dans la petite comme dans la grande industrie, se fait sentir le besoin d'explications, de traités, de conventions de travail entre les deux forces égalisées.

En raison peut-être des traditions d'autorité absolue qui ont formé l'esprit patronal, en raison aussi des méfiances accumulées dans certains milieux ouvriers, les commissions mixtes formées des représentants des syndicats patronaux et des syndicats ouvriers sont en effet restées en France à l'état d'exception.

En dépit des progrès accomplis dans l'esprit public, depuis la promulgation de la loi de 1892, par les idées d'arbitrage et de conciliation, elles n'ont pas fait dans la pratique les progrès qu'on attendait. Il n'est dès lors pas indifférent d'habituer les patrons et les ouvriers à se rencontrer périodiquement, à discuter ensemble, avec courtoisie et en dehors de toute subordination hiérarchi-

que, dans des réunions où leurs intérêts personnels et immédiats ne se choquent pas directement. Il n'est pas inutile de former ainsi des conciliateurs et des arbitres désignés d'avance par le suffrage de leurs pairs et ayant déjà fait apprécier leur sang-froid et leur esprit d'équité. De telles pratiques ne peuvent qu'aider à acclimater les nouvelles mœurs que l'on voudrait en honneur. En les intronisant, le gouvernement de la République reste fidèle à son rôle de pacificateur et d'arbitre.

En dehors de ces considérations, le rôle consultatif et organisateur à attribuer aux conseils du travail me semble encore avoir la plus haute portée. Les conditions du travail deviennent, avec le développement du machinisme et des transports, de plus en plus complexes. Appelé quotidiennement à intervenir pour la protection légale des travailleurs, le gouvernement a besoin d'être informé par des corps importants, auxquels leur composition assure une compétence et une autorité spéciales, à qui il puisse confier certaines études, demander des avis avec de sérieuses garanties d'exactitude et d'impartialité. Ces avis sont le complément nécessaire des renseignements demandés aux syndicats.

Parmi les exemples que nous offre l'expérience des peuples voisins, j'invoquerai tout particulièrement celui de la Belgique.

La loi belge de 1887 a organisé des conseils de l'industrie et du travail dont les attributions sont de trois ordres : 1° délibérer sur les intérêts communs des pa-

trons et des ouvriers ; 2° prévenir et au besoin aplanir, mais sans l'emploi de mesures coercitives, les différends qui peuvent naître en eux ; 3° donner, sur la demande du gouvernement, leur avis sur des questions ou des projets d'intérêt général relatifs à l'industrie ou au travail. Nous avons mis à profit l'expérience de nos voisins. Nous avons renforcé les attributions normales des conseils du travail, leur action régulière en dehors de tout conflit déclaré ou imminent ; nous leur avons confié diverses missions pratiques et permanentes de nature à intéresser fortement leurs membres à l'œuvre commune.

Nous n'avons pas négligé non plus les lumières qui nous venaient des études poursuivies en 1895 par notre Conseil supérieur du travail. Pour la V^e session de ce conseil, qui eut lieu en mars 1895, la commission, présidée par M. Léon Say, avait à l'unanimité moins une voix, présenté un projet relatif aux Chambres conseils du travail. Le projet comprenait quatre titres.

Titre I. — Des Chambres du travail (ce sont nos conseils du travail).

Titre II. — De la procédure de conciliation et d'arbitrage.

Titre III. — Dispositions diverses.

Titre IV. — Des conseils (libres) du travail.

Les Chambres du travail devaient avoir les attributions des conseils belges de l'industrie et du travail et le même

mode de recrutement. Si nous avons, comme je l'avais indiqué, précisé les attributions et modifié le recrutement des conseils du travail, néanmoins les idées directrices des deux projets restent sensiblement les mêmes.

Nous n'avons pas repris les titres II, III et IV du projet de la commission permanente du Conseil supérieur du travail, parce que les articles qui en forment la partie essentielle contiennent des dispositions d'ordre législatif ; c'est également dans un projet de loi que nous insérerons les mesures à prendre pour faciliter l'arbitrage et assurer aux décisions des arbitres les sanctions compatibles avec notre régime économique.

Le principe des Chambres de travail fut repoussé en 1895 par le Conseil supérieur du travail à la majorité de 25 voix contre 22. Trois arguments principaux parurent entraîner le vote du conseil. Le premier était que le projet restreignait l'indépendance dont a besoin le patron pour assurer la prospérité de son industrie ; le second, qu'un décret suffisait pour mettre en expérience la plupart des pratiques préconisées par le projet ; le troisième, développé par les membres ouvriers, que le mode d'élection et de composition des Chambres du travail pouvait nuire à l'influence et empêcher le développement des syndicats professionnels.

Il ne semble pas que les appréhensions qui se firent jour au sujet de l'indépendance du patron fussent suffisamment motivées par le texte de la commission permanente : la composition même de cette commission, comme aussi l'expé-

rience de nos voisins belges, sont là pour rassurer les plus timorés, J'ajoute que, *a fortiori*, procédant par voie de décret et ayant dû élaguer certaines sanctions prévues par les titres II et III du projet soumis au Conseil supérieur du travail, notre texte ne saurait inspirer aucune crainte sérieuse.

La création par décret, la méthode expérimentale que nous suivons, donnent satisfaction à la seconde objection formulée par certains membres du Conseil supérieur du travail. « Je comprends, disait l'un d'eux, un ministre hardi, novateur, qui, par voie de décrets, d'arrêtés, crée des Chambres du travail et définit leurs attributions.

Et un autre :

« Pourquoi ne pas se borner plus modestement à un simple décret ? Cette idée a déjà été émise et je la reprends pour mon compte. Un décret est un procédé beaucoup plus élastique, qui permet de s'arrêter à mi-chemin ou d'interrompre une expérimentation locale si les résultats en sont défavorables. Dans tous les cas, s'il y a échec, on s'en aperçoit à temps et le mal n'est pas grand ; tandis qu'avec le régime de la loi, les inconvénients sont plus graves, plus généraux et plus difficiles à réparer. »

Quant aux justes objections formulées par les membres ouvriers du Conseil supérieur du travail, je leur ai donné satisfaction en faisant des syndicats mêmes — ouvriers et patronaux — les électeurs du Conseil supérieur du travail.

Le conseil du travail, dans ses sections professionnelles, aura véritablement le caractère d'une commission mixte formée entre syndicats patronaux et syndicats ouvriers de la même profession. L'adjonction facultative d'une minorité

de prud'hommes prévue par l'article 8 n'altérera pas ce caractère ; elle permettra provisoirement le fonctionnement des sections dans les régions et pour les professions où l'organisation syndicale est à l'état embryonnaire.

Les conseils du travail, monsieur le Président, ne seraient pas créés demain sur toute l'étendue du territoire. L'article 1 du décret laisse à des arrêtés ministériels le soin de les établir dans les régions industrielles où le besoin en sera constaté. Ainsi l'expérience des premiers conseils pourra être suivie de très près et permettra la mise au point de ceux qui seront créés ensuite.

L'article 2 énumère les attributions des conseils. Aux attributions générales inscrites dans de précédents projets, on a ajouté des missions précises et importantes : telle la constatation des salaires normaux et courants, des durées normales et courantes de la journée de travail qui est nécessaire à l'application des décrets du 10 août. Les droits reconnus par l'article 2 de ces décrets aux administrations de l'Etat, aux préfets, aux départements et aux communes ne sont d'ailleurs atteints en rien par cette organisation de commissions mixtes permanentes.

La division du conseil en sections professionnelles, composées en nombre égal de patrons et d'ouvriers de la même profession ou de professions similaires, est indispensable pour assurer la compétence et l'impartialité de l'institution nouvelle ; il y est pourvu par les articles 3, 4 et 11.

Les articles 5, 6 et 7 règlent les droits électoraux et les formalités électorales. Les syndicats patronaux et les syndicats ouvriers ayant leur siège dans la circonscription du conseil interviennent seuls comme électeurs. Il a paru néces-

saire cependant, pour les syndicats ayant leur siège en dehors de la circonscription, de reconnaître le droit de vote aux sections locales qu'ils auraient formées. Il n'est en effet ni équitable ni opportun d'exclure du conseil les syndicats ayant des adhérents dans la circonscription sans y avoir leur siège.

En rappelant enfin que les sections et le conseil nomment leurs bureaux et que le conseil ou la section qui sort de ses attributions peuvent être dissous par arrêté du ministre du Commerce et de l'Industrie, j'aurai esquissé les traits principaux des conseils du travail institués par le décret.

Il est à présumer que l'expérience conduira à donner d'autres attributions à nos conseils ; il en est que le législateur voudra, je l'espère, leur confier dès aujourd'hui, en matière par exemple d'arbitrage ou de règlement d'atelier. Tels qu'ils peuvent être constitués par décret, j'ai confiance que les conseils du travail contribueront à hâter une organisation rationnelle du travail en dehors de laquelle il n'existe qu'incertitude et hasard pour les patrons comme pour les ouvriers,

Veillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon respectueux dévouement.

*Le ministre du Commerce, de l'Industrie,
des Postes et des Télégraphes*

A. MILLERAND

SECTION II

*Commentaire des décrets des 17 septembre 1900
et 2 janvier 1901*

INSTITUTION ET DISSOLUTION

Article premier. — Il est institué des conseils du travail par arrêté du ministre du Commerce et de l'Industrie dans toute région industrielle où l'utilité en est constatée.

Art. 14. — Le conseil du travail ou la section qui sort de ses attributions peut être dissous par arrêté du ministre du Commerce et de l'Industrie.

Comme nous voyons, pour la création de ces conseils, il faut que leur utilité soit constatée et c'est au préfet que le ministre s'adresse pour « lui signaler les régions où le décret peut recevoir immédiatement son application » (1) après avoir pris des renseignements sur les dispositions des intéressés et après avoir eu les vœux des Chambres de commerce, conseils de prud'hommes et bourses de travail.

« Lorsque votre enquête vous aura autorisé à penser qu'un conseil du travail peut être utilement créé, vous en déterminerez la circonscription, qui peut

1. Circulaire du ministre du Commerce et de l'Industrie adressée aux préfets pour l'application des décrets de 1900-1901, 25 février 1901. — *Journal officiel* du 6 mars 1901.

comprendre tout ou une partie du département que vous administrez.

« Vous m'indiquerez aussi avec le plus grand soin les professions qui doivent dépendre de ce conseil. »

Les conseils municipaux, les conseils généraux, les conseils d'arrondissement peuvent, d'après M. Guimard, émettre des vœux pour la création d'un conseil du travail. Le raisonnement de M. Guimard est d'ailleurs juste et nous le partageons. Dans la circulaire adressée au préfet, le ministre fait remarquer qu'aucun crédit n'est prévu au budget pour faire face aux dépenses nécessaires au fonctionnement des conseils. C'est donc aux conseils municipaux et aux conseils généraux qu'il faudra réclamer les fonds nécessaires : « Si donc, dit M. Guimard, l'on doit réclamer le concours financier des assemblées locales qui ont la disposition d'une partie des deniers publics, il est juste qu'on tienne compte des vœux de ces assemblées (1). »

On pourrait aussi admettre la création de ces conseils par voie de pétition.

Le décret consacre le mot *région*. Cette appellation a soulevé bien de critiques ; on lui a opposé « la *commune* ou le *département* » ; mais on a fini par reconnaître que l'expression *région* présentait des avantages qu'aucune autre ne pouvait présenter. Il peut y avoir en effet un

1. Guimard, *Les conseils ou Chambres du travail en Belgique, Hollande et France*, 1905.

établissement industriel sur le territoire de plusieurs communes ou de deux départements et dans ce cas il y aurait conflit de compétence. La *région* a l'avantage de pouvoir être déterminée par le préfet selon les nécessités ; il peut donc y avoir plusieurs villes ou départements dans une *région*, ou bien plusieurs conseils dans la même ville.

Les attributions

Art. 2. — Les conseils du travail ont pour mission (1) :

1° De donner leur avis, soit à la demande des intéressés, soit à la demande du gouvernement, sur toutes les questions du travail ;

2° De collaborer aux enquêtes réclamées par le Conseil supérieur du travail et ordonnées par le ministre du Commerce et de l'Industrie ;

3° D'établir dans chaque région, pour les professions représentées dans le conseil, et autant que possible en provoquant des accords entre syndicats patronaux et ouvriers, un tableau constatant le taux normal et courant des salaires et la durée normale et courante de la journée de travail ; ce tableau, établi dans les formes prévues sous les numéros 1 et 2 de l'article 3 des décrets du 10 août 1899, tiendra lieu, le cas échéant, aux administrations intéressées, des constatations prescrites sous lesdits numéros (2) ;

1. Décret portant création et organisation des conseils du travail, *Journal officiel* du 18 sept. 1900.

2. Les décrets du 10 août 1899 sont au nombre de trois.

4° De rechercher et de signaler aux pouvoirs publics les mesures de nature à remédier, le cas échéant, au chômage des ouvriers de la région ;

5° De présenter aux administrations compétentes des rap-

Le premier s'occupe des conditions du travail dans les marchés passés au nom de l'Etat ; le second des conditions du travail dans les marchés passés au nom des départements et le troisième des conditions du travail dans les marchés passés au nom des communes et des établissements publics de bienfaisance.

Art. 3. — La constatation ou la vérification du taux normal et courant du salaire et de la durée normale et courante de la journée de travail sera faite sur le contrôle du préfet par l'administration intéressée qui devra :

1° Se référer autant que possible aux accords existant entre les syndicats patronaux et ouvriers de la localité ou de la région.

2° A défaut de cette entente, provoquer l'avis de la commission mixte composée en nombre égal de patrons et d'ouvriers et en outre se munir de tous renseignements utiles auprès des syndicats professionnels, conseils de prud'hommes, ingénieurs, architectes départementaux et communaux et autres personnes compétentes.

Les bordereaux résultants de cette constatation doivent être joints à chaque cahier de charges stipulant les clauses 3 et 4 de l'article 1 du présent décret.

Payer au moins un salaire normal égal au taux courant appliqué dans la ville ou région.

Limiter la durée du travail journalier de la durée normale et courante en usage dans la ville ou région.

Ils seront affichés dans les chantiers ou ateliers où les travaux sont exécutés. Ils pourront être révisés sur la demande des patrons ou des ouvriers, lorsque les variations dans le taux des salaires et la durée du travail journalier auront reçu une application générale dans l'industrie en cause.

Cette revision sera faite dans les conditions indiquées sous les numéros 1 et 2 du présent article. Une revision correspondante du prix du marché pourra être réclamée par l'entrepreneur ou effectuée d'office par l'administration quand les variations ainsi constatées dans les taux des salaires ou la durée du travail journalier dépasseront les limites déterminées par le cahier de charges.

Lorsque l'entrepreneur aura à employer des ouvriers que leurs apti-

ports sur la répartition et l'emploi des subventions accordées aux institutions patronales et ouvrières de la circonscription ;

6° De présenter sur l'exécution des lois, décrets et arrêtés réglementant le travail, et sur les améliorations dont ils seraient susceptibles, un rapport annuel qui sera transmis au ministre du Commerce et de l'Industrie.

Les rapports, avis, comptes rendus d'enquête, bordereaux établis par les conseils du travail sont transmis aux administrations intéressées par les soins des préfets.

Les attributions que cet article accorde aux conseils de travail sont consultatives, délibératives et conciliatrices. Le décret est, en grande partie, inspiré de la loi belge et, quoiqu'il ne le dit pas expressément, la conciliation et l'arbitrage sont un de ses points principaux.

L'auteur du décret n'a pas cru nécessaire de préciser, d'une façon plus claire, la conciliation et l'arbitrage, lorsqu'il fit l'énumération des missions qu'il accordait aux conseils. Le sens de cette mission est contenu dans le premier paragraphe de l'article 2 : « de donner leur avis soit à la demande des intéressés, soit à la demande du gouvernement, sur toutes les questions de travail ».

tudes physiques mettent dans des conditions d'infériorité notoire sur les ouvriers de la même catégorie, il pourra leur appliquer, exceptionnellement, un salaire inférieur au salaire normal. La proportion maxima de ces ouvriers par rapport au total des ouvriers de la catégorie et le maximum de la réduction possible de leur salaire seront fixés par le cahier de charges.

(*Journal officiel*, 10 août 1899, p. 5397 et suivantes.)

Nous en trouvons la preuve dans le texte clair de l'article 11 : « En vertu des dispositions de l'article 2 § 1, ils sont appelés à intervenir comme conciliateurs et comme arbitres dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers ». Donc, les parties intéressées pourront s'adresser à eux pour leur demander de solutionner le conflit qui les sépare; il n'y a rien d'incompatible dans cette disposition avec la loi du 22 décembre 1892, sur la conciliation et l'arbitrage accidentel. D'ailleurs, les parties qui font appel aux conseils de travail ne renoncent pas au bénéfice de cette loi. Il est tout naturel de laisser aux parties pleine liberté de choisir leurs arbitres, autrement, ce serait limiter les droits des citoyens.

Cette disposition a un caractère purement facultatif pour les parties. Il appartenait donc aux conseils d'inspirer confiance par la sauvegarde de leur indépendance, afin que les parties puissent recourir à eux en toute sécurité.

Le ministre, auteur des décrets, s'est rendu compte de la valeur de cette attribution; aussi, à juste titre, a-t-il cru devoir la compléter par la circulaire qu'il adressa aux préfets le 25 février 1901. Elle autorise les conseils à offrir leurs bons offices et à aider à la solution des conflits.

« Les conseils du travail pourront, dès maintenant, faire fonction d'arbitres pour l'application de la loi sur l'arbitrage, et, en cas d'échec des comités constitués

par cette loi, ils auront l'autorité nécessaire pour offrir leurs bons offices pour aider à la solution des conflits. » (1)

La disposition ainsi complétée par la circulaire nous apparaît comme une innovation heureuse. Dans les conflits, souvent provoqués par de graves intérêts lésés, l'amour-propre, l'orgueil et l'idée que l'on se fait, à tort ou à raison, de la justice de sa cause, peuvent empêcher l'une ou l'autre des parties à faire appel à des conciliateurs. L'idée de l'arbitrage n'est pas suffisamment entrée dans les mœurs, pour qu'on ne considère pas l'appel aux arbitres comme une déchéance dont se ressent la collectivité tout entière dont les intérêts sont en jeu. En disposant que les conseils pourront offrir leurs bons offices, le ministre a enlevé du chemin un obstacle d'une très grosse conséquence. Les parties en conflit pourront parfaitement accepter l'offre qui leur sera faite sans avoir l'impression de se diminuer et sans qu'elles aient été — l'une ou l'autre — dans l'obligation de faire le premier pas. C'est un point important acquis pour la valeur pratique de l'institution des conseils de travail.

La mission de conciliateurs et d'arbitres prend un caractère obligatoire dans le projet Waldeck-Rousseau-Millerand du 15 novembre 1900 sur le règlement

1. *J. off.*, du 6 mars 1901.

amiable des différends relatifs aux conditions du travail.

« Nous n'avons pas cru cependant dépasser la mesure de ce qui est immédiatement réalisable en organisant pour les établissements le bénéfice de la présente loi. Le recours est obligatoire à l'arbitrage, une fois la grève déclarée, et en chargeant d'arbitrer le différend la section du conseil du travail à laquelle se rattache, avec les professions similaires, la profession en cause. C'est là un arbitre technique, compétent, impartial par sa composition, qui comprend même nombre de patrons et d'ouvriers, arbitres prévus d'abord et acceptés par la convention d'arbitrage conclue lors de l'embauchage ; et ils n'interviennent qu'après que les parties, ayant fait cette convention, se sont trouvées dans l'impossibilité de régler leur différend au moyen des arbitres désignés par elles. »

Art. 21. — En cas de grève déclarée, les sections compétentes du conseil du travail sont, d'office, appelées à trancher le différend (1).

La législature avait pris fin avant que le projet ne vienne en discussion et M. Millerand, ayant quitté le pouvoir, le reprit comme député et le présenta à la Chambre le 14 octobre 1902 (2). Le projet fut l'objet

1. *Journal officiel*, Doc. parl., p. 75, n° 323, octobre 1902.

2. *J. off.*, doc. parlem., p. 58, n° 19.365, nov. 1900.

d'un rapport de M. Colliard en date du 27 décembre 1907, mais ne vint jamais en discussion.

Nous avons vu que les attributions accordées aux conseils du travail étaient nombreuses et la tâche qu'ils avaient à remplir n'était pas des plus faciles. M. Mille-
rand s'est efforcé à faire de ces conseils des institutions d'une très grande utilité. De cette manière, le gouvernement pourra obtenir toutes les lumières qui lui seront nécessaires de la part des intéressés eux-mêmes, les plus qualifiés ; sur les modifications à introduire dans les lois existantes, afin qu'elles soient d'une utilité réelle ; sur les lois à venir dont l'absence se fait sentir dans le monde du travail ; sur la manière, parfois défectueuse, dont elles sont appliquées. Si les conseils du travail jouissent d'un prestige et d'une autorité morale bien établis, le législateur ne pourra passer outre à leur avis.

Mais c'est dans le monde du travail qu'ils auront à accomplir leur plus grande mission ; le rapprochement des deux classes — patrons et ouvriers — qui sont facteurs de la production, tout aussi utiles l'une que l'autre et qui existent l'une par l'autre. Ils auront à dissiper l'inimitié existante qui les divise en deux camps sans cesse aux prises ; peut-être arriveront-ils à les persuader de l'intérêt qu'ils auraient à marcher plus unis en raison de leur activité indivisible. On peut leur demander cela, sans exagération aucune. Car aussi longtemps qu'il existera des employeurs et des employés, — aux-

quels il convient d'ajouter le fonds instinctivement mauvais de la nature humaine, — on ne peut garder l'espérance d'une entente complète.

Formation des Conseils

Art. 3. — Les conseils du travail sont divisés en sections.

Les sections sont composées de représentants de la même profession ou de professions similaires.

La compétence territoriale et professionnelle des conseils du travail, leurs sièges, le nombre et la composition de leurs sections sont déterminés par l'arrêté d'institution.

Art. 4. — Chaque section est composée en nombre égal de patrons et d'ouvriers ou employés. Le nombre total des membres de la section ne peut être inférieur à six ni supérieur à douze.

Il y a par conséquent dans chaque conseil autant de sections que de professions représentées. Les sections sont indépendantes les unes des autres. La division en section a donné au conseil une grande compétence professionnelle et aux avis de ces sections plus d'autorité. « Pour que les conseils du travail comprennent des membres capables de résoudre les difficultés techniques dont ils peuvent être saisis et de parler avec plus d'autorité au nom des corporations intéressées, il y a lieu d'en multiplier les sections ».

Chaque section est composée d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers ; le nombre total des membres est limité au minimum de six et au maximum de douze.

Nous estimons que la division des conseils en sections professionnelles est la formule la plus pratique à la fois et la plus utilitaire au point de vue des résultats à en attendre.

Electorat et éligibilité

L'électorat et l'éligibilité ont d'abord été fixés par l'article 5, lequel fut modifié par le décret du 2 janvier 1901 (1).

Art. 5. — Dans chaque section sont éligibles les Français de l'un ou de l'autre sexe, âgés de vingt-cinq ans au moins, résidant dans la circonscription de la chambre, non déchus de leurs droits civils et civiques, appartenant comme patrons, employés ou ouvriers, à l'une des professions inscrites dans la section.

Dans chaque section sont électeurs patrons les syndicats professionnels légalement constitués, ou à leur défaut leur section syndicale, ayant leur siège dans la circonscription, comprenant au moins dix patrons ou assimilés établis dans cette circonscription et exerçant une profession inscrite à ladite section du conseil.

Dans chaque section sont électeurs ouvriers les syndicats professionnels légalement constitués, ou à leur défaut leurs sections syndicales, ayant leur siège dans la circonscription, comprenant au moins vingt-cinq ouvriers ou employés exer-

1. *Journal officiel*, 5 janvier 1901, p. 74.

çant dans cette circonscription une profession inscrite à ladite section du conseil.

Les électeurs patrons et les électeurs ouvriers forment deux collèges distincts élisant séparément leurs représentants.

Chaque syndicat ou section syndicale ayant droit au vote ne dispose que d'une voix.

Il a été modifié dans le sens suivant :

Art. 5. — Dans chaque section sont éligibles les Français de l'un ou l'autre sexe, âgés de vingt-cinq ans au moins, domiciliés ou résidant dans la circonscription de cette section, non déchus de leurs droits civils ou civiques, appartenant ou ayant appartenu pendant dix années comme patron, ouvrier ou employé à l'une des professions inscrites dans la section.

« Les électeurs-patrons et les électeurs-ouvriers forment deux collèges distincts, élisant séparément leurs représentants.

« Dans chaque section sont électeurs-patrons : les associations professionnelles constituées en conformité de la loi du 21 mars 1884 (1), ayant effectué des dépôts

1. Les fondateurs de tout syndicat professionnel devront déposer les statuts et les noms de ceux qui, à un titre quelconque, seront chargés de l'administration ou de la direction ; ce dépôt aura lieu à la mairie de la localité où le syndicat est établi et, à Paris, à la Préfecture de la Seine. Ce dépôt sera renouvelé à chaque changement du statut ou de la direction. Communication des statuts devra être donnée par le maire ou par le préfet de la Seine au procureur de la République. Les membres de tout syndicat professionnel chargés de l'administration ou de la direction de ce syndicat devront être Français et jouir de leurs droits civils.

prescrits par l'article 4 de cette loi, douze semaines au moins avant l'affichage prévu par l'article 6 au présent décret et comprenant des patrons, directeurs ou chefs d'établissement exerçant dans la circonscription une profession inscrite à ladite section du conseil.

« Dans chaque section sont électeurs-ouvriers : les associations professionnelles constituées en conformité de la loi du 21 mars 1884, ayant effectué des dépôts prescrits par l'article 4 de cette loi, douze semaines au moins avant l'affichage prévu par l'article 6 du présent décret et comprenant des ouvriers ou employés exerçant dans la circonscription une profession inscrite à ladite section du conseil.

« Une même association peut être électeur dans plusieurs sections, soit du même conseil, soit de conseils différents.

« Chaque association dispose dans toute section où elle est électeur-patron d'une voix par dix membres ou fractions de dix membres patrons ou assimilés, exerçant dans la circonscription une profession inscrite à ladite section du conseil ;

« Chaque association dispose dans toute section où elle est électeur-ouvrier, d'une voix par vingt-cinq membres ou fraction de vingt-cinq membres ouvriers ou employés exerçant dans la circonscription une profession inscrite à ladite section du conseil. »

Le premier décret ne s'occupe que de la résidence ;

le second accorde l'éligibilité aux domiciliés aussi. Il existe, au point de vue juridique, une différence marquée entre la résidence et le domicile ; en la supprimant, au point de vue qui nous intéresse, le second décret comble une lacune. Les deux décrets accordent aux femmes, dans des conditions identiques d'âge, les mêmes qualités, ce qui est justice. L'ouvrière, tout comme l'ouvrier, a des intérêts professionnels qui ne le cèdent en rien à ceux de ses camarades mâles ; il aurait été d'une iniquité flagrante que de la mettre en condition manifeste d'infériorité dans la défense de ces intérêts.

Pour être éligible il n'est pas nécessaire, comme pour l'électorat, de faire partie d'une association professionnelle, patronale ou ouvrière ; il faut « appartenir », d'après l'ancien texte, ou « avoir appartenu pendant dix ans » d'après le nouveau, comme patron, ouvrier ou employé à une des professions inscrites dans la section. Ainsi, on donne droit aux anciens patrons et anciens ouvriers de rentrer dans les conseils ; ils y seront utiles par leur expérience et par la somme d'impartialité qu'ils représentent. Malheureusement, il est à craindre que cette disposition puisse être une cause de déviation en ce qui concerne le but purement professionnel des conseils ; les anciens ouvriers, ayant quitté l'usine pour la vie politique, pourraient s'y introduire afin d'attirer les conseils dans l'axe de leur activité. Les résultats pourraient être désastreux.

En ce qui concerne l'électorat, le second décret élargit un peu le champ de recrutement des électeurs, lequel reste cependant restreint.

D'après le premier décret, étaient électeurs aux conseils de travail : les syndicats professionnels patronaux et ouvriers ou leurs sections ; mais le nouveau décret accorde le droit à l'électorat aux associations professionnelles constituées en conformité de la loi du 21 mars 1884. La différence de sens contenu dans ces termes est par trop subtile ; au point de vue qui nous occupe, l'importance en est minime.

D'après le décret du 17 septembre 1900 il est exigé des syndicats ou de leurs sections d'avoir leurs sièges dans la circonscription. Au texte du 2 janvier 1901 il suffit que l'association professionnelle aie des membres qui exercent dans la circonscription une profession inscrite à la section du conseil. Ainsi, le collège électoral se trouve élargi par la suite de l'appoint important d'électeurs apporté par le second des décrets cités.

L'ancienne conception de l'article 5 a soulevé des critiques assez importantes qui eurent une heureuse répercussion sur les rédacteurs du nouveau texte.

Chaque syndicat ne possédant qu'une voix — des syndicats éphémères créés en vue des élections aux conseils — pourrait anihiler les efforts des syndicats plus représentatifs par l'importance du nombre des syndiqués et en faveur desquels les décrets ont été pris. Ainsi, un syndicat composé de 750 membres n'a qu'une voix, tout

comme les syndicats composés de 25 membres seulement ; l'inégalité qui en résulte en faveur des vagues petits syndicats, pourrait permettre à ceux-ci de tenir en échec par leur bulletin des organisations puissantes.

« Cette absurdité peut même être poussée plus loin. Si dans une corporation de 6.000 ouvriers, 1.400 sont groupés en trois syndicats, l'un, composé de 900 membres, les deux autres de 400 membres chacun, ces deux infimes syndicats auront, non seulement raison des gros syndicats mais encore de toute la corporation qui en compte 10.000 (1). »

L'argumentation de M. Mirman pèse d'un poids aussi lourd dans la discussion. Il estime que les patrons, ayant intérêt à acquérir le plus d'influence possible dans les conseils, essayeront de se rendre maîtres des élections syndicales. Pour les grands syndicats, la tâche ne sera point facile ; mais ils s'efforceront de créer un nombre de petits syndicats qui leur seront dévoués et qui, au point de vue électoral, auront la même importance que les grandes organisations.

Ces critiques ont porté leurs fruits. Le décret du 2 janvier 1901 modifie l'électorat en accordant aux associations professionnelles un nombre de voix proportionnel au nombre de leurs membres ; les associations patronales possèdent une voix par 10 membres ou frac-

1. *Revue politique et parlementaire*, t. XXVIII, 1900

tions de 10 membres patrons ; les associations ouvrière une voix par 25 membres ou fraction de 25 membres ouvriers.

A son tour, le nouveau texte subit l'assaut des critiques. On disait qu'il faisait naître de grosses difficultés en raison de l'impossibilité où l'on se trouve à contrôler le nombre exact des syndiqués. D'une part, les syndicats n'ont pas l'obligation légale de déclarer le nombre des syndiqués ; d'autre part, ils peuvent avoir quelque intérêt à majorer le nombre réel, étant donné le nombre de voix électorales qu'ils gagneraient ainsi. Il pourrait en résulter des abus et des fraudes nuisibles à la sincérité du vote, lequel ne serait plus expression réelle de la volonté ouvrière.

Malgré la justesse de ces critiques, nos préférences vont à ce dernier système électoral. Nous croyons qu'il est possible d'éviter les abus qu'on prévoit par quelque moyen qui permettrait une vérification sincère du nombre réel de votants. Ainsi, on assurerait une représentation sincère de tous ceux qui tiennent à la défense de leurs intérêts professionnels.

D'ailleurs, M. Millerand, dans la circulaire du 25 février 1901 adressée aux préfets et concernant l'application de ses décrets, commente la façon dont il faudra calculer le nombre des membres d'un syndicat et les conditions qu'il faudra exiger pour accorder le droit de prendre part au vote.

« Ce n'est pas sur le nombre total de ses membres

qu'est calculé le droit électoral d'un syndicat dans telle section d'un conseil déterminé; mais bien sur le nombre de ses adhérents qui exercent une profession inscrite à cette section dans la circonscription.

« Vous remarquerez, enfin, que le décret exige que les syndicats n'aient pas été créés aux derniers moments.

« Il doit avoir été constitué au moins trois mois avant la date de l'affichage de l'arrêté convoquant les électeurs.

« Rien ne s'oppose, sans doute, à ce que des syndicats se constituent principalement en vue des élections aux conseils de travail, la loi qui autorise ces associations ne leur faisant pas une obligation de se consacrer à tous les objets qu'elle prévoit; mais ils pourraient se trouver en présence d'intérêts assez sérieux pour qu'ils soient représentés par des associations ayant un caractère durable (1). »

Enfin, d'après le texte nouveau de l'article 5, une association professionnelle peut être électeur, non seulement dans un conseil régional, mais dans plusieurs conseils différents ou bien dans plusieurs sections du même conseil. Un syndicat qui engloberait des membres répandus sur tout le territoire de la France, serait appelé à voter dans tous les conseils, et un syndicat composé de représentants de plusieurs métiers pourrait être appelé à voter dans plusieurs sections d'un conseil,

1. Circulaire du 25 février 1901. *J. Off.* 6 mars 1901.

si le nombre de ceux qui exercent la profession a permis la création d'une section.

Ce même article 5 consacre un des points principaux de la loi : le droit électoral qui n'a été accordé qu'aux associations professionnelles, patronales ou ouvrières exceptant des conseils du travail les patrons et ouvriers ne faisant pas partie de ces associations. Cette disposition a été la plus discutée ; elle fut l'objet d'une question posée à la Chambre au ministre du Commerce par M. Roger, le 22 septembre 1901. Celui-ci faisait remarquer que les syndicats professionnels ne réunissent qu'une petite minorité d'intéressés : un dixième. De la sorte, les grandes questions relatives au travail, qui sont d'un intérêt général pour toute une industrie et rentrent dans les attributions des conseils, seront réglées par une infime minorité. C'est la manière la plus nette d'imposer les syndicats. D'autre part, il doute qu'avec cette organisation, M. Millerand puisse, comme il l'a affirmé dans son rapport à M. le président de la République, agrandir, renforcer et développer les institutions syndicales. Il pense, au contraire, qu'en affaiblissant leur caractère d'association librement et volontairement acceptée, on diminue leur influence et on amoindrit leur autorité. M. Millerand réplique.

Il constate, tout d'abord, que le principe même du conseil du travail est hors de la discussion. Après avoir été pendant longtemps contesté, on est presque unanimement d'accord pour reconnaître son utilité. Quant au problème

soulevé par M. Roger, il se réclame des raisons qui lui furent fournies en grande partie par les débats qui eurent lieu au Conseil supérieur du travail, dans sa session de mars 1895. Les partisans et les adversaires des conseils du travail se prononcèrent, pour des raisons différentes, contre le principe du suffrage universel professionnel. MM. Jules Roche et R. Waddington signalaient le danger qu'il y aurait à mettre trop souvent en mouvement une si grande masse électorale comme celle formée par les ouvriers. M. Keufer, représentant ouvrier au même Conseil supérieur du travail, se prononça, lui aussi, contre le recrutement des conseils du travail par voie de suffrage universel, lequel aurait l'inconvénient de laisser dans l'effacement les organisations syndicales. Un autre représentant ouvrier, M. Portallier, estimait que par l'élection au suffrage universel, les syndicats perdront toute autorité ; ils tomberont, n'ayant plus de raison d'être. A son avis, « les sections devant composer des Chambres de travail, devront être des délégations du syndicat ouvrier et du syndicat patronal de chaque corporation ; de cette façon, ces Chambres du travail, au lieu de nuire aux syndicats, leur donneront, au contraire, de l'extension ». A son tour, M. Poirier se prononça pour la formation des Chambres du travail par des délégués des syndicats ouvriers et patronaux.

M. Millerand cite la loi belge sur les conseils de l'industrie, dont le mode de votation est le suffrage universel. Son application a donné de mauvais résultats

qu'il attribue à ce mode de suffrage qui ne permet pas des relations suivies entre électeurs et élus. Il dit que nous ne devons pas commettre la même faute, puisque l'expérience faite en Belgique prouve l'inanité du système. Les conseils du travail n'auront pas l'autorité nécessaire pour remplir leur mission s'ils n'ont pas à leur base les associations professionnelles qui, seules, ont qualité pour parler, soit au nom des patrons soit au nom des ouvriers. Il termine sa réplique : « Eh bien ! ce que nous voulons, c'est précisément que les conseils du travail, qui doivent être l'intermédiaire naturel entre les syndicats patronaux et les syndicats ouvriers, eussent, par leur composition même, l'autorité et la force, sans lesquelles, à vrai dire, ils n'existeraient pas, alors même qu'un décret leur donnerait une apparence de vie. Nous avons voulu, nous inspirant des opinions qui avaient été émises et de l'exemple des législations étrangères, faire une œuvre qui eût pour elle les plus grandes chances de succès. » (1)

Tous les adversaires des décrets portent leurs critiques sur ce point spécial. Ils s'élèvent contre la préférence accordée aux membres des associations professionnelles ; ils pensent que ceux-ci ne peuvent être considérés comme étant la représentation sincère du monde du travail, en raison de la disproportion qui existe entre le nombre des syndiqués patrons et ouvriers et le nombre total des patrons et des ouvriers. Ils pensent que,

1. Débats parlem. Chambre, séance, 22 nov. 1900. *J. Off.* 23 nov. 1900.

émanant d'une minorité restreinte, les conseils ainsi constitués manqueront de l'autorité nécessaire.

Dans l'*Economiste Français*, M. Paul Leroy-Beaulieu combat le décret et, particulièrement, cette disposition avec une violence extrême et une exagération qui fait douter de sa bonne foi.

« C'est donc bien le syndicat rendu obligatoire, autant du moins que cela dépend de MM. Millerand, Waldeck-Rousseau et leurs collègues. C'est la corporation de l'ancien régime contre laquelle avait lutté Turgot, et que la Révolution avait supprimée, actuellement ressuscitée, reconnue officiellement et sinon encore rétablie dans tous ses droits abusifs, du moins s'y acheminant (1). »

Il est évident que le droit électoral accordé aux associations professionnelles seulement par l'article 5 a en vue de déterminer un mouvement favorable à l'extension du syndicalisme, dont le développement latent ne correspond pas aux espoirs qu'on avait mis en lui. Cependant, de là jusqu'à affirmer que les syndicats ne sont qu'une réédition des anciennes corporations, c'est ne pas discuter avec toute l'impartialité qui serait à désirer. Nous croyons plutôt que M. Leroy-Beaulieu a dressé un épouvantail, destiné à rendre le syndicalisme suspect et attirer sur lui de la méfiance.

1. *L'Economiste français*. « Un nouveau pas dans la voie du socialisme », p. 421, 29 sept. 1900.

Les décrets de 1900 et 1901 donnent aux conseils du travail des missions conciliatrices, consultatives et délibératives sur les questions de travail. En qualité de quoi ? De représentants individuels des travailleurs ou de représentants de la totalité d'une profession ? Assurément, il ne s'agit que d'une représentation professionnelle ; cela ne peut faire l'ombre d'un doute. Aussi, pour réaliser la représentation professionnelle, il faut s'adresser aux syndicats, partout où il en existe, malgré l'insuffisance de leur développement. Les syndicats et leurs chefs conduisent le monde du travail, et pour faire œuvre utile, leur concours intégral et absolu est nécessaire.

D'autre part, en raison des attributions accordées aux conseils, les représentants ouvriers au Conseil supérieur du travail exprimaient la crainte que le suffrage universel ne diminue l'autorité des syndicats et n'en-trave leur développement déjà assez lent : aussi s'affirment-ils pour le vote par associations professionnelles. L'argument qu'on infligerait une déchéance aux non-syndiqués, nous paraît une pure fiction. Les décrets accordent simplement un privilège aux syndicats professionnels, en compensation des missions qui leur reviendraient de droit et qu'on leur a enlevé pour les passer aux conseils du travail. Du reste, les non-syndiqués eux-mêmes trouvent une compensation dans les dispositions de l'article 8 du décret de 1900 :

Art. 8. — Des représentants des conseils de prud'hommes fonctionnant dans la région sont appelés, dans les conditions fixées par l'arrêté instituant le conseil du travail, à faire partie des sections correspondant à la profession exercée par eux.

Les conseillers prud'hommes ne peuvent en aucun cas former plus de moitié de l'effectif de la section.

Ils seront désignés : les patrons, par le vote des prud'hommes patrons ; les ouvriers, par le vote des prud'hommes ouvriers de chaque conseil de prud'hommes ainsi représenté.

Par les dispositions de cet article les ouvriers et patrons non-syndiqués participent à la formation des conseils du travail. Etant électeurs pour les conseils des prud'hommes, ils le deviennent au second degré pour les conseils du travail, par le fait que les représentants de leurs élus y siégeront. La valeur de cette représentation au second degré devient plus importante depuis la loi du 27 mars 1907 sur les conseils de prud'hommes. Cette loi élargit sensiblement leur compétence en l'étendant à l'industrie de transport et extractif. Ainsi, presque toutes les professions seront représentées ; ils auront par conséquent un plus grand nombre de patrons et d'ouvriers non-syndiqués, lesquels participeront au second degré, à la formation des conseils du travail de la région. Nous croyons avoir démontré l'argument de la déchéance des non-syndiqués. Le mode de votation par association professionnelle correspond d'ailleurs au besoin d'augmenter l'autorité nécessaire au fonctionne-

ment des conseils et aussi celui de faciliter le développement du syndicalisme.

Malheureusement, cette disposition qui renfermait l'âme même de l'institution des conseils, a été la cause principale de l'insuccès de cette réforme. La crainte qui persiste de ne pas développer la puissance syndicale, s'est manifestée cette fois encore. L'atmosphère anti-syndicaliste du Sénat a tué les décrets qui furent remplacés par une loi d'où fut banni impitoyablement le grand ressort de vie de la nouvelle institution : le vote par association professionnelle.

Procédure électorale

La procédure électorale a d'abord été régie par les articles 6 et 7 du décret du 17 septembre 1900 ;

Art. 6. — La date des élections est fixée par arrêté préfectoral ; elle peut être différente pour les patrons et pour les ouvriers.

Le deuxième tour de scrutin a lieu dans un délai maximum de quinze jours après le premier tour.

L'arrêté convoquant les électeurs est affiché dans les communes intéressées, par les soins des maires, deux mois au moins avant la date fixée pour le premier tour.

Pendant quinze jours à dater de l'affichage, les listes électorales dressées par le préfet ou sous son contrôle par les maires, à l'aide des renseignements fournis antérieurement

par les syndicats, sont tenus à la mairie à la disposition des intéressés pour être revisées d'après leurs déclarations. Celles-ci devront être faites par un mandataire autorisé des syndicats ou sections syndicales à la mairie de la commune où est situé le siège desdits syndicats ou sections syndicales.

Pendant trois semaines à dater de l'affichage, les réclamations des syndicats intéressés au sujet de la liste primitive ou revisée, rédigées en double exemplaire par un mandataire autorisé, sont reçues à la mairie de la commune où est situé le siège du syndicat ou de la section syndicale, dont l'inscription sur la liste électorale est contestée. Un exemplaire de la protestation est envoyé par la mairie à l'organisation mise en cause.

Dans le délai de trente jours à dater de l'affichage, les listes revisées, les réclamations et les réponses sont transmises au préfet, avec l'avis du maire. Le préfet arrête la liste électorale définitive.

Art. 7. — L'arrêté convoquant les électeurs désigne les locaux où aura lieu le vote. Il fixe l'heure de l'ouverture et celle de la fermeture du scrutin. Il désigne la personne chargée de présider le bureau électoral.

Le bureau est formé du président et des deux plus jeunes et plus âgés parmi les membres du syndicat électeurs présents à l'ouverture du scrutin.

L'élection a lieu au scrutin de liste.

Chaque délégué de syndicat ou de section syndicale se présente muni d'un pouvoir sur papier libre émanant du syndicat et dépose son bulletin de vote dans l'urne.

Le vote est acquis au premier tour, à la majorité absolue

des suffrages exprimés ; au deuxième tour, à la majorité relative. En cas de partage égal des voix, au troisième tour, le plus âgé des deux candidats est élu.

Le résultat du vote est proclamé par le président du bureau et transmis par ses soins au préfet, avec le procès-verbal des opérations.

Les protestations doivent être consignées au procès-verbal ou être adressées, sous peine de nullité, dans les trois jours qui suivent l'élection, au préfet, qui en accuse réception. En cas de protestation, ou si le préfet estime que les conditions prescrites ne sont pas remplies, le dossier est transmis avec son avis, au plus tard quinze jours après l'élection, au ministre du Commerce et de l'Industrie, qui statue en dernier ressort.

En cas d'annulation, il est procédé à de nouvelles élections dans le délai d'un mois.

Le décret du 2 janvier 1901 modifie ces deux articles ainsi que suit :

Art. 6. — Le préfet prescrit toutes les dispositions nécessaires pour assurer la régularité des opérations électorales.

La date des élections est fixée par arrêté préfectoral ; elle peut être différente pour les diverses sections d'un même conseil et dans chaque section, en cas de nécessité, pour les patrons et les ouvriers.

Le deuxième tour de scrutin a lieu dans un délai maximum de quinze jours après le premier tour.

L'arrêté convoquant les électeurs, est dans les communes intéressées, affiché à la mairie et porté à la connaissance du public par les soins des maires, deux mois au moins avant la date fixée par le premier tour.

Pendant les quinze jours, à dater de l'affichage, les listes électorales dressées par le préfet ou, sous son contrôle, par les maires, à l'aide de renseignements fournis antérieurement par les associations professionnelles, sont tenues à la disposition des intéressés pour être revisées d'après leur déclaration : 1^o à la mairie de la commune où est situé le siège de la section qui élit ses représentants ; 2^o aux mairies des sièges des dites associations, lorsqu'elles sont situées dans la circonscription de cette section. Les déclarations doivent être faites par un mandataire autorisé des associations.

Pendant les trois semaines à dater de l'affichage, les réclamations des associations intéressées au sujet de la liste primitive ou revisée, rédigée en double exemplaire par un mandataire autorisé, sont reçus à la mairie de la commune où est situé le siège de l'association dont les droits électoraux sont contestés. Si ce siège n'est pas situé dans la circonscription qui élit ses représentants, les réclamations sont reçues de la même forme à la mairie du siège de la section.

Un exemplaire de la protestation est envoyé par le maire à l'association mise en cause.

Dans le délai de trente jours de l'affichage, les listes revisées, les réclamations et les réponses sont transmises au préfet avec l'avis du maire. Le préfet arrête les listes

définitives ; en cas de contestation recevable, il inscrit l'association pour le nombre de voix seulement que celles ci aura accepté de justifier.

Art. 7. — Le préfet désigne les locaux où aura lieu le vote Il fixe l'heure de l'ouverture et celle de la fermeture du scrutin. Il désigne les personnes chargées de présider à l'opération électorale. Le bureau est formé du président, du plus jeune et du plus âgé parmi les mandataires des associations ayant droit de prendre part au vote, présents à l'ouverture du scrutin.

« L'élection a lieu au scrutin de liste.

Le mandataire de toute association prenant part au vote dépose entre les mains du président un bulletin portant les indications suivantes : nom de l'association, nom des candidats choisis par elle, date et lieu où s'est tenue l'assemblée générale ayant désigné les candidats, signatures du secrétaire et d'un administrateur de l'association, certifiant l'exactitude de ces mentions.

Aucune condition n'est requise du mandataire.

Si les désignations portées au bulletin autres que les noms des candidats choisis par l'association sont réputées incomplètes par le bureau, celui-ci en avertit le mandataire et l'invite à faire compléter le bulletin avant la fermeture du scrutin.

Dès la réception du bulletin, le président y inscrit, en présence du mandataire, les nombres de suffrages attribués à l'association par la liste électorale définitive communiquée au bureau par le préfet.

Le vote est acquis au premier tour à la majorité absolue

des suffrages ; au deuxième tour, à la majorité relative. En cas de partage des voix au deuxième tour, le plus âgé des deux candidats est élu.

Le résultat du vote est proclamé par le président du bureau et transmis par ses soins au préfet avec le procès-verbal des opérations et les bulletins de vote.

Les protestations doivent être consignées au procès-verbal ou être adressées, sous peine de nullité, dans les trois jours qui suivent l'élection, au préfet qui en accuse réception.

En cas de protestation ou, si le préfet estime que les conditions prescrites ne sont pas remplies, le dossier est transmis avec son avis, au plus tard, quinze jours après l'élection, au ministre du Commerce et de l'Industrie qui statue.

En cas d'annulation, il est procédé à de nouvelles élections dans un délai d'un mois (1).

Le préfet seul est chargé de prendre toutes les mesures qu'il croit nécessaires pour les élections et il dirige toutes les opérations électorales. De même le préfet, par un arrêté, fixe la date des élections, date qui peut varier de section à section et peut être différente pour les patrons et pour les ouvriers.

Le deuxième tour du scrutin doit avoir lieu dans quinze jours au maximum après le premier.

L'arrêté préfectoral qui convoque les électeurs doit être affiché à la mairie des communes intéressées au

1. *Journal Officiel*, 5 janvier 1901.

moins deux mois avant la date du scrutin. Les listes électorales sont dressées par le préfet ou par le maire sous son contrôle.

Il est à remarquer que toutes les contestations et affaires litigieuses sont réglées par voie administrative et non pas par le Conseil d'Etat.

L'article nous parle plusieurs fois de mandataires autorisés. Il faut entendre les porteurs d'une justification sur papier libre dont l'authenticité pourra être établie par le cahier du syndicat ou la signature des administrateurs.

Pour faire régner un esprit de parfaite liberté, le préfet ne doit pas intervenir dans la convocation et la tenue des assemblées générales chargées de désigner le candidat. Les intéressés doivent convoquer préalablement les assemblées s'occupant des candidatures.

Pour que le président puisse accepter le bulletin de vote, il est absolument nécessaire, d'après le décret, qu'il porte les noms des candidats. Quant aux autres indications, elles peuvent être complétées par le mandataire avec l'autorisation du président avant la fermeture du scrutin.

Il ne peut être question, étant donné les conditions ci-dessus, du secret du vote. « Le nombre des suffrages à inscrire sur chaque bulletin étant variable, il faut que les bulletins soient individualisés et que l'on sache de quels syndicats ils émanent (1). » Le bulletin que le

1. Circulaire du ministre du Commerce et de l'Industrie, adressée aux

mandataire présente au bureau doit contenir le nom des candidats désignés par l'association; il est donc nécessaire qu'on puisse contrôler les bulletins, afin de s'assurer que le mandat a été fidèlement exécuté.

Ce système présente de graves inconvénients touchant l'indépendance des sections. Le vote étant public, il peut donner lieu à des pressions électorales, corruptions, abstentions, etc.

Les modifications apportées par le décret du 2 janvier 1901 aux articles 6 et 7 du premier décret avaient surtout pour but de mettre ces articles d'accord avec le nouveau texte de l'article 5. L'importance de ces deux articles n'est d'ailleurs pas extrême; ils ne contiennent que des dispositions d'ordre purement administratif se rapportant aux opérations électorales.

Durée des mandats. — Démission

Art. 9. — Les membres des sections du conseil du travail sont nommés pour deux ans et renouvelables par moitié tous les ans.

Sera considéré comme démissionnaire celui qui ne répondra pas à trois convocations successives, qui quittera la région ou abandonnera l'industrie qu'il représente.

Il est pourvu à la vacance lors du renouvellement annuel.

préfets au sujet de l'application des décrets. *Journal officiel*, 6 mars 1900.

Le texte de cet article a aussi été modifié par le décret du 2 janvier 1901. Le nouveau texte porte :

Art. 9. — Les membres des sections du conseil du travail sont nommés pour deux ans et renouvelables par moitié tous les ans.

Sera considéré comme démissionnaire, celui qui sans excuse valable ne répondra pas à trois convocations successives ou qui cessera d'être éligible par le collège électoral qu'il représente.

Il est pourvu à la vacance lors du renouvellement annuel.

En leur accordant un mandat à si brève échéance, l'auteur du décret visait de mettre les élus sous une plus étroite dépendance de leurs électeurs, ce qui les obligerait à se soucier avec scrupule du devoir qu'il leur incombe de remplir leur mandat au mieux des intérêts de leurs mandants.

Le mandat à longue durée espace les rapprochements entre élu et électeurs ; il donne à l'élu le sentiment de n'être point lié étroitement, d'où il suit, qu'il mettra moins d'attention à remplir les obligations que comporte le mandat volontairement accepté.

Le renouvellement par moitié de la section tous les ans, présente l'avantage de donner des délégués qui représentent la plus récente opinion des intéressés sur les questions du jour.

Mais, malgré ses avantages, ce système présente aussi des gros désavantages. Les élections annuelles donneront lieu aux perturbations communes, aux opé-

rations électorales ; moins graves cependant à cause du vote syndical, mais impossibles à éviter.

La mission que les conseils du travail auront à remplir, nécessite chez les membres une certaine éducation économique et une connaissance très large des problèmes professionnels et sociaux qui se peuvent poser. Aussi est-il à craindre que les éléments les meilleurs qui auront ajouté à leurs connaissances une expérience acquise dans les conseils, ne soient pas trop souvent éloignés par la suite des élections trop fréquentes d'un poste où ils sont susceptibles de rendre de grands services.

Session des sections et du conseil

Art. 10. — Chaque section se réunit au moins une fois par trimestre.

Elle peut être, en outre, convoquée lorsqu'elle est saisie d'un différend ou sur la demande de la moitié de ses membres.

Art. 13. — La convocation d'un conseil du travail en assemblée plénière, toutes sections réunies, est faite par le préfet. Cette assemblée a lieu au moins une fois par an.

La lettre de convocation fixe l'ordre du jour et la durée de la session.

Le conseil nomme son bureau, conformément aux dispositions de l'article 10 ci-dessus.

Une réunion trimestrielle est obligatoire. Les sections fixeront dans leur dernière réunion la date de leur

prochaine rencontre. L'absence d'intervention de la part du pouvoir central a eu pour but de laisser la plus large autonomie aux délibérations des sections.

En dehors de leur réunion trimestrielle, les sections pourront se réunir toutes les fois que la moitié de leurs membres le demanderont, ou bien lorsqu'elles seront saisies d'un différend.

Malheureusement, le décret est muet sur les moyens à suivre pour saisir le conseil d'un différend.

Nous trouvons, cependant, une indication de procédure dans le projet du 15 novembre 1900 sur le règlement amiable des différends relatifs aux conditions du travail présenté par MM. Waldeck-Rousseau et Millebrand ; encore cette procédure ne se réfère-t-elle qu'aux cas où la grève est déclarée ; alors les sections sont appelées d'office à trancher le différend. Dans ce cas, les sections compétentes sont convoquées par le président du conseil du travail, saisi, lui, soit par les intéressés, soit par l'autorité administrative. Ce projet dispose que : tout chef d'industrie employant au moins cinquante ouvriers, a l'obligation de déclarer, au moment où se conclut le contrat de travail (avec imprimé remis à chaque ouvrier embauché) s'il entend ou non se soumettre pour la solution des contestations susceptibles de s'élever entre son personnel et lui, à l'arbitrage organisé par la loi. Le projet cité vise particulièrement la grande industrie, car il est muet en ce qui concerne les établissements employant moins de cin-

quante ouvriers. Son caractère obligatoire réside dans ce que les parties ont volontairement consenti à se lier par un engagement inscrit dans le contrat de travail.

Et alors, la question se pose : Comment la procédure indiquée agira-t-elle si des établissements visés par le projet se refusent à l'engagement prévu ? Et à l'égard des établissements non visés par le projet ? C'est d'autant plus important que le projet Waldeck-Rousseau et Millerand est resté à l'état de projet. De ce fait, aucune règle de procédure n'existe au sujet de la voie à suivre pour saisir les conseils du travail d'un différend. On a été préoccupé d'un esprit de liberté et d'autonomie dont on voulait parer ces institutions ; il n'aura pas été moins utile de donner quelques détails plus précis sur le point que nous discutons.

Chaque conseil du travail doit se réunir une fois par an en assemblée plénière, laquelle est formée par toutes les sections d'un même conseil. Dans cette circonstance, l'administration intervient par la voix du préfet qui est chargée des convocations.

Délibération des sections

Art. 41. — Dans les délibérations relatives aux objets énumérés à l'article 2, § 3, ou si, en vertu des dispositions de l'article 2, § 1, elles sont appelées à intervenir comme conciliateur ou comme arbitre dans les différends collectifs entre les patrons et leurs ouvriers ou employés, les

sections doivent être composées effectivement d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers ou d'employés. Lorsque, pour une cause quelconque, les uns et les autres ne sont plus en nombre égal, le ou les plus jeunes membres de la partie la plus nombreuse n'ont que voix consultative.

Le décret ne détermine pas le nombre nécessaire de membres présents pour que les sections puissent délibérer valablement. Il aurait été cependant intéressant de savoir si l'abstention de la majorité pourrait empêcher la section de travailler. Si cette abstention devient systématique, ne vaudrait-il pas mieux déterminer un nombre de convocations répétées, après quoi, la minorité passerait outre et délibérerait valablement.

Il ressort de l'article 14 : il n'est pas nécessaire à ce que les membres, patrons et ouvriers, soient en nombre égal pour délibérer, exception faite pour les cas suivants : 1° si elles (les sections) sont appelées à intervenir comme conciliateurs ou comme arbitres dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers ; 2° quand elles auront à établir un tableau constatant le taux normal et courant des salaires et la durée normale et courante de la journée de travail. Dans ces cas, les sections devront, pour prendre une décision valable, être composées d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers. Afin de maintenir cette égalité, le ou les plus jeunes membres des sections n'auront qu'une voix consultative, lorsque les parties se trouveront ne pas être en nombre

égal. Il est à remarquer que cette conception d'égalité absolue pourra provoquer une parité de voix ; la solution sera suspendue par la suite d'une obstination possible des deux parties de la section.

A ce sujet, M. Guimard se montre très optimiste. Il dit : « Ne peut-on pas espérer que tous les délégués, pénétrés d'un esprit de paix et de conciliation, soucieux des intérêts qu'ils ont mission de défendre et de la confiance qu'ils ont à mériter de leurs électeurs et de l'opinion publique, profiteront de leurs réunions pour agir contrairement à l'idée même de ces conseils ? Nous le croyons. D'abord, arrivera-t-il toujours que deux blocs de délégués de nombre égal se trouvent face à face ; n'y aura-t-il pas des patrons, animés d'un esprit d'équité, qui n'hésiteront pas à se rallier aux mesures proposées dans l'intérêt des ouvriers, et des ouvriers, poussés par d'autres motifs que ceux qu'inspire la lutte de classes, qui se feront scrupule de faire obstacle à toute œuvre utile ? Il est permis de l'espérer (1) ».

Nous croyons que M. Guimard se fait trop d'illusions ; il s'appuie trop fortement sur un sentiment d'équité qui ne manquera pas de s'effacer devant les intérêts en jeu. Des assemblées d'une autre culture et ayant en vue des intérêts généraux, ne pourront réussir à délibérer utilement avec le système d'égalité de membres ; *a for-*

1. A. Guimard. *Les Chambres ou conseils de l'industrie et du travail en Belgique, en Hollande et en France*. Paris, 1905.

tiori, lorsqu'il s'agit de patrons et d'ouvriers ayant à défendre leurs intérêts de classe toujours présents. Peut-être y aurait-il lieu de nous éloigner de ce principe d'égalité en introduisant une modification qui aurait l'avantage de ne pas compter sur le sentiment de sagesse et d'équité qui peut faire défaut et qui apporterait une solution pratique. On pourrait prévoir qu'en cas de parité de voix les sections s'adjoindront un nombre de membres suppléants qui départageront.

Telle que, la disposition nous paraît parfaitement insuffisante : en pareille matière le sentiment ne compte pas pour beaucoup.

Bureau des sections

Art. 12. — Chaque section nomme, tous les ans, un président et un secrétaire, l'un des deux parmi les patrons et l'autre parmi les ouvriers ou employés.

A défaut d'élection ou par suite d'absence des titulaires, la section sera présidée par le plus âgé des membres présents ; le plus jeune membre de la catégorie qui n'aura pas fourni le président remplira les fonctions de secrétaire.

D'après l'article 12, le bureau des sections — et aussi du conseil — se compose d'un président et d'un secrétaire, sans que toutefois les deux membres appartiennent à la même partie : lorsque le président est pris parmi les patrons, le secrétaire sera ouvrier. Cette disposition est on ne peut plus légitime, car elle tend à faire représenter dans le bureau les deux parties.

Il aurait peut-être été plus prudent de s'inspirer du projet discuté au Conseil supérieur du travail, relatif aux Chambres du travail. Ce projet prévoit que le président sera pris chaque année dans la catégorie à laquelle n'appartenait pas le président de l'année précédente ; de même le secrétaire. De la sorte, si pour une année le président appartenait à la catégorie patronale et le secrétaire à la catégorie ouvrière, l'année suivante la catégorie ouvrière fournira le président et celle patronale le secrétaire. Ainsi on pourra facilement tomber d'accord et éviter les mésententes auxquelles ces élections pourraient donner lieu.

D'une façon générale, l'auteur des décrets instituant les conseils du travail a été inspiré d'un grand désir de liberté et d'autonomie. Dans ces dispositions, le rôle administratif se trouve être beaucoup plus effacé que dans la loi belge. Le pouvoir administratif n'intervient que lorsqu'il s'agit de la création des conseils, de leur convocation en réunions plénières et annuelles, de la préparation des élections et dans les cas prévus pour la dissolution. Toute liberté leur est laissée en ce qui concerne le fonctionnement et la réglementation des détails d'ordre d'administration intérieure.

Ces décrets ont rencontré une opposition patronale qui s'est traduite, entre autres, par l'introduction d'un pourvoi au Conseil d'Etat pour abus de pouvoir. Cette opposition a trouvé écho au Sénat, et elle fut l'origine du projet d'initiative parlementaire présenté par M. Bé-

ranger et portant sur la création de conseils consultatifs du travail.

Cependant, le Conseil d'Etat, par un arrêt rendu au mois de février 1904, reconnaît la parfaite constitutionnalité des décrets. Mais, en ce qui concerne le Sénat, l'illégalité des décrets ne fut qu'un prétexte. Il avait à cœur de supprimer le principe de l'élection syndicale qui faisait la force des décrets et qui fait la faiblesse du projet sénatorial que nous examinerons plus loin dans ses détails. Pour l'instant, il nous suffit d'exprimer très sincèrement nos regrets de l'opposition injustifiée qui a accueilli l'œuvre de M. Millerand. Elle aurait pu être féconde si on lui avait fait confiance, les deux décrets, largement appliqués, auraient donné des résultats heureux. Et par ces temps de lutte de classe à outrance un apaisement se serait à coup sûr produit dans le monde organisé du travail, parmi les patrons et les ouvriers désireux de faire avancer d'un pas les nombreux problèmes qui se posent à eux et touchent à des grands intérêts collectifs et industriels.

Déjà le commencement d'application des décrets n'a pas été complètement inutile.

Malgré la prise en considération du projet Bérenger, malgré l'opposition introduite au Conseil d'Etat, des élections pour les conseils du travail furent faites à Paris en 1901. Elles ont déchainé des passions violentes et des abstentions nombreuses. Néanmoins, l'insti-

tution a été créée ; les premiers conseils du travail ont fonctionné à Paris.

Sur la demande du gouvernement, ils ont eu à s'occuper de deux problèmes dont l'importance n'échappera à personne : la question de l'apprentissage et celle du chômage. Si leur activité n'a pas été plus étendue, c'est parce que leur vie a été précaire.

La commission du travail du Sénat s'étant approprié le projet de son président, M. Bérenger avait chargé M. Francis Charmes de le rapporter. Ce projet a été voté après débats publics en 1902. Dès lors, par déférence pour le Parlement, le ministre a cru devoir suspendre l'application des décrets qui tombèrent en désuétude. Les conseils du travail avaient vécu ; pour renaître, ils attendaient la nouvelle loi qui mit six ans à passer à la Chambre des députés. Nous verrons plus loin quelle est la valeur de cette loi et ce qu'on peut attendre d'elle.

APPLICATION DES DÉCRETS

Election

Une fois les décrets pris, le ministre du Commerce et de l'Industrie eut soin de faire procéder à la création des conseils de travail. Le 7 octobre 1900, cinq arrêtés disposent la création de conseils du travail à Paris, Lille, Douai, Lyon et Marseille (1). L'arrêté concernant les

1. *Journal officiel* du 18 octobre 1900.

conseils du travail de Paris a été modifié par la suite de demandes tendant à la création de nouvelles sections dans ces conseils ; l'arrêté portant modification est en date du 2 février 1901 (1).

Conseils du travail à Paris. — Sont institués à Paris cinq conseils du travail ayant comme circonscription le département de la Seine ; y sont représentés les industries et le commerce nommément désignés dans l'arrêté d'institution.

Le premier conseil est divisé en sept sections auxquelles se rattachent les professions suivantes :

PREMIÈRE SECTION. — Extraction et cuisson des pierres et terres (carrière, chaux, plâtre, ciment, brique et tuile) ;

DEUXIÈME SECTION. — Industrie du bâtiment, pierres et terres (maçonnerie, taille de pierre, terrassement) ;

TROISIÈME SECTION. — Charpente et menuiserie ,

QUATRIÈME SECTION. — Peinture en bâtiments ;

CINQUIÈME SECTION. — Industrie de l'ameublement ;

SIXIÈME SECTION. — Serrurerie ;

SEPTIÈME SECTION. — Couverture et plomberie, fumisterie.

Les sections se composent de six, huit, dix ou douze membres. Le nombre de membres, patrons et ouvriers est égal ; à eux s'ajoutent, dans la proposition d'un troisième, des conseillers de prud'hommes. Ceci est

1. *Journal officiel* du 3 février 1901.

une règle générale à laquelle font exception les sections composées d'un nombre plus restreint (huit ou dix) de membres ; dans ces cas, les conseillers prud'hommes sont représentés par deux délégués.

Deuxième conseil. — Il se compose de huit sections se rattachant respectivement aux professions suivantes :

PREMIÈRE SECTION. — Industries de la fonderie et du moulage de métaux :

DEUXIÈME SECTION. — Grosse industrie mécanique et chaudronnerie ;

TROISIÈME SECTION. — Gros travaux métalliques, ponts, Etc., etc.

QUATRIÈME SECTION. — Fabrication des articles de chauffage, d'éclairage et de ferblanterie ;

CINQUIÈME SECTION. — Industrie de la carrosserie et de la charronnerie ;

SIXIÈME SECTION. — Industrie de la bijouterie, de la joaillerie et de l'orfèvrerie ;

SEPTIÈME SECTION. — Industrie d'articles de Paris, tabletterie et bambeloterie ;

HUITIÈME SECTION. — Industrie des instruments de précision, de chirurgie et d'optique.

Toutes ces sections se composent de six, huit, dix ou douze membres élus dans la proposition indiquée plus haut.

Troisième conseil. — Se compose de quatre sections auxquelles se rattachent les professions suivantes :

PREMIÈRE SECTION. — Industrie de la confection ;

DEUXIÈME SECTION. — Industrie de la chapellerie, de la lingerie, des modes, des fleurs et des plumes artificielles ;

TROISIÈME SECTION. — Industrie des articles en cuir ou en peau, sellerie et maroquinerie ;

QUATRIÈME SECTION. — Industrie capillaire : coiffure, etc.

Toutes ces sections se composent de six ou huit membres élus dans la proportion indiquée plus haut.

Quatrième conseil. — Se compose de cinq sections auxquelles se rattachent les professions suivantes :

PREMIÈRE SECTION. — Industrie de la boucherie, de la triperie, de la charcuterie et des abattoirs ;

DEUXIÈME SECTION. — Industrie de la boulangerie, de la pâtisserie et de la confiserie ;

TROISIÈME SECTION. Commerce de l'alimentation (restaurants et hôtels, boissons, denrées alimentaires) ;

QUATRIÈME SECTION. — Industrie chimique, gaz, teinture et blanchisserie ;

CINQUIÈME SECTION. — Préparation des cuirs et peaux (courroierie, mégisserie et tannerie) ;

Toutes ces sections se composent de six, huit, dix ou douze membres élus dans la proportion indiquée plus haut.

Cinquième conseil. — Se compose de cinq sections auxquelles se rattachent les professions suivantes :

PREMIÈRE SECTION. — Imprimerie typographique, fonderie de caractères, galvanoplastie et photogravure ;

DEUXIÈME SECTION. — Imprimerie lithographique, taille-douce, gravure, brochage, reliure et cartonnage ;

TROISIÈME SECTION. — Entreprise de transports et de manutention (chemins de fer non compris) ;

QUATRIÈME SECTION. — Banque et assurance ;

CINQUIÈME SECTION. — Commerce de fils et tissus, nouveautés diverses ;

Toutes ces sections se composent de six ou douze membres élus dans la proportion indiquée plus haut sauf les professions se rattachant aux sections et qui ne sont pas représentées aux conseils de prud'hommes ; dans ce cas, la section se compose de patrons et ouvriers en nombre égal, élus par les associations professionnelles.

Conseil du travail de Lille (1). — Un arrêté institue à Lille (Nord) un conseil du travail ayant pour circonscription l'arrondissement de Lille. Il comprend les industries et commerces désignés et se divise en six sections auxquelles se rattachent les professions suivantes :

PREMIÈRE SECTION. — Commerce et industrie de l'alimentation (à l'exception de l'agriculture) ;

DEUXIÈME SECTION. — Industrie textile (y compris le blanchiment, teinture et apprêt) ;

1. J. off. du 18 octobre 1900.

TROISIÈME SECTION. — Industrie du vêtement (y compris chapeaux, chaussures, gants, équipement, etc.) ;

QUATRIÈME SECTION. — Industrie du bâtiment et du bois ;

CINQUIÈME SECTION. — Métallurgie ;

SIXIÈME SECTION. — Industrie du livre et industrie d'art.

Toutes ces sections se composent de six, huit, dix ou douze membres élus dans la proportion indiquée pour Paris.

Conseil du travail de Douai (1). — L'arrêté portant création de ce conseil indiquait comme siège la ville de Lens ; un second arrêté en date du 2 février 1901 le transfère à Douai (Nord), pour l'industrie houillère. Sa circonscription comprend les mines du bassin du Nord et du Pas-de-Calais et se compose de deux sections :

PREMIÈRE SECTION. — Industrie houillère comprenant les mines du bassin du Pas-de-Calais, — c'est-à-dire, les concessions houillères de l'arrondissement minéralogique d'Arras, — siège à Lens ;

DEUXIÈME SECTION. — Industrie houillère comprenant les mines du bassin du Nord, c'est-à-dire, les concessions houillères de l'arrondissement minéralogique de Douai, — siège à Denain.

Conseil du travail de Lyon. — Le conseil du travail créé à Lyon a pour circonscription le département du Rhône. Il comprend les industries et commerces dési-

1. J. off. du 3 février 1901.

gnés et se divise en huit sections auxquelles se rattachent les professions suivantes.

PREMIÈRE SECTION. — Commerces et industries de l'alimentation (à l'exclusion de l'agriculture) ;

DEUXIÈME SECTION. — Industries textiles (y compris teinture, blanchiment, impression et apprêt) ;

TROISIÈME SECTION. — Industrie du vêtement ;

QUATRIÈME SECTION. — Cuirs et peaux ;

CINQUIÈME SECTION. — Les industries du bâtiment et les industries du bois ;

SIXIÈME SECTION. — Métallurgie ;

SEPTIÈME SECTION. — Transports et manutentions ;

HUITIÈME SECTION. — Industries d'art, comprenant : imprimerie, lithographie, typographie, cartonnage, reliure, papeterie, instruments de musique, photographie et gravure ;

Ces sections sont composés de six, huit, dix ou douze membres élus dans la proportion indiquée pour Paris.

Conseil du travail de Marseille (1). — Un autre arrêté constitue un conseil de travail à Marseille. Sa compétence s'étend sur l'arrondissement de Marseille et il se compose de six sections auxquelles se rattachent les professions suivantes :

PREMIÈRE SECTION. — Alimentation en gros, grande

1. *Journal officiel*, 18 octobre 1900.

industrie mécanique de l'alimentation, industrie de corps gras et industrie chimique ;

DEUXIÈME SECTION. — Petites industries et commerce de détail de l'alimentation ;

TROISIÈME SECTION. — Transports et manutention ;

QUATRIÈME SECTION. — Industries du bâtiment (y compris l'industrie des poids et du fer) ;

CINQUIÈME SECTION. — Industries textiles, du vêtement et similaires ;

SIXIÈME SECTION. — Industries relatives aux sciences et aux arts, bijoutiers, horlogers, instruments de précision, graveur, dessinateur, imprimeur lithographe, typographe, papetier, céramiste, etc.

Toutes ces sections se composent de six, huit ou dix membres élus dans la proportion indiquée pour Paris.

Les arrêtés du 17 octobre 1900 et 2 février 1901 (1) instituant les conseils du travail à Paris, furent suivis d'un arrêté du préfet de la Seine en date du 16 juillet 1901 (2) ; celui-ci convoque respectivement les syndicats patronaux et ouvriers aux élections pour les conseils du travail fixées au 24, 25, 26, 27 et 28 septembre suivant.

Un avis au bas de l'arrêt explique les conditions qui ont présidé à l'établissement des listes électorales. Ces listes provisoires ont été établies au moyen de rensei-

1. *Journal officiel*, 18 octobre 1900.

2. *Bulletin municipal off. de la ville de Paris*, 21 juillet 1901.

gnements fournis par les associations intéressées ou bien sur les indications recueillies dans les annuaires des syndicats professionnels. Dans les cas où les renseignements manquaient, on a attribué aux syndicats dont l'existence était présumée une voix dans la ou les sections où ils paraissaient devoir être représentés.

Nul doute que ces listes n'aient été insuffisantes en matière électorale, malgré qu'elles aient été déposées et tenues à la disposition des intéressés pendant trois semaines à partir de la date de l'affichage, dans toutes les mairies de Paris et les communes du département de la Seine.

Toujours est-il que l'arrêté convoquant les catégories professionnelles appelées à voter et élire les conseils du travail, soulevèrent des protestations bruyantes qui portaient de tous les camps ; syndicats patronaux et syndicats ouvriers se trouvaient d'accord pour des raisons différentes.

Déjà au mois de juin 1901, des patrons protestèrent auprès du Conseil supérieur du travail et le 30 juillet de la même année, un groupe composé de 9 unions de chambres syndicales, représentant 400 syndicats patronaux sur 450 existants, et 45.000 patrons ou sociétés syndiquées, sur 50.000, adressèrent au président du conseil une lettre dont nous donnons la teneur :

« Nous croyons devoir vous prévenir, Monsieur le Président du conseil, que les unions des Chambres syndicales, ci-dessous dénommées, contestant la légalité des

décrets en question, entendent réserver leur droit de déférer la validité des élections au Conseil d'Etat, guidées de plus par un sentiment de déférence vis-à-vis du Parlement, ont décidé qu'il n'y avait pas lieu de prendre part aux élections des conseils du travail, dont la création n'avait pas été jusqu'ici réclamée par les intéressés. Nos unions syndicales se croient d'autant plus fondées à observer cette attitude que ces élections sont faites en vertu de décrets que le Sénat s'est réservé tout au moins d'examiner la légalité (1). »

A leur tour, les conseillers de prud'hommes patrons du conseil de prud'hommes de l'industrie des produits chimiques protestèrent :

Considérant que la loi du 18 mars 1896 ainsi que les lois et décrets postérieurs qui ont fixé les attributions des conseils de prud'hommes et les fonctions de leurs membres ont nettement fixé et délimité ces attributions et ces fonctions :

Considérant que non seulement les textes précités n'ont pas constitué les conseillers prud'hommes patrons et les conseillers prud'hommes ouvriers en collèges électoraux destinés à recruter une autre assemblée, mais qu'il est au contraire établi par la jurisprudence constante du Conseil d'Etat que les corps constitués ne peuvent, sans y être appelés par la loi, sortir des attributions que leurs lois organiques leur ont fixées ;

Considérant d'autre part que le Sénat s'est récemment

1. Archives de l'Office du travail (inédit).

saisi de la question des conseils du travail par la nomination d'une commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de M. Béranger ;

Décident qu'ils s'abstiendront et ne procéderont pas aux élections qui leur sont demandées.

Seuls les conseillers prud'hommes patrons du conseil de produits chimiques adoptèrent cette résolution qui, soumise à d'autres conseils, fut repoussée par les conseils de prud'hommes du bâtiment et celui des métaux ; ces conseils ont d'ailleurs élu leurs délégués aux conseils du travail.

Dans leur propre conseil, les initiateurs de la résolution citée n'ont réussi à la faire adopter qu'à la majorité ; la minorité, composée des patrons de l'alimentation, se déclarait disposée à nommer des délégués aux conseils du travail. Cette minorité se compose de cinq patrons de l'alimentation dont les noms suivent, sur seize faisant partie du Conseil :

MM. Lebel, boulanger ;

Moquart, boulanger-pâtissier ;

Vianey, restaurateur ;

Voisin, charcutier ;

Jagliss, charcutier.

Cependant, les conseils du travail trouvèrent bon accueil dans des milieux patronaux différents. Un groupe de commerçants, partisans des conseils, écrivirent au ministre pour lui donner leur adhésion et l'engagement de prendre part au vote :

Considérant que les attributions des conseils du travail ont un caractère purement consultatif et ne comportent aucun pouvoir de décision et d'administration, qu'il en est ainsi notamment de l'attribution qui consiste à renseigner les pouvoirs publics sur le taux normal et courant des salaires et sur la durée normale et courante de la journée de travail ; qu'en ce qui concerne l'intervention conciliatrice des Conseils du travail, dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers, elle n'est obligatoire à aucun degré, mais seulement offerte ; qu'elle n'aurait donc lieu, comme celle de tout autre arbitre, qu'en vertu des volontés libres et concordantes des parties ; qu'ici encore l'opinion exprimée par les conseils du travail aurait la valeur d'un simple avis... émettent l'avis qu'il y a lieu pour les chambres syndicales de prendre part aux élections.

D'autres groupes de patrons ont également saisi l'occasion pour s'adresser au président du Conseil dans le sens favorable que voici : « En ce qui nous concerne, non seulement guidés par un sentiment de déférence pour le ministre du Commerce, mais profondément convaincus de l'utilité de la nouvelle institution, nous tenons à faire connaître que, suivant nous, le devoir des Chambres syndicales patronales est de prendre part aux élections du Conseil du travail. »

Et voici, pour finir, la protestation adressée à M. Waldeck-Rousseau par M. Béranger :

« Auteur principal de la proposition de loi dont le Sénat est saisi sur les conseils du travail, j'ai l'honneur

de protester auprès de vous contre les mesures récemment prises par M. le ministre du Commerce pour poursuivre l'exécution des décrets rendus par lui en septembre et janvier dernier, sur le même sujet. Il ne vous a point échappé, et j'ai eu le soin de vous le dire moi-même, que le but principal de cette proposition était de contester la constitutionnalité de ces décrets et de faire ajourner leur mise à exécution, jusqu'à ce que le Parlement se fût prononcé sur la grave question de savoir s'ils n'ont pas été pris en méconnaissance de ses droits. Il eût été facile au gouvernement de faire vider la question avant la prorogation des Chambres. M. le ministre en a jugé autrement ; il a cru pouvoir de son autorité convoquer le corps électoral, si arbitrairement composé par les décrets ; et vous avez pu vous rendre compte de l'émotion que cette précipitation, qu'aucune raison d'urgence ne paraît avoir justifiée, a causée à une grande partie des intéressés.

« Je crois cette organisation peu propre à préparer la mission de bonne harmonie et d'apaisement qu'il s'agit d'attribuer aux futurs conseils. N'est-il pas à craindre enfin que cette exécution anticipée de mesures dont la légalité est contestée devant le Parlement ne soit considérée par une interprétation, sans doute bien éloignée de la pensée de son auteur, comme inspirée par le désir d'exercer une influence sur les Chambres en les mettant en présence du fait accompli et ne risque de faire dégénérer une discussion qu'il importerait à si haut point

de maintenir dans la région des principes en un stérile débat de personnes ou de politique ministérielle (1). »

Cette levée de boucliers n'eut, comme résultat, qu'un nombre assez grand d'abstentions ; mais sa force était insuffisante pour empêcher la constitution des conseils du travail. Conçue par le ministre du Commerce dans un grand sentiment d'apaisement et de justice, l'institution fut aussitôt comprise par tous les éléments soucieux de coordonner toujours un peu plus leurs intérêts personnels avec les grands intérêts sociaux du pays. Cela est vrai, au point que, — ainsi que nous le verrons plus loin, — les adversaires francs ou déguisés des conseils du travail furent battus dans leurs espérances et devant le Conseil d'Etat et devant la Chambre des députés : le premier affirma la parfaite constitutionnalité des décrets ; la seconde, sa conviction que le projet du Sénat — présenté par les adversaires de la réforme — était inachevé et vain et qu'il ne tardera pas à être revu, dès que son application aura mis en évidence ses vices de constitution. Il nous faut ajouter que notre impression rentre dans ce sentiment ; nous l'exprimerons plus amplement ailleurs, afin de garder à notre travail l'ordonnance nécessaire.

*
* *

Résolument, malgré les protestations, le ministre maintint ses décrets et le préfet de la Seine fut chargé de faire les élections dont voici les résultats :

1. Archives de l'Office du travail (inédit).

Résultats des élections premier tour.
24, 25, 26, 27, 28 septembre 1901.

PATRONS

OUVRIERS

Conseil	Section	Nombre de syndicats		Nombre de suffrages		Nombre de patrons représentés par les syndicats		Nombre de syndicats		Nombre de suffrages		Nombre d'ouvriers représentés par les syndicats	
		Electeurs	Votants	Ins-crits	Expri-més	Electeurs	Votants	Electeurs	Votants	Ins-crits	Expri-més	Electeurs	Votants
I	1	9	2	78	28	746	269	4	3	12	11	273	261
	2	14	0	100	0	923	0	31	15	305	216	7.349	5.536
	3	15	1	74	8	649	80	21	8	150	108	3.455	2.577
	4	10	0	48	0	403	0	25	7	114	60	2.615	1.427
	5	16	5	74	33	670	305	20	4	110	13	2.320	255
	6	8	0	42	0	347	0	9	4	68	49	1.591	1.191
	7	10	0	49	0	421	0	11	2	84	53	1.954	1.286
II	1	10	2	45	8	401	72	22	8	158	47	3.745	1.084
	2	24	1	205	7	4.949	61	28	12	382	258	9.268	6.370
	3	2	0	6	0	45	0	2	1	2	1	2	1
	4	7	2	49	13	451	120	7	1	39	1	863	1
	5	5	3	37	19	339	173	7	3	168	161	4.107	4.002
	6	12	5	123	88	1.178	867	15	7	87	46	2.075	1.118
	7	12	1	63	13	568	127	4	6	35	27	744	614
	8	8	2	68	24	653	235	12	10	123	116	2.922	2.793
III	1	13	4	103	63	963	617	18	5	171	105	4.033	2.575
	2	25	6	133	67	1.188	648	33	19	134	96	2.962	2.194
	3	13	1	59	7	523	63	23	11	109	75	2.450	1.409
	4	7	1	39	20	356	200	2	0	94	0	2.334	0
IV	1	20	8	482	411	4.705	4.070	12	7	142	133	3.393	3.272
	2	16	15	254	249	2.452	2.405	13	9	67	60	1.493	1.366
	3	74	23	2.548	1.662	25.157	16.450	26	11	241	164	5.855	3.951
	4	28	3	198	10	1.842	87	24	11	361	301	8.729	7.405
	5	4	0	86	0	846	0	12	7	38	27	815	599
V	1	14	2	65	40	562	399	17	7	229	171	5.539	4.231
	2	13	0	119	0	1.144	0	26	17	112	95	2.432	2.140
	3	31	1	467	11	4.519	105	33	8	603	302	14.662	7.476
	4	20	2	72	3	607	604	16	7	274	236	6.596	5.799
	5	22	2	24	9	2.294	74	17	8	561	419	14.273	10.373
Total.		462	92	5.926	2.793	56.828	28.031	487	216	4.978	3.326	118.579	81.310

Résultats des élections deuxième tour. Octobre 1901.

PATRONS

OUVRIERS

Conseil	Section	Nombre de syndicats		Nombre de suffrages		Nombre de patrons représentés par les syndicats		Nombre de syndicats		Nombre de suffrages		Nombre d'ouvriers représentés par les syndicats	
		Electeurs	Votants	Ins-crits	Expri-més	Electeurs	Votants	Electeurs	Votants	Ins-crits	Expri-més	Electeurs	Votants
I	1	»	»	»	»	»	»	4	2	12	8	273	191
	2	14	0	100	0	923	0	31	17	305	259	7.349	6.362
	3	15	0	74	0	649	0	»	»	»	»	»	»
	4	20	0	48	0	403	0	25	9	114	82	2.615	1.976
	5	»	»	»	»	»	»	20	4	100	17	2.320	364
	6	8	0	42	0	347	0	»	»	»	»	»	»
	7	10	1	49	3	421	1	»	»	»	»	»	»
II	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	3	2	0	6	0	42	0	2	1	2	1	2	»
	4	»	»	»	»	»	»	7	3	39	5	863	95
	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	6	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	7	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	8	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
III	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	2	»	»	»	»	»	»	33	19	134	95	2.962	2.175
	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	4	»	»	»	»	»	»	»	0	94	0	2.334	0
IV	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	4	28	4	198	29	1.842	265	24	14	361	316	8.729	7.744
	5	4	0	86	0	846	0	»	»	»	»	»	»
V	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	2	13	1	119	9	1.144	90	»	»	»	»	»	»
	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Total.		114	6	722	41	6.617	356	148	69	1.161	783	27.447	18.907

Ces tableaux indiquent une participation au vote de :
92 syndicats patronaux avec 2.793 voix sur 462 syndicats existants, disposant de 5.926 voix soit 48 0/0 ;

216 syndicats ouvriers avec 3.326 voix, sur 487 syndicats disposant de 4.978 voix, soit 68 0/0.

Quoi qu'en disent les détracteurs des conseils du travail, le pourcentage des participants au vote est supérieur à celui d'autres élections similaires. Pour les élections de 1899 aux conseils de prud'hommes, les chiffres accusent : 14 0/0 pour les patrons et 39,64 0/0 pour les ouvriers. Il convient de rappeler que les élections aux conseils du travail furent faites au milieu d'un tumulte de contestations, de lettres au président du conseil, de pourvois en Conseil d'Etat, etc. Cependant, à comparer les chiffres cités plus haut, les abstentions ne furent pas particulièrement nombreuses, surtout pour une élection qui n'était qu'une tentative d'expérience.

Il est incontestable que les élections faites dans des conditions normales et dans le calme nécessaire des esprits, donneraient des résultats autrement satisfaisants. Tels que, ils démontrent que l'expérience a réussi et c'est d'un bon augure pour l'avenir.

Le fonctionnement des conseils

Les conseils du travail furent convoqués la première fois sur la demande du gouvernement.

Dans sa session de 1900, le Conseil supérieur du tra-

vail fut saisi du problème de la crise dans l'apprentissage. Toute une série de questions furent préparées par le ministre du Commerce et de l'Industrie, questions devant former les différents ordres du jour des conseils du travail. Finalement, les seuls problèmes de l'apprentissage et du chômage y furent inscrits.

Au cours de la discussion qui s'en suivit, la gravité de la question apparut telle que, sur un vœu de M. Arthur Fontaine, exprimant le désir que la crise de l'apprentissage soit étudiée à fond, le ministre du Commerce en saisit la commission permanente. Celle-ci se livra à une enquête approfondie auprès de toutes les autorités compétentes ; ce fut l'occasion pour convoquer les conseils du travail et leur demander un avis sur cette question d'ordre professionnel.

Le résultat de cette enquête a été consigné dans un remarquable rapport par M. Briat, rapport que nous allons analyser dans sa partie relative aux conseils du travail.

Le questionnaire de la commission permanente se divisait en deux parties ; la première posait dix-neuf questions d'ordre général applicables à toutes les industries ; la deuxième ne s'applique qu'aux professions où l'apprentissage est réglé par contrat écrit ou verbal.

Les conseils du travail se sont appliqués à répondre. Nous allons en résumer l'ensemble.

PREMIER CONSEIL, SIXIÈME SECTION. — *Serrurerie*. — La spécialisation à outrance laisse les ouvriers ayant fai

leur apprentissage inoccupés. Les travaux actuels sont exécutés par des simples hommes de peine. A cause de leur plus grande connaissance du dessin, les élèves des écoles professionnelles sont quelquefois préférés aux ouvriers qui ont appris leur métier dans un atelier ; en échange, les ouvriers sont préférés aux élèves des écoles professionnelles pour l'exécution des travaux ;

SEPTIÈME SECTION. — *Couverture, plomberie, fumisterie* — Les ouvriers cessent de faire des apprentis parce qu'ils leur causent du tort au point de vue salaire.

DEUXIÈME CONSEIL, PREMIÈRE SECTION. — *Industries de la fonderie et du moulage des métaux*. Les ouvriers sortis des écoles professionnelles manquent presque toujours de l'habileté nécessaire à une production moyenne nécessaire. Dans les métiers représentés dans cette section, les ouvriers ayant été formés par un apprentissage consciencieux d'atelier sont préférés. La profession, dans ces industries, ne peut réellement s'apprendre que dans les ateliers. La spécialisation déplorable a pour conséquence immédiate la décadence de l'art d'industriel ;

DEUXIÈME SECTION. — *Grosse industrie mécanique et chaudronnerie*. — Malgré que dans ces industries l'apprentissage peut se faire complètement à l'atelier, il serait bon que les apprentis suivissent un cours professionnel sans toutefois nuire à la présence nécessaire de l'apprenti à l'atelier ;

TROISIÈME SECTION. — *Gros métaux métalliques*,

ponts etc. — On ne forme plus des apprentis, vu que les parents, pressés par le besoin, les retirent avant la fin de leur apprentissage, et cela décourage les patrons ;

QUATRIÈME SECTION. — *Articles de chauffage, d'éclairage et de ferblanterie.* — Le rétablissement de l'apprentissage serait désirable. Les patrons y gagneraient par une plus grande sécurité au savoir de ses ouvriers ; ceux-ci par une plus grande facilité à trouver du travail. Il est demandé des cours professionnels pour la ferblanterie et la tôlerie.

SIXIÈME SECTION. — *Bijouterie, joaillerie, orfèvrerie.* — On forme beaucoup moins d'apprentis. Les raisons varient avec les maisons ; dans les petites, les mauvaises conditions de la nourriture et du couchage font résilier les contrats. Au reste, on ne considère pas assez l'apprenti et on ne se préoccupe pas assez d'en faire un ouvrier.

TROISIÈME CONSEIL, PREMIÈRE SECTION. — *Industries de la confection.* — On forme beaucoup moins d'apprentis, la production empêchant qu'on s'en occupe comme il le faudrait.

TROISIÈME SECTION. — *Articles en cuir, peau, cordonnerie, sellerie et maroquinerie.* — La disparition de l'apprentissage est due au développement du machinisme et à la trop fréquente rupture du contrat d'apprentissage. Ces industries en souffrent et désirent le rétablissement de l'apprentissage.

QUATRIÈME SECTION. — *Industries capillaires (coif-*

fure, etc.). — Il serait à désirer que les coiffeurs de province fassent moins d'apprentis, car le nombre d'ouvriers sans travail augmente.

QUATRIÈME CONSEIL, DEUXIÈME SECTION. — *Boulangerie, pâtisserie confiserie*. — Le progrès du machinisme dans la confiserie a supprimé les apprentis qui sont remplacés par de simples hommes de peine.

TROISIÈME SECTION. — *Alimentation (restaurants et hôtels, boissons, denrées alimentaires)*. — Chez les restaurateurs, le personnel passe par une série de degrés pour arriver à être garçon de restaurant ou sommelier. C'est un véritable apprentissage, sans lequel on n'arrive à rien de bon. Au reste, l'obligation de l'apprentissage est avantageuse aussi bien pour l'employeur que pour l'employé.

CINQUIÈME CONSEIL, PREMIÈRE SECTION. — *Imprimerie typographique, fonderie de caractères, clicherie, galvanoplastie et photogravure*. — Presque toutes ces industries forment des apprentis ; les imprimeurs pressiers n'en font plus, le machinisme supprimant de plus en plus les presses à bras. Pour les métiers où on en fait, il serait désirable que les apprentis suivissent des cours professionnels.

DEUXIÈME SECTION. — *Imprimerie lithographique, taille douce, gravure, brochage, reliure et cartonnage*. — Les ouvriers sortant des écoles professionnelles ne sont pas actuellement préférés ; les écoles ont besoin d'être

réformées. L'apprentissage à l'atelier, pour toutes ces industries, est incomplet.

CINQUIÈME SECTION. — *Commerce de fils et tissus, nouveautés.* — La spécialisation a supprimé l'homme de métier. C'est surtout le prix fixe des marchandises qui a supprimé l'apprentissage, lequel était nécessaire pour débattre les prix entre acheteur et vendeur. La suppression de l'apprentissage a eu pour effet la suppression de la spécialité et celle-ci la diminution des salaires et l'augmentation du chômage.

En dehors de l'enquête sur la crise de l'apprentissage, les conseils du travail eurent à donner leur avis au sujet de la grave question du chômage. Cette fois, les conseils se sont trouvés en face d'une question ardue qui mettait en jeu des intérêts personnels. Aussi, se sont-ils contentés d'émettre des vœux.

LE PREMIER CONSEIL, DEUXIÈME SECTION. — *Maçonnerie.* — Emet le vœu que le marchandage soit supprimé, qu'on limite la journée de travail et qu'on établisse un jour de repos hebdomadaire.

TROISIÈME SECTION. — *Emballage.* — Le chômage est une conséquence du travail intermittent. Pour les menuisiers ce chômage est dû : 1° à l'irrégularité de la durée de la journée de travail ; 2° à la violation de prix et tarifs établis ; 3° à la concurrence étrangère et provinciale ; et ils émettent des vœux protectionnistes.

QUATRIÈME SECTION. — *Peinture en bâtiments.* — Constate que le chômage le plus fréquent est dû à la concurrence des ouvriers étrangers ; en plus : 1° un trop grand

nombre d'heures supplémentaires ; 2° une hausse croissante des rabais d'adjudication. Elle demande la suppression du travail de dimanche et des heures supplémentaires, et la journée de neuf heures.

De toute évidence, patrons et ouvriers n'ont envisagé le problème que sous un double aspect ; au point de vue des intérêts de chaque catégorie sociale et comme une affirmation, sans plus, de maux généraux. Ils ne pouvaient, du reste, que répondre d'une façon évasive, avec la raison de la seule expérience tirée de leur vie économique. Pour pouvoir faire mieux, il aurait fallu qu'ils dressassent des tableaux, des statistiques et ayant établi les causes les plus fréquentes et les plus graves, n'ignorant pas l'étendue du mal, ils auraient pu donner mieux qu'une *opinion générale*.

Si nous relevons l'insuffisance des conseils du travail dans leur étude de la question de chômage, c'est parce qu'il nous paraît que, par avance, ils ont répondu à un argument du Sénat. Celui-ci, nous le verrons au cours de l'analyse des débats qui eurent lieu au sujet du projet Bérenger, estima qu'il ne faut point accorder aux conseils la mission d'établir des tableaux constatant le taux normal et courant des salaires, etc., parce que cela équivaldrait à donner mission aux conseils de *déterminer* le taux normal des salaires. L'expérience faite au sujet du problème du chômage prouve péremptoirement qu'il faut, non seulement laisser aux conseils toute latitude, mais il faut encore l'aider à se documenter, à

dresser des tableaux et à établir sérieusement tous les aspects du problème qu'on soumet à leur étude. Sans quoi, on risque de poser des questions platoniques auxquelles des réponses vagues seront faites, et il serait pour le moins inutile de se leurrer, en créant une institution sans ressources de vie.

Cependant, nous estimons que la tentative ministérielle a parfaitement réussi et que son succès aurait pu être plus grand si la constitution des conseils du travail n'avait pas été limitée à une sorte d'essai pour Paris.

Les décrets devant le Conseil d'Etat

En dehors des protestations soulevées par l'arrêté du préfet de la Seine convoquant le collège électoral pour l'élection des conseils de travail, protestations que nous avons notées plus haut, la Chambre syndicale des fabricants et des constructeurs de matériels pour chemins de fer et tramways forma un pourvoi devant le Conseil d'Etat. Il se fondait sur trois catégories de moyens :

1° Le décret du 17 septembre 1900, en composant les conseils du travail et en leur donnant des fonctions d'arbitres et de conciliateurs, violait les lois relatives aux syndicats professionnels, aux conseils de prud'hommes et à l'arbitrage ;

2° Que les attributions qui leur sont conférées pour la détermination du salaire normal et du maximum de

durée de travail dans les marchés passés par les administrations publiques constituent une violation des dispositions des règlements d'administration publique du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans cette nature des marchés ;

3° Qu'en dehors même de toute violation d'un texte positif de loi ou de règlement, le gouvernement a excédé ses pouvoirs en créant par voie de décret simple un organisme qui en raison de son importance, de son influence économique, de son ingérence dans les rapports entre le capital et le travail, ne pouvait être institué que par le législateur.

M^e Sabatier soutint le pourvoi au nom des auteurs.

M. Romieu, commissaire du gouvernement, prononça ses conclusions : il ne lui semblait pas que ces moyens pouvaient être retenus. Son argumentation portait que :

En ce qui concerne le premier moyen :

1° La faveur donnée aux syndicats et l'exclusion des non-syndiqués dans la composition des conseils du travail, comme le rôle d'arbitres ou de conciliateurs qui leur est attribué, ne sauraient être considérées comme contraires à la loi du moment où les conseils du travail qui sont à l'égard de l'administration un corps purement consultatif, n'ont à l'égard des tiers qu'un rôle exclusivement consultatif et n'interviennent que s'ils en sont sollicités par les parties elles-mêmes, lesquelles demeurent libres de ne pas recourir à leurs bons offices ;

2^o En ce qui concerne les bordereaux d'adjudication des marchés de l'Etat, des départements et des communes, dans lesquels se trouvent contenues pour les entrepreneurs les obligations relatives au salaire et à la durée du travail des ouvriers, on sait que les règlements du 10 août 1899 ont prescrit qu'ils devaient être établis par les administrations intéressées, après une instruction d'après laquelle ces administrations devraient se référer aux accords existant entre syndicats patronaux et ouvriers, ou provoquer l'avis de commissions mixtes d'ouvriers et de patrons ;

3^o Il est difficile de voir sur quel principe de droit public on pourrait se fonder pour refuser à tout règlement le droit de créer des corps administratifs composés comme il l'entend, soit de fonctionnaires, soit de personnes quelconques désignées par lui ou élues par telle ou telle catégorie de citoyens, dès lors que ces corps ont un caractère purement consultatif, ou que leur intervention possible dans les rapports des tiers est purement facultative et amiable. Il ne faut pas, en effet, confondre deux points de vue essentiellement différents ; celui du juge et celui du Parlement. Celui-ci peut toujours empêcher le gouvernement de réaliser une réforme qu'il estime inopportune. Mais tant qu'il n'est intervenu aucun texte législatif limitant en fait ou en droit les pouvoirs du gouvernement, celui-ci peut toujours prendre les mesures d'administration qu'il croit nécessaires à l'intérêt général, du moment qu'il

n'impose aucune obligation à personne, qu'il ne porte atteinte à aucun droit et ne lèse même directement aucun intérêt ; s'il peut encourir éventuellement la censure du Parlement, il est à l'abri de l'action juridique des tiers.

Et le commissaire du gouvernement conclut au rejet du pourvoi. L'affaire fut mise en délibéré et le Conseil d'Etat, dans son jugement, se rangea à l'avis exprimé au nom du gouvernement. Le jugement dit :

Le Conseil d'Etat statuant au contentieux « considérant d'une part que les conseils du travail, tels qu'ils ont été institués par ces décrets, sont essentiellement des organes d'information, qu'ils ne sont investis d'aucun pouvoir propre de décision et que leurs avis destinés uniquement à éclairer l'administration sur les mesures à prendre dans la limite de leurs attributions, ne sont pas obligatoires pour ces autorités, que le caractère purement consultatif des conseils du travail résulte tant des dispositions qui les instituent que des termes du rapport du ministre précédant le décret du 17 septembre 1900, confirmé par déclarations au cours de l'instance ; considérant, d'autre part, que par l'article 2-3° du décret du 17 septembre 1900, les conseils du travail sont chargés d'établir dans chaque région un tableau constatant le taux normal et courant du salaire et la durée normale et courante de la journée du travail, ils doivent le faire dans les formes prévues à l'article 3 des décrets du 10 août 1899, que ce décret n'est

qu'un nouvel élément d'information soumis à l'appréciation des établissements publics intéressés, et ne change rien aux attributions qu'elles ont reçues de ces décrets, qu'il suit de là que les décrets attaqués n'apportant aucun empêchement à l'entière application des lois du 21 mars 1884 et 27 décembre 1892, et les décrets du 10 août 1899, la Chambre requérante n'est pas fondée à prétendre qu'ils auraient été pris en violation des lois et règlements susvisés, que ces lois et ces décrets sont intervenus dans la limite des pouvoirs réglementaires du président de la République.

Décide : la requête de la Chambre syndicale des tramways et chemins de fer est rejetée » (1).

Très clair et précis, ce jugement fait tomber l'argument initial qui provoqua les protestations patronales et l'initiative de M. Bérenger.

1. Jugement du 12 mars 1904.

CHAPITRE III

LOI DU 17 JUILLET 1908 PORTANT CRÉATION DES CON- SEILS CONSULTATIFS DU TRAVAIL. — PROPOSITION BÉRENGER

L'opposition parlementaire du Sénat contre les décrets de M. Millerand en date du 17 septembre 1900 et 2 janvier 1901, s'est manifestée par un projet de loi présenté par M. Bérenger (1), projet renvoyé à la commission qui chargea M. Francis Charmes de le rapporter.

Dans son exposé des motifs (2), M. Bérenger soulève contre les décrets trois griefs principaux que nous allons résumer succinctement.

D'abord, l'illégalité des décrets, rendus sans l'avis préalable du Conseil d'Etat ; ensuite, il estime que les décrets dépassent la limite juridique qui leur est pro-

1. Le projet est signé par MM. les sénateurs : Bérenger, Franck-Chauveau, Prevet, Emile Labiche, Séblin, Denis, Eugène Guérin, Lavertujon.

2. Documents parlementaires. Sénat. Annexe, n° 198, p. 269 ; séance du 29 mars 1901.

pre : 1° parce qu'ils modifient une loi en vigueur (loi syndicale de 1884) et il estime que seul, le principe « que le décret gouvernemental est absolument compétent pour régler les difficultés pratiques résultant de l'application des lois existantes » échappe à toute contestation. Or, les susdits décrets modifient la loi de 1884⁵³ par la suite de droits électoraux accordés aux syndicats ; 2° Que le décret « ne saurait, sans excès de pouvoir, créer aucune institution de nature à influencer sur les conditions de la vie politique ou sociale du pays » ; 3° parce qu'ils accordent aux commissions instituées plus que des droits consultatifs en leur accordant aussi le droit « de constater le taux normal et courant des salaires, ainsi que la durée normale et courante de la journée de travail ; de délibérer sur les différends, sans doute individuels, qui pourraient leur être soumis ; et encore, d'intervenir comme conciliateurs ou comme arbitres dans les différends collectifs entre les patrons et leurs ouvriers ou employés ».

M. Bérenger s'attaque ensuite à la formation de ces conseils du travail. Constitués par moitié patrons et ouvriers, ces conseils seront élus par les seuls membres des syndicats, « combinaison arbitraire, autant que bizarre, car elle exclut, sans motifs, dans la plupart des professions, le plus grand nombre d'intéressés, les syndiqués n'étant, d'après M. Aynard, qu'une faible fraction du nombre total : un dixième ». D'autre part,

aucune condition n'étant imposée pour faire partie d'un syndicat, les femmes, les mineurs, les étrangers et les repris de justice eux-mêmes se trouvent appelés à la capacité électorale. En outre, « il est contraire au droit que les contestations ne puissent avoir d'autres juges que le préfet et le ministre ».

Les sénateurs signataires du projet estiment, qu'en employant cette voie (celle des décrets), le gouvernement s'est mépris sur l'étendue de ses pouvoirs et qu'il a, inconsciemment sans doute, empiété sur les droits du Parlement.

Voyons maintenant quelles sont les principales modifications que ce projet propose.

1° *Sur la composition des conseils.* — M. Bérenger analyse le système hollandais qui donne voix prépondérante au président du conseil. Mais pour respecter les conditions de la justice la plus élémentaire, ce système fait succéder périodiquement à la présidence chacun des éléments en présence. Il conclut à l'instabilité des décisions ainsi prises.

Les systèmes italien et suisse (Zurich) lui paraissent préférables à la condition toutefois qu'à côté de la représentation homogène et indépendante qu'il institue, se trouvât formée dans les mêmes conditions et pouvant de son côté faire entendre ses droits, une représentation patronale.

Cependant, M. Bérenger s'arrête à une solution terme : la combinaison de ces deux systèmes. Donc, « le con-

seil se composera comme suivant les décrets, en égales parties de patrons et d'ouvriers, mais il sera divisé en deux sections composées, l'une des seuls ouvriers, l'autre des seuls patrons. Les sections délibéreront séparément. Mais si leurs bureaux jugent la conciliation possible, elles se réuniront en conseil et chercheront à s'entendre. Rien ne s'opposera même à ce qu'elles puissent appeler un tiers arbitre pour les départager ».

2° *Sur le mode électoral des conseils.* — Il repousse les élections par les syndicats, pour les raisons indiquées plus haut et il estime qu'en ce qui concerne les patrons, les élections seront le plus souvent impossibles, la plupart des industries n'ayant pas à l'heure actuelle des syndicats. La formule de M. Bérenger consiste dans l'application du système électoral prud'hommal aux conseils de travail. Ce système aura, d'après lui, l'avantage de présenter un ensemble de règles sur l'âge, la durée de l'exercice de la profession, l'indignité, etc. Toutefois en ce qui concerne les patrons, cette application il ne l'accueille qu'avec réserve, ceux-ci n'étant pas toujours susceptibles — comme les ouvriers, très nombreux, — de former un corps électoral sérieux. Aussi il a paru sage à M. Bérenger, pour le cas où l'application de la règle générale serait jugée impossible, d'emprunter quelques dispositions à la loi belge, en y faisant quelques retouches. Alors, il inscrit dans son projet que, lorsque le nombre des électeurs patrons existant dans la circonscription sera égal ou inférieur à celui des

membres qui doivent composer le conseil, tous seront membres du conseil. Il leur accorde la faculté de se compléter entre eux en désignant, soit des ingénieurs ou employés supérieurs attachés à la direction de leurs établissements, soit des patrons appartenant à la même industrie ou à des industries similaires dans les circonscriptions voisines. Seront électeurs, en cas de sociétés anonymes, en même temps que les directeurs, les membres des conseils d'administration.

3° Sur le nombre, circonscription des conseils et la durée de leurs pouvoirs : Le nombre des membres des conseils reste celui déterminé par les décrets Millerand. Le projet diffère des décrets sur la question de l'étendue des circonscriptions. M. Millerand accorde aux conseils une région industrielle délimitée par le décret même d'institution du conseil. M. Bérenger le limite à une ville ou à un arrondissement. La durée des pouvoirs sera de quatre ans ;

4° Sur les limites de la compétence et la dissolution :

Les conseils du travail ne seront que consultatifs et ne pourront donner que des avis. Il leur est particulièrement interdit d'aborder des discussions politiques ou religieuses. Toute résolution qui dépasserait les limites des attributions prévues sera annulée. Si le conseil persiste à sortir de son rôle légal, il pourra être dissout, après avis préalable.

II

Le projet de la Commission (1)

Le projet de M. Bérenger fut renvoyé à la commission. Celle-ci élut M. Francis Charmes comme rapporteur. C'est en cette qualité que M. Charmes présenta au Sénat dans la séance du 19 décembre 1901, un projet de loi qui diffère de celui de M. Bérenger par quelques points de détails.

Le rapporteur déclare au nom de la commission (2) s'associer au principe de la constitution de conseils de travail qui répondent à des nécessités évidentes. Seulement il entend leur créer une vie propre, pour qu'ils ne fassent pas double emploi, avec les syndicats ; ils doivent être autre chose que ceux-ci et doivent prendre leur source de vie ailleurs.

L'argumentation du rapporteur est prise entièrement — sauf sur quelques points de détails que nous allons indiquer — dans l'exposé des motifs de M. Bérenger.

Comme lui il estime que les décrets Millerand sont

1. La commission se compose de : M. Bérenger, président ; Francis Charmes, secrétaire ; Paul Strauss, Emile Labiche, Charles Prevet, Eugène Guérin, Fougère, Gustave Denis, Expert-Bezançon.

2. Documents parlementaires. Sénat. Annexe 462. Séance du 19 décembre 1901, p. 453.

illégaux, sans toutefois apporter d'autres arguments que ceux énoncés dans le projet d'initiative parlementaire ; il avoue même que « sans doute, il n'existe pas de ligne de démarcation nette et tranchée entre ce qui peut être fait par un décret et ce qui peut être fait par une loi ». D'où il résulte que l'illégalité présumée reste une objection personnelle, non appuyée sur un fait juridique. Cependant, après avoir rappelé que « le décret n'a pas le droit de modifier les lois existantes » ni de créer une institution de nature à influencer sur les conditions de la vie politique et sociale d'un pays, M. Francis Charmes insiste sur un autre aspect de la question, touchant cette même illégalité. Il se demande ce qu'il faut penser des attributions accordées aux conseils. Sont-elles, en effet, purement consultatives ? Il y répond catégoriquement par la négative étant donné qu'il rentre dans les attributions des conseils de travail (décret, 2 janvier 1901, § 3 et 4) : 1° « d'établir dans chaque région, pour les professions représentées dans le conseil, et autant que possible en provoquant des accords entre syndicats patronaux et ouvriers, un tableau constatant le taux normal et courant des salaires et la durée normale et courante de la journée de travail » ; 2° de rechercher et signaler aux pouvoirs publics les mesures de nature à remédier, le cas échéant, au chômage des ouvriers de la région. M. Charmes ajoute aussi « les attributions qu'ont les conseils, ou qu'ils pourront avoir par la suite, pour aider au règlement, par voie d'arbi-

trage et de conciliation des conflits privés ou collectifs qui s'élèveront dans le monde du travail ».

Plus loin, M. Charmes discute le système électoral des décrets. Il récusé le système qui accorde les droits électoraux aux seuls syndicats : il repousse aussi l'idée de transférer ces droits, individuellement aux ouvriers syndiqués et il donne comme raison de son refus l'incompatibilité du droit électoral avec la qualité de mineur, repris de justice, etc. Quant au système indiqué par M. Béranger (élections prud'hommales) M. Charmes estime qu'une modification de cette loi est en cours de discussion et que par conséquent on ne peut s'en servir avant que la nouvelle loi n'ait été votée par le Parlement. Aussi, conclut-il, au nom de la commission, en faveur de l'application du principe du suffrage universel : « Pour être électeur aux conseils de travail, il faut être inscrit sur les listes électorales politiques. » Devront, en plus, avoir exercé effectivement leur profession pendant deux ans : directeurs et chefs de service, contre-maitres et ouvriers. Seuls, les patrons sont exempts de cette exigence en raison des grands intérêts matériels renferme que la seule création de leur industrie. Le rapporteur défend encore une exception pour les femmes : Elles seront électeurs et éligibles si elles n'ont pas subi des condamnations qui entraînent chez les citoyens la perte de leurs droits politiques.

Le rapporteur fixe ensuite la composition du conseil et son fonctionnement. Le conseil se composera d'un

nombre égal de patrons et d'ouvriers. Il fonctionnera en deux sections séparées, avec faculté de se réunir en séance plénière chaque fois que les deux bureaux croiront à la possibilité d'un accord à intervenir ou sur la demande du gouvernement.

Leurs attributions restent purement consultatives et consisteront : « A donner des avis, à répondre à des demandes d'enquête, enfin à servir d'organes, dans leurs rapports, au capital et au travail. »

Le rapport de M. Francis Charmes ayant été présenté après les premières élections aux conseils de travail qui eurent lieu en septembre et en octobre 1901, le rapporteur en a profité pour en analyser les résultats.

Il constate que des abstentions nombreuses se sont produites. Aux chiffres donnés par M. le ministre du Commerce et de l'Industrie (47 0/0 des patrons et 70 0/0 d'ouvriers ont pris part aux votes), il oppose des chiffres recueillis auprès des syndicats. Il résulte qu'il y a eu beaucoup plus de trois quarts d'abstentions du côté patronal (98 syndicats votants sur 462) et un peu moins de la moitié du côté ouvrier (286 syndicats votants sur 467). La proportion serait donc, en négligeant les fractions : 21 0/0 pour les patrons et 58 0/0 pour les ouvriers.

M. Charmes croit que les abstentions sont dues en partie au système électoral très compliqué : chaque syn-

dicat patronal possède une voix par groupe de dix membres ; les syndicats ouvriers ont une voix par vingt-cinq membres. L'opération électorale se passe de la manière suivante : Le mandataire du syndicat se présente. Aucune condition n'est requise de lui. Il dépose entre les mains du président un bulletin portant les indications suivantes : nom de l'association, nom des candidats choisis par elle, date et lieu où s'est tenue l'assemblée générale ayant désigné ses candidats, signature d'un secrétaire et d'un administrateur de l'association certifiant l'exactitude de ces mentions. A ce moment, le président intervient et inscrit sur le bulletin, en présence du mandataire, le nombre de suffrages attribués à l'association par la liste électorale définitive communiquée au bureau par le préfet.

D'après M. Charmes, c'est dans la constitution de ces listes électorales définitives que le vice de forme éclate. Quelle en est la base ? Quel moyen de contrôle l'administration possède-t-elle sur la sincérité du nombre des membres composant un syndicat ? La loi n'oblige pas ceux-ci à le déclarer, et les syndicats préfèrent cacher la situation vraie, pour ne pas faire à ses membres effectifs le tort de montrer publiquement le peu d'importance qu'il peut avoir dans la défense de ses intérêts corporatifs en raison de la minorité qui le compose. En outre, on entre et on sort du syndicat à volonté, on n'y entre même que pour faire corps électoral, sans même

avoir l'obligation d'appartenir effectivement à la corporation. Il ne faut pas oublier non plus qu'on peut faire partie d'un nombre illimité de syndicats : la loi de 1884 ne s'y oppose point.

De telle sorte, que la physionomie des conseils de travail est faussée naturellement à sa base. Et M. Charmes cite les premiers conseils de travail constitués :

« Deuxième conseil, deuxième section (grosse industrie mécanique et chaudronnerie). — Sur vingt-quatre syndicats patronaux, un seulement a voté, et c'est celui de l'industrie des cycles. Il en résulte que les industries métallurgiques sont actuellement représentées par un placier en caoutchouc représentant une maison anglaise, un émailleur de tubes de bicyclettes, et un fabricant de grelots, toujours pour bicyclettes. Sur vingt-huit syndicats ouvriers, douze seulement ont pris part au scrutin. » Le rapporteur de la commission cite encore le troisième et le huitième conseil et déclare qu'il serait facile, mais peu utile, de multiplier les exemples. La non-sincérité du nombre des votants et la possibilité de fausser la constitution des conseils qui cessent ainsi de correspondre au but réel qu'on a poursuivi en les créant. Voilà les objections de M. Francis Charmes.

En montrant tous les vices qu'il croit trouver aux institutions issues des décrets Millerand, M. Francis Charmes propose, au nom de la commission au Sénat, un projet de loi en dix articles portant sur la création

de conseils consultatifs du travail. Ce projet, légèrement modifié par le Sénat, devint à la Chambre des députés — six ans plus tard — le projet du gouvernement. Il devint loi le 17 juillet 1908.

Il est nécessaire de relever ici les propositions qui ont été présentées par M. le ministre du Commerce et de l'Industrie devant la commission. Elles sont au nombre de trois :

1^o Faire fonctionner successivement les modes de suffrage : celui des syndicats électeurs, tel qu'il est organisé par les décrets du gouvernement ; et celui de tous les intéressés, conformément aux propositions de la commission ; chacun de ces corps électoraux élirait la moitié de chaque section ;

2^o Dresser des listes comprenant à la fois les individus et les syndicats : l'une, les patrons et les associations patronales ; l'autre, les ouvriers et les associations ouvrières. Dans ce système, comme dans le premier, les associations voteraient avant ou après les électeurs individuels, ceux-là, d'après le mode institué par les décrets, ceux-ci d'après celui de la proposition de loi ; ils pourraient effectivement fonctionner à côté l'un de l'autre ;

3^o Les non-syndiqués auraient un vote, les syndiqués en auraient deux ; toutefois, ils devraient faire la preuve de leur participation au syndicat. Un règlement d'administration publique déterminerait la nature de cette

preuve : ce serait, par exemple, la quittance d'une cotisation effectivement versée.

A ces trois modes de suffrage la commission objecte.

Pour la première, les membres des syndicats se trouveraient, en fait, voter deux fois ; une première par leur participation au vote direct des syndicats et une seconde par leur vote individuel.

Pour la seconde : là encore, les membres des syndicats continueraient à voter deux fois. La matière électorale serait distribuée d'une manière un peu différente ; le procédé et le résultat resteraient les mêmes.

Pour le troisième : ce dernier système aurait, aux yeux de M. le ministre du Commerce, l'avantage de pousser les patrons et les ouvriers à se syndiquer. Il rencontrerait peut-être de la résistance parmi les syndicats ouvriers qui, n'y étant d'ailleurs pas obligés par la loi, n'ont jamais voulu jusqu'ici faire connaître les noms de leurs membres ; mais il pourrait être utile de les y amener, afin de les habituer aux mœurs de la liberté et de la publicité. Mais cette troisième formule présente aux yeux mêmes de M. le ministre du Commerce un inconvénient, en ce qu'elle substituerait, a-t-il dit, à la volonté directe des syndicats les volontés éparpillées des syndiqués.

La commission s'est refusée à accepter aucune des trois formules. Fidèle à l'esprit anti-syndical qui l'anime elle estime que ce serait accroître la puissance syndicale que d'accorder une voix double aux syndiqués.

III

Débats parlementaires. — Sénat

Le projet de la commission portant création d'une institution de *conseils consultatifs de travail*, projet rapporté par M. Francis Charmes, vint en discussion en séance publique le 7 novembre 1902 (1). Le premier qui y prit la parole fut M. le sénateur Strauss.

Il commence par défendre la parfaite légalité des décrets Millerand, et conteste l'affirmation de la commission qu'ils modifient, dans leurs esprits ou en fait des lois existantes. En plus, il estime que les conseils de travail institués par les décrets du 17 septembre 1900 et 2 janvier 1901 n'ont que des attributions consultatives ; les attributions à caractère obligatoire sont l'objet de propositions de lois non encore rapportées. Ce n'est qu'au moment de leur discussion en séance publique que le Sénat pourra donner son assentiment à telle ou telle autre formule. Le Sénat n'a donc qu'à attendre. Le système électoral établi par les décrets mentionnés lui paraît aussi être le plus conforme aux nécessités qui ont amené le ministre à créer les conseils de travail. Ce mode de suffrage a l'avantage de raffer-

1. *Journal Officiel*, 8 nov. 1902.

mir l'autorité des syndicats, autorité qui se trouve, par suite, répercutée sur les conseils, mieux qualifiés ainsi pour accomplir leur mission. Mais il lui semble qu'il faut faire une part très large aux électeurs prud'hommaux qui représentent les forces non syndiquées. Il combat la proposition de la commission concernant la constitution des conseils en sections patronales et ouvrières délibérant séparément. Cela n'est ni logique ni utile. La création des conseils part du sentiment de la nécessité reconnue de produire un organe consultatif qui concilie et apaise les conflits individuels et collectifs par des rapprochements constants des patrons et des ouvriers. Or, c'est prolonger la méfiance jusque dans le sein du conseil que de ne pas l'obliger à délibérer en séance plénière. Et M. Strauss termine en affirmant qu'en réalité, dans tout ce débat, ce que l'on poursuit, ce qu'on tend à amoindrir, c'est l'esprit syndical ! » et il demande au Sénat de faire confiance à la classe ouvrière.

M. Francis Charmes (1) succède à la tribune à M. Strauss. Il commence par attaquer vivement la légalité des décrets Millerand. Il lui semble qu'on s'est empressé de faire, par une voie détournée, et, certainement impropre, étant donné l'importance de l'institution qu'on a créé, ce qu'on « n'aurait même pas pu faire par une loi ». Il appuie sa démonstration sur le fait

1. Séance du 11 nov. *Journal Officiel*, 12 nov. 1902.

suivant : le Sénat avait pris en considération le projet de M. Béranger à la veille même des grandes vacances de 1901 ; or, dès le lendemain, 16 juillet 1901, M. le préfet de la Seine, certainement inspiré par M. le ministre du Commerce, a convoqué les électeurs de Paris pour procéder à la création des conseils. Il croit qu'il aurait été, au moins, plus préférable de remettre cette opération à plus tard et laisser le Sénat résoudre lui-même la question qu'il avait faite sienne.

Le rapporteur continue son discours sans verser aucun élément nouveau dans le débat ; il se contente de rééditer sous une forme plus développée et plus large l'ensemble de l'argumentation de son rapport.

Prenant prétexte d'une proposition de loi — la première — qui fut déposée sur le bureau de la Chambre en 1895 par M. Mesureur, — projet portant création de conseils de travail, le rapporteur cite : « Nous voyons que l'expérience syndicale qui se poursuit depuis plus de dix ans n'est arrivée qu'à ce résultat : l'organisation de la lutte, et que jamais cette institution n'a été comprise en vue de l'entente ou de la conciliation ; et alors, constatant ce fait, nous disons qu'il y a pour le législateur un devoir nouveau qui s'impose : il a le devoir d'intervenir encore une fois dans la lutte par l'établissement de certaines institutions qui adoucissent les conditions de la lutte. » La conclusion que tire le rapporteur est que, le syndicat professionnel étant une

arme de guerre, les conseils de travail pourraient devenir un moyen de paix. Mais il lui semble que de cette conception des conseils de travail, certaines conséquences découlent ; il les a tirées avec une logique qui le met en opposition avec les décrets de 1900 et 1901. « Nous voulons, dit-il, qu'après avoir bataillé par l'intermédiaire de leurs syndicats, les patrons eux-mêmes et les ouvriers eux-mêmes se mettent d'accord, si c'est possible, au moyen de délégués directs, et l'auteur des décrets confie ce soin aux délégués des troupes armées. » D'où il conclut que la commission est d'avis que les conseils de travail doivent avoir une origine autre que l'origine syndicale et ne pas se confondre avec ceux-ci, sans quoi, cela ferait deux institutions faisant double emploi et empiétant l'une sur les obligations de l'autre.

Le rapporteur s'attaque ensuite aux attributions des conseils. Il dit que les conseils sont appelés parfois à prendre des initiatives très actives, soit au point de vue du taux normal des salaires, soit au point de vue de la durée de la journée de travail, dans des conditions telles, que sous prétexte de constater une situation, ils arriveront à la déterminer et à l'imposer. Cela fait déjà une attribution qui ne rentre plus dans l'ordre purement consultatif. Mais de même que les décrets ont porté atteinte à la loi sur les syndicats professionnels, ils portent atteinte à la loi sur la conciliation et

sur l'arbitrage. Il constate que cette loi, vieille de dix ans, est déclarée insuffisante. Soit qu'on la modifie dans le sens indiqué par l'expérience, qu'on fasse une loi nouvelle ; mais il n'est pas admissible qu'on en modifie les organes par voie de décrets.

Mais il y a, d'après le rapporteur, chose plus grave. D'où, dans les décrets, les conseils sont autorisés à servir de conciliateurs ou arbitres, lorsque les parties en conflits feront appel à eux, cette faculté se trouve tout de suite aggravée, amplifiée par la circulaire du 25 février 1901 qui dit que « les conseils du travail pourront dès maintenant faire fonction d'arbitre pour l'application de la loi sur l'arbitrage, et qu'en cas d'échec des comités constitués par cette loi ils auront l'autorité nécessaire pour offrir leurs bons offices et aider à la solution du conflit ». Les conseils sortent ainsi de leur rôle *d'attente* pour prendre une *initiative*.

Le rapporteur de la commission rappelle encore que M. Millerand, comme ministre d'abord, comme député ensuite a déposé et repris un projet de loi sur le règlement amiable des différends relatifs aux conditions du travail, ou, comme on l'appelle dans le langage courant : *Projet sur la grève et sur l'arbitrage obligatoire*. Il en discute la teneur, fouille la pensée plus développée cette fois de l'auteur des décrets, afin d'appuyer encore sa démonstration. Mais il convient de constater que ce projet se trouve encore à l'heure qu'il est à l'état de projet, et que par conséquent le verser dans ce

débat serait pour le moins prématuré sinon excessif.

Le rapporteur finit par demander au Sénat au nom de la commission de voter les dix articles du projet sur les *conseils consultatifs de travail*.

Le ministre du Commerce, M. Trouillot, commence par affirmer la parfaite légalité des décrets de 1900 et 1901. Cette légalité posée en principe, il estime qu'il n'est pas admissible qu'on puisse discuter à ce sujet l'opinion de la commission, étant donné que le différend est pendant devant le Conseil d'Etat et ce serait influencer sur sa décision en instituant un débat avant qu'il ne se soit prononcé.

Au reste, le ministre se déclare partisan d'une loi régissant les matières qui font l'objet des décrets mentionnés, la loi étant plus précise et plus ample dans ses détails. Mais il se sépare nettement de la commission sur deux points principaux ; la base électorale des conseils et leur constitution en sections séparées.

Le système du suffrage universel préconisé par la commission ne lui paraît pas admissible en raison de l'expérience qui a été faite en Belgique. La faiblesse et le mauvais fonctionnement des conseils de travail dans ce pays est due particulièrement à la façon dont le corps électoral a été constitué. Le gouvernement se rallie à l'amendement de M. Strauss à l'article 5 :

« Les conseils consultatifs sont élus au scrutin de

1. Séance du 13 novembre. *Journal officiel* du 14 novembre 1902.

liste et par représentation proportionnelle. Sont électeurs les associations professionnelles constituées en conformité de la loi du 21 avril 1884. Des représentants des conseils de prud'hommes fonctionnant dans la région sont appelés, dans les conditions fixées par le décret d'institution, à faire partie des sections correspondant à la profession exercée par eux. Les conseillers prud'hommes doivent former la moitié de l'effectif de la section toutes les fois que cela est possible. »

« Vous pouvez regretter, dit le ministre, qu'il n'y ait pas en pareille matière d'autre force organisée que les syndicats ; mais c'est là un fait, et il nous conduit à cette conséquence que l'on ne peut songer à donner aux conseils du travail une origine autorisée en dehors des syndicats. Vouloir agir en dehors d'eux, dans une matière semblable, c'est se condamner à faire une œuvre vaine. »

En ce qui concerne la constitution des conseils, nous allons reproduire intégralement les paroles du ministre. Partant de ce que les sections devront délibérer séparément, il dit :

« De telle sorte que la première chose que vous faites vis-à-vis de ces conseils que vous instituez pour débattre en commun des intérêts communs, c'est de les obliger à des délibérations séparées. On a inventé la formule : « Diviser pour régner » ; mais on n'avait pas encore imaginé celle-ci : « Diviser pour réunir ».

« Eh bien, j'estime que ce n'est pas par la division qu'il faut commencer quand on veut aboutir à l'union ; que le chemin est mauvais pour y parvenir.

« Contraindre les deux fractions rivales à s'enfermer tout d'abord derrière des cloisons séparées ; ne leur permettre de s'aboucher que lorsqu'elles se seront formé un parti-pris sur les questions à débattre, j'ai idée que cela ne contribuera pas à faire disparaître les conflits, et je voudrais insister pour que la commission consentit sur ce point à modifier son texte. »

Tel est le sentiment du gouvernement.

Le ministre fait encore remarquer qu'il résulte d'une déclaration du rapporteur, que, appelés par les parties, les conseils pourront servir de conciliateurs ou d'arbitres. On leur accorde ce droit ; on ne pourrait pas ne pas le leur accorder, car se serait, non pas limiter les attributions du conseil, mais limiter les droits des citoyens de choisir pour la défense de leurs intérêts tels arbitres qu'ils leur plairaient.

Mais la question n'est pas là ; elle est ailleurs. Et le ministre l'indique.

Les conseils auront-ils le droit d'offrir leurs bons offices en matière de conciliation et d'arbitrage.

La commission, par le fait de s'être émue d'une phrase contenue dans une circulaire de M. Millerand encourageant les conseils du travail à offrir leur arbitrage, montre son arrière-pensée. « N'est-ce pas là, en vérité, au moment où vous créez les conseils de travail,

faire preuve envers eux d'une singulière méfiance ? Tant de précautions, tant de réserves dans le titre des conseils nouveaux, dans les facultés, même si légiti-mes, si louables qu'il conviendrait de leur laisser, ne sont-elles pas en contradiction avec l'idée même de leur création ? Remarquez qu'on ne trouve nulle part l'exemple d'une défiance pareille dans les lois analo-gues. Il y a des conseils de travail en Belgique, en Hol-lande ; ils sont établis sur les bases électorales que vous proposez ; et dans ces pays, la loi dit, en termes exprès, que les conseils pourront être des instruments d'arbitrage. J'aurai voulu que cela fut également exprimé dans notre loi et il importe que, tout au moins, les déclarations du rapporteur ne puissent prêter à aucune espèce d'équivoque et d'obscurité. »

En ce qui concerne la situation de fait créée par les décrets, le ministre dit que les chiffres donnés par M. Charmes sont loin de correspondre avec la réalité. Mais, même si l'on admettait l'exactitude des chiffres donnés par le rapporteur, encore faudra-t-il savoir à quoi sont dues les abstentions qui se sont produites. Elles sont dues à l'agitation créée autour des décrets et un peu au recours introduit devant le Conseil d'Etat. Et, si celui-ci se prononce en faveur des décrets, qui pourrait affirmer que les abstentions ne diminueraient d'une manière sensible ? Mais le ministre tient compte des abstentions et il affirme que, proportionnellement, les abstentions aux élections pour les conseils de tra-

vail sont inférieures aux abstentions qui se produisent aux élections prud'hommales ou celles pour la Chambre de commerce. Il donne des chiffres : en 1899 à Paris 14 0/0 seulement des électeurs ont prit part à la nomination des conseils de prud'hommes. En 1898, sur divers points du territoire, à Nancy, Grenoble, Chambéry, Quimper, Montpellier, la moyenne est descendue à 7, 6, 5, 4, 3 et même 2,7 0/0 des électeurs. En regard, les chiffres donnés par M. le rapporteur (48 0/0 pour les ouvriers et 21 0/0 pour les patrons) pourraient, surtout dans les conditions si défavorables que l'on ne peut méconnaître, donner une indication absolument opposée à celle qu'on en veut tirer.

Le ministre termine : « Je demande au Sénat, qui veut créer les conseils du travail, de leur assurer une action vraiment bienfaisante et féconde et d'en faire, par une organisation appropriée à leur but, un instrument de progrès et un moyen de pacification sociale. »

Le rapporteur, dans sa réplique au ministre, maintient intégralement le point de vue d'abord exposé au nom de la commission et fait une déclaration au sujet de l'attribution de conciliateurs ou arbitres. Il déclare que « les conseils ne pourront pas offrir leurs services, ils devront attendre qu'on les leur demande. C'est la règle que j'impose aux conseils du travail. S'ils offrent leurs bons offices, comme M. Millerand semblait le leur conseiller dans sa circulaire du 25 février 1901, je

crains qu'ils n'essayent de passer, et cela assez vite, de l'offre à l'injonction ».

Il termine en demandant au Sénat de voter les dix articles du projet de la commission sans modification. La discussion générale est close.

Dans la discussion par article, des amendements sont présentés par M. Strauss à l'article 2 et 5. A l'article 2 il demande la suppression de la phrase : « Elles délibèrent séparément ». Après discussion, il demande qu'il soit ajouté : « peuvent ». L'amendement est voté et le texte, définitif est ainsi conçu : « Elles peuvent délibérer séparément ».

L'article 5 de la commission est conçu ainsi qu'il suit :

Art. 5. — Sont électeurs, à la condition d'être inscrits sur la liste électorale politique :

Pour la section patronale :

1° Tous les patrons exerçant une des professions fixées par le décret d'institution ;

2° Les directeurs et les chefs de service appartenant à la même profession et l'exerçant effectivement depuis deux ans.

Pour la section ouvrière :

Tous les ouvriers et contremaîtres appartenant à la même profession et l'exerçant effectivement depuis deux ans.

Sont éligibles les électeurs de la section âgés de vingt-cinq ans accomplis.

Les femmes françaises ayant l'exercice de leurs droits

civils, non frappées de condamnations entraînant la perte des droits politiques et résidant dans la commune depuis six mois au moins, sont électeurs à vingt et un ans et éligibles à vingt-cinq ans accomplis, après deux ans d'exercice effectif de la même profession.

Pour la composition des listes, les opérations électorales et les recours dont elles peuvent être l'objet, il sera procédé conformément aux règles en vigueur pour les conseils de prud'hommes.

L'amendement de M. Strauss à l'article 5 porte :

Art. 5. — Les conseils consultatifs de travail sont élus au scrutin de liste et par la représentation proportionnelle de la manière suivante :

Sont électeurs les associations professionnelles constituées en conformité de la loi du 21 mars 1884, ayant effectué les dépôts prescrits par l'article 4 de ladite loi. Ces associations disposent : dans la section patronale, une voix par dix membres ou fractions de dix membres, patrons ou assimilés, exerçant dans la circonscription une profession inscrite au conseil ; dans la section ouvrière, une voix par dix membres ouvriers ou employés exerçant dans la circonscription une profession inscrite au conseil.

Sont éligibles les Français de l'un ou l'autre sexe âgés de vingt-cinq ans, au moins, domiciliés ou résidant dans la circonscription de cette section, non déchue de leurs droits civils ou civiques, appartenant ou ayant appartenu pendant dix ans comme patron employé ou ouvrier à l'une des professions inscrites au conseil.

Les représentants des conseils de prud'hommes fonctionnant dans la région sont appelés dans les conditions fixées par les décrets d'institution, à faire partie des sections correspondant à la profession exercée par eux.

Les conseillers prud'hommes doivent former la moitié de l'effectif de la section toutes les fois que cela est possible.

Ils sont désignés : les patrons, par les votes des prud'hommes patrons ; les ouvriers, par les votes des prud'hommes ouvriers de chaque conseil représenté.

Les mesures d'application du présent article sont déterminées par arrêté ministériel.

M. Strauss défend son amendement. Il estime que le mode de suffrage le meilleur est celui qu'il indique, car il accorde des voix à tous les intéressés y compris les non-syndiqués représentés dans les conseils du travail par les conseillers prud'hommes. La représentation des non-syndiqués est faite par un mode de suffrage au second degré, mais ce n'est pas une raison pour le discréditer. Par conséquent, syndiqués ou non-syndiqués, que cela soit par la forme syndicale ou par l'élection à laquelle ils concourent pour les conseillers des prud'hommes, ont leur part dans la représentation des conseils du travail. L'expérience faite par la Belgique et la Hollande est concluante quant au mode de suffrage préconisé par la commission.

Le ministre soutient l'amendement Strauss, lequel est combattu par M. Denis et Prévot. Ceux-ci rééditent simplement l'argumentation déjà produite par le rap-

porteur de la commission. Ils semblent, dans leur préoccupation de voir rejeter l'amendement Strauss, montrer une méfiance beaucoup moins atténuée que celle du rapporteur contre le mouvement syndicaliste.

L'amendement est rejeté ; l'article 5 et les suivants sont votés sans modification.

IV

Chambre des députés

La Chambre des députés ne fut saisie du projet voté par le Sénat que le 12 juin 1906 (1), c'est-à-dire quatre ans après le vote de la Haute-Assemblée.

La commission du travail présidée par M. Millerand (2) accepta dans son intégralité la teneur du projet sénatorial et chargea M. Dron de le rapporter.

Dans son rapport, M. Dron, après avoir fait un succinct historique de l'origine parlementaire des conseils du travail laquelle remonte à l'année 1892, remarque les lenteurs que l'Assemblée-Haute ainsi que la commission de la Chambre, mirent à voter la loi. Il semble

1. Rapport de M. Dron, 30 juin 1908.

2. La commission était composée de MM. Millerand, président ; Colliard, Chambon, vice-président ; Abel Bernard, Justin Godard, Zévaès, Normand, secrétaires ; Dron, Sarrazins, Cosnand, Jaurès, Charles Benoist, Guillemet, Pierre Poisson, Roblin Bonnevoy, Groussier, Dubief, Henri Michel, Cazeneuve, Allemane, Gervais, Brunard, Charronat, Charles Deloncle (Seine), Paul Constans (Allier), Merle, François Fournier, Méquillet, Déjeante, Buyed, Perronnet, René Renoult.

qu'il y avait là comme une entente tacite, afin de permettre aux décrets de 1900 et 1901 de produire tout leur effet, puisqu'ils étaient toujours en vigueur, comme cela résulte nettement d'un arrêt du Conseil d'Etat jugeant au contentieux, à la suite d'un recours formé par un syndicat patronal pour excès de pouvoir (19 févr. 1904).

Le problème ainsi posé, la commission s'est demandée s'il valait mieux laisser les choses en état, les décrets restant en vigueur, ou rapporter le projet du Sénat. Et dans ce cas, convenait-il de l'adopter purement et simplement ou y incorporer, par voie d'addition, une partie des dispositions des décrets? La déférence due au Sénat ne permettait pas de passer sous silence le débat institué par lui; d'autre part, le Sénat ne pouvait pas craindre de la part de l'auteur des décrets, aujourd'hui président de la commission du travail un procédé de surprise, car il était moralement couvert. La commission décida de rapporter le projet.

M. Dron constate que la Chambre se trouve en désaccord partiel sur le fond avec le Sénat; le désaccord n'existe que dans les nuances et surtout « dans le procédé de nomination de ces conseils ». Le rapport de M. Francis Charmes a parfaitement élucidé ces points et la commission propose unanimement l'adoption intégrale du texte du Sénat.

Néanmoins, M. Dron donne quelques indications sur les divergences de vues d'ordre secondaire.

Le ministre avait tracé, dans ses décrets, la tâche des

conseils qui devaient, entre autres, devenir des médiateurs autorisés en cas de conflits et servir d'arbitres.

Le Sénat a vu un inconvénient à ce que ces attributions soient précisées.

Le rapporteur de la Chambre estime que dans la généralité des termes composant le texte du Sénat se trouve tout ce que le ministre avait voulu mettre dans ses décrets, sauf l'indication formelle. Il ajoute : « Il nous suffit que tout cela y soit en germe. »

« La principale divergence entre la commission sénatoriale et le ministre, auteur des décrets, la seule pourrait-on dire, est relative au mode de nomination des conseils du travail. » Le rapporteur de la Chambre ne discute point les différents modes de suffrage suggérés, puisque la commission du travail de la Chambre, voulant, avant tout, aboutir à bref délai, accepte, sur ce point comme sur tous les autres, le texte élaboré et voté par le Sénat.

La discussion générale (1) est ouverte par une brève intervention de M. Adigard, lequel constate que le projet présente à ses yeux certaines lacunes, notamment en ce qui concerne le rôle qu'auraient dû jouer ces conseils consultatifs en matière d'arbitrage. Mais ces déficiences ne lui apparaissent pas telles à motiver une longue discussion, dont le premier inconvénient serait de retarder le vote de la loi dont il est partisan. Il donne

1. Séance du 9 juillet. *Journal officiel* du 10 juillet 1908.

donc son assentiment, se réservant de demander à l'avenir des modifications si l'expérience en démontre la nécessité.

Puis, c'est le tour de M. Hector Dépasse.

Il se plaint d'être dans l'obligation de présenter la même observation que lors du projet de loi sur la réglementation du travail : « Nous sommes saisis d'une manière presque inopinée, le rapport n'a été distribué que l'avant-veille et nous sommes, par ce fait, dans des conditions inférieures, bien fâcheuses, pour donner à cette discussion toute l'importance qu'elle mériterait. »

L'orateur constate que notre politique économique et sociale est en retard cependant que les faits sociaux ont évolué considérablement. Cela ne doit pas nous obliger à créer à la hâte des conseils du travail qui ne seraient qu'un leurre.

Il rappelle dans quelles conditions le Sénat a voté la proposition de loi soumise à la Chambre. Le ministre d'alors, M. Millerand, fatigué d'attendre le vote de ces lois, avait trouvé plus expédient de statuer par décrets. C'est pour protester contre ces décrets que le Sénat a élaboré la proposition de loi. M. Dron affirme qu'entre le texte du Sénat et celui des décrets, les différences sont secondaires. C'est une grave erreur. Il y a des différences fondamentales. M. Millerand avait mis dans les décrets « des droits très positifs, l'arbitrage, la conciliation, une influence très certaine et très efficace sur les choses du travail, sur les rapports des ouvriers et

des patrons ». Tout cela a disparu. Ce ne sont plus « des conseils permanents du travail » mais « des conseils consultatifs, officieux ou officiels sur lesquels les préfets exerceront leur contrôle ». Sur tous ces points le texte du Sénat lui paraît inacceptables. Il dit « qu'il faut créer des conseils du travail qui aient quelque raison d'être, quelque autorité, quelque vertu morale et sociale ». Les conseils du travail qu'on propose à la Chambre « n'ont aucune importance et aucune valeur ». Il ne croit pas que la Chambre puisse accepter le texte du Sénat sans modification à moins de vouloir se leurrer.

M. Millerand, président de la commission du travail, réplique.

Il déclare ne pas pouvoir en vouloir à M. Dépassé pour l'ardeur qu'il met à défendre les décrets de 1900 et 1901. Il veut seulement expliquer à la Chambre pourquoi — sans renoncer à aucune de ses idées et à la méthode, qu'il considère toujours comme la seule applicable en matière sociale — il peut demander l'adoption de la proposition de loi adoptée par le Sénat.

« Il n'y a, dit-il, qu'une seule différence, mais considérable entre le texte du Sénat et celui des décrets : c'est celle qui touche au mode d'élection des conseils. En effet, les décrets disposaient que ces conseils consultatifs de travail seraient élus par les syndicats patronaux et ouvriers. C'est encore mon avis et je considère encore que l'élection des conseils de travail par les syndicats ouvriers et patronaux est infiniment supérieure à l'élec-

tion par le suffrage universel que le Sénat a préférée. »

Seulement, M. Millerand tient compte des faits. Ses successeurs, tenus par la proposition du Sénat, n'ont plus appliqué les décrets depuis 1902. Car il n'y avait pas d'autre obstacle. La légalité des décrets avait été reconnue : le Conseil d'Etat affirmait qu'ils avaient été pris dans la plénitude des pouvoirs ministériels.

Et c'est précisément parce qu'il est convaincu de l'utilité des conseils du travail qu'il passe par-dessus la dissidence relative au mode de suffrage et admet qu'on peut tenter l'expérience des élections au suffrage universel, quitte, ainsi que le faisait remarquer M. Adigard, à demander plus tard la revision de la loi dans son sens, qu'il continue à croire préférable.

Mais la critique de M. Depasse ne porte pas sur ce point, Il a déclaré être partisan des conseils du travail à condition qu'ils puissent faire quelque chose ; et il ne lui paraît pas que le texte du Sénat corresponde, dans l'ampleur nécessaire du problème, avec ce qu'on attend de lui. Mais M. Millerand n'en convient pas et pour prouver la parfaite analogie d'idées entre les deux textes, il cite l'article 2 du décret du 17 septembre 1900. Il s'efforce de démontrer que les attributions des conseils ne diffèrent point. Lorsque le Sénat pose en principe que « les conseils du travail ont pour mission d'être les organes des intérêts moraux et matériels de leurs

commettants » il ne peut leur contester la faculté attribuée à ces mêmes conseils par les décrets les autorisant « à établir pour chaque région un tableau constatant le taux normal et courant des salaires et la durée normale et courante de la journée de travail ». De même en ce qui concerne la faculté de servir de conciliateurs et arbitres, inscrite dans les deux textes. C'est le même caractère consultatif qui résulte et des décrets et de la proposition de loi du Sénat.

Sur l'interruption de M. Depasse, lequel faisait remarquer l'obstination avec laquelle M. le sénateur Bérenger a tenu à inscrire le terme « consultatif » dans le titre de la loi, M. Millerand affirme, de concert en cela avec l'arrêt du Conseil d'Etat, que les attributions accordées par lui dans les décrets avaient le même caractère purement consultatif.

Qu'il nous soit permis de relever qu'il résulte de la circulaire ministérielle du 25 février 1901 que les conseils du travail « pourront *offrir* leurs bons services comme médiateurs dans les conflits entre patrons et ouvriers » ; d'autre part, avec une précision de terme qui ne laisse subsister aucun doute sur la pensée de la commission sénatoriale, M. Francis Charmes a refusé catégoriquement ce droit aux conseils. Ils pourront être appelés comme arbitres par les intéressés ; ils ne pourront pas offrir leurs bons services. Il y a là une différence fondamentale qu'aucune subtilité oratoire ne peut effacer.

M. Millerand termine disant qu'il était plus soucieux de réalités que d'illusions, et que cela l'amène à demander le vote de la proposition de loi sans modification. Il croit que « le seul fait d'amener patrons et ouvriers à discuter ensemble de leurs intérêts est un phénomène social si considérable et si important qu'en adoptant cette proposition de loi la Chambre fera aujourd'hui sous une forme très simple et très modeste, peut-être un des actes les plus importants de cette législature ».

Le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale prend la parole uniquement pour déclarer qu'il est complètement d'accord avec le président de la commission du travail sur l'interprétation qu'il vient de fournir au texte soumis à la Chambre.

D'après lui, ce texte ne diminue en rien les prérogatives qui étaient remises par l'article 2 du décret de 1900 aux conseils du travail, et il donne un argument qu'il croit décisif. L'article 1 leur remet une mission : ce serait limiter le droit des citoyens de faire appel à ces conseils du travail que de rétrécir leur mission. Et il ajoute qu'il n'a jamais été question, devant le Sénat, de limiter cette compétence.

Le ministre croit devoir rappeler que la première application des décrets rencontra dans le monde patronal et aussi parmi les syndicats une hostilité marquée qui fit que les décrets ne donnèrent pas tout le résultat qu'on attendait d'eux. Les abstentions furent nombreuses. Cependant, il n'est pas possible de pousser les

syndicats dans la voie que nous désirons, s'ils n'ont pas eux-mêmes le sentiment de cette nécessité.

Et si le mode d'élection des décrets n'a pas donné les résultats désirés, il n'est que d'une médiocre importance de changer le mode de suffrage. Il est à espérer, en plus, que cette importance, quoique minime, disparaîtra, si, comme nous le croyons, la loi de 1884 donne tous ses effets. Car le jour où les syndicats auront accru suffisamment leurs organisations et acquis une force de cohésion et d'équilibre, ils formeront la grande masse électorale des conseils, et ce sera, par voie indirecte, le retour au mode du suffrage institué par les décrets.

« C'est dans ces conditions, et d'accord avec l'honorable président de la commission du travail, que je sollicite de la Chambre un vote favorable à la proposition de loi qui lui est soumise. »

Le rapporteur déclare la cause entendue, mais il tient à affirmer à nouveau qu'il n'y a en réalité entre les décrets et le texte du Sénat qu'une seule différence : le mode d'élection des conseils. Pour sa part, il ne cache pas ses sympathies pour le mode indiqué par le Sénat.

Il cite l'expérience « suggestive » d'Armentières, pour prouver qu'on peut tout de même attendre de bons résultats des conseils du travail.

Une ville en proie aux troubles les plus violents, au point que la Chambre a envoyé sur place une commission d'enquête pour étudier les causes de cette agitation.

On n'a trouvé de remède que dans la création d'une commission mixte qui est absolument l'équivalent des conseils de travail. Depuis cinq ans qu'elle fonctionne, aucune grève ne s'est produite. Et si la commission mixte d'Armentières a réussi à prévenir et écarter tous les conflits, « ne sommes-nous pas en droit, dit le rapporteur, d'espérer les mêmes effets des conseils du travail ? J'en suis convaincu, pour ma part, et j'insiste auprès de la Chambre pour qu'elle vote la proposition que nous lui présentons. »

M. Hector Dépasse fait remarquer au ministre qu'il n'a pas parlé du mode de suffrage ; il n'a parlé que de la compétence et des attributions des conseils du travail.

Malgré les affirmations du ministre et celle de M. Millerand, il regrette profondément de se trouver dans l'obligation de leur répondre que c'est une fiction de dire qu'il n'y a aucune différence entre la proposition de la loi actuelle et les décrets ; en fait, il n'y a aucune analogie. La vérité, c'est qu'en votant son projet le Sénat a voulu détruire tout l'effet des décrets de 1900 et 1901. Il a dirigé sa loi directement et spécialement contre les décrets, et il est fort curieux d'entendre dire par l'auteur de ces derniers, qu'entre son texte et celui du Sénat il n'y a pas de différence. Il n'y a pas jusqu'à l'exposé des motifs et les commentaires du projet du Sénat qui ne démontrent que le vote a été accordé dans

une vue systématique et méthodique, pour faire tomber les dispositions des décrets de 1900 et 1901.

M. Dépasse relève ce que les deux dispositions — celle des décrets et celle de la loi du Sénat — ont de contradictoire en ce qui concerne l'arbitrage. « La fonction d'un arbitre est très différente d'une mission consultative. Un arbitrage, c'est l'exercice d'une magistrature égale qui a sa sanction ; c'est beaucoup plus qu'un avis ; un arbitrage a sa vertu propre et intrinsèque, celle de résoudre un litige. » Et il ajoute : « Mais les conseils de travail qui rempliront cet office, ce sont ceux que je demande, les conseils organiques du travail — je tiens à cette expression, elle a une certaine valeur — qui auront une magistrature à exercer, qui feront partie intégrante de l'organisation du travail, tandis que vous créerez des conseils extérieurs, consultatifs, qui ne tiendront en rien à la trame intime du travail. » Il dit que la commission croit faire œuvre utile ; elle fait œuvre vaine. La Chambre instituerait vraiment des conseils de travail si elle leur accordait des droits et des attributions déterminées. Au lieu de dire, comme dans les décrets Millerand, par des formules très précises et très exactes, qu'ils prononceront leur mot dans les questions de salaires, qu'ils établiront un tableau des heures de repos, qu'ils joueront un rôle dans l'arbitrage, le projet dispose que « les conseils du travail seront les organes des intérêts matériels et moraux des ouvriers ». Avec une telle disposition on peut tout faire, mais il lui paraît

probable qu'on ne fera rien. Il préférerait de beaucoup reprendre les principaux articles des anciens projets Millerand et en faire un contre-projet.

L'orateur regrette qu'on semble éviter de dire dans cette discussion la vérité réelle. Il est incontestable que le Sénat apporte dans ce débat une autre conception que celle que s'étaient faite la Chambre, le conseil municipal de Paris et la presse qui s'intéresse à ces problèmes. Personnellement il s'en tient à cette ancienne conception et si la Chambre veut en adopter une autre, il croit qu'elle a tort de changer et d'abandonner sa première-idée.

M. Dépasse finit par une observation qu'il présente au sujet des commissions mixtes comme celle d'Armenitières citée par le rapporteur. Il estime que ces commissions peuvent avoir une influence incontestable pour écarter et résoudre des conflits. Mais il n'y a aucune ressemblance entre ces commissions libres et spontanées et les conseils consultatifs que la Chambre veut entourer de toutes les formes administratives. Telle qu'on nous les propose, ils seront toujours sous la coupe du préfet ou du ministre ; on leur dira sans cesse comme à des conseils municipaux : « Vous avez franchi la limite de vos attributions, vous avez pris telle décision que nous annulons. » Annulation d'ailleurs vaine et dérisoire. « Oui, ces commissions mixtes librement nommées par les patrons et les ouvriers ont une fécondité, une puissance certaines. Mais les con-

seils que vous voulez instituer sous la direction du préfet n'en auront aucune. »

La discussion générale est close.

Tous les orateurs qui ont pris part à la discussion par article se sont contentés de présenter de simples observations. Le désir très vif exprimé par la commission du travail et le gouvernement de voir le projet passer sans modification aucune afin d'éviter le retour au Sénat, fit tomber d'accord tous ceux qui, trouvant la loi insuffisante, auraient désiré l'améliorer par voie d'amendement.

A la suite d'observations importantes, le rapporteur, le président de la commission et le ministre du Travail et de la prévoyance sociale firent des déclarations que nous allons consigner, car elles éclairent les côtés obscurs du texte du projet.

Sur l'article 1^{er} M. Gailhard-Bancel demande si l'agriculture restera en dehors de la loi ou si elle pourra en bénéficier également.

Le rapporteur déclare que la loi n'a pas entendu faire de distinctions entre les citoyens. Il rappelle que les conseils du travail ne pourront être créés que sur la demande des intéressés ou des institutions officielles les représentant. Si la création d'un conseil du travail est demandée dans ces conditions, il sera créé.

Le ministre du Travail ajoute que pour démontrer qu'il n'y a pas, dans l'esprit du gouvernement, de différence entre les syndicats agricoles et les autres, il

organisera, dans un bref délai avec le concours du ministre de l'Agriculture, la représentation des syndicats agricoles au sein du Conseil supérieur du Travail.

L'article 1^{er} est voté.

Sur l'article 2, M. Lefas demande quelle sera la durée du mandat des arbitres supplémentaires choisis pour départager le conseil du travail en cas de mésentente? S'entend-il seulement à l'affaire dans laquelle ils sont appelés à siéger ou pourra-t-il être prolongé jusqu'à la fin de la session du conseil?

Le président de la commission : Le paragraphe 3 dit : « au cas de partage des voix dans le conseil », il s'agit, par conséquent, de l'affaire à propos de laquelle le partage se sera produit.

Les articles 2, 3 et 4 sont adoptés.

Sur l'article 5 M. Bedouce demande une déclaration de la commission et du ministre, au sujet des ouvriers des arsenaux, non titularisés, auquel il voudrait que des droits d'électeurs et d'éligibilité soient accordés. Cette déclaration, dans son esprit, servirait à empêcher le Conseil d'Etat de contester ces droits, non inscrits d'une façon précise dans la loi.

Le président de la commission : Cette déclaration n'aurait aucune espèce d'autorité — nous en avons des exemples — auprès des tribunaux administratifs ou judiciaires ; d'autre part, il appartiendra au ministre sans qu'il aie besoin d'un texte, s'il le juge utile, de faire pour

les ouvriers de l'Etat quelque chose d'analogue aux conseils du travail.

Les articles 5 et 6 sont adoptés.

M. Lefas constate une contradiction entre les articles 7 et 2 ; le premier est relatif aux réunions trimestrielles des sections, le second les qualifie « session du conseil tout entier ». L'article 2 prévoit que les sections d'un même conseil peuvent se réunir et délibérer à part. Mais dans son esprit, il est évident que ces réunions séparées doivent être l'exception. Mais l'article 7 indique deux règles, dont une seulement formellement exprimée ; le principe d'une réunion automatique tous les trois mois au moins ; et il reste bien entendu que ces réunions trimestrielles seront en principe des réunions mixtes, des réunions plénières. Mais on pourrait soutenir à l'aide de ce même texte qu'il s'agit, au contraire, de réunir chaque section séparément. Il faut bien nous entendre sur ce point qui pourrait être réglé par le règlement d'administration publique.

Le ministre du Travail reconnaît la justesse de l'observation de M. Lefas et prend devant la Chambre l'engagement d'en tenir le plus grand compte.

Les articles 7, 8 et 9 sont adoptés.

A l'article 10 M. Thierry constate qu'on vote par trop souvent des lois incomplètes et qu'on laisse la plupart du temps au ministre le soin de préciser par voie de règlement les points très importants souvent que la loi n'a pas suffisamment précisés. Il présente le vœu que le

ministre s'écarte le moins possible de l'esprit du texte.

M. Beauregard demande à qui incombent les frais d'institution des conseils du travail.

Le ministre déclare qu'on pourra obvier aux difficultés par une loi de finances.

L'article 10 est adopté.

L'ensemble de la loi est votée, après rectification, par 554 voix sur 554 votants.

En présentant au Sénat le projet d'initiative parlementaire que la commission sénatoriale a fait sien, la commission et, par la suite, la majorité du Sénat, ont marqué le souci politique qui tend à mettre un frein au développement du mouvement ouvrier. Le rapporteur du projet au Sénat a beau déclarer du haut de la tribune sa sympathie sincère pour le syndicalisme ouvrier ; M. Bérenger a beau déclarer dans son exposé des motifs qu'il n'est conduit que par le souci, très louable, de ne pas laisser le ministre empiéter sur les droits des Chambres, il appert d'une façon évidente de l'ensemble des débats, que la crainte de raffermir encore et d'augmenter la puissance des syndicats issus de la loi de 1884, fut l'idée initiale d'où germa la loi que nous allons analyser.

Cette préoccupation d'ordre politique a été marquée d'une manière très adroite par un argument juridique.

M. Bérenger d'abord, la commission du travail du Sénat par la voix de son rapporteur ensuite, justifient

la nécessité de leur proposition sur ce que : 1^o les décrets de 1900 et 1901 étaient illégaux ; 2^o le ministre a outrepassé ses pouvoirs ministériels en donnant aux conseils de travail des attributions qui dépassent le caractère consultatif, malgré les affirmations négatives de l'auteur des décrets.

Nous rappelons brièvement, qu'à la suite d'un pourvoi introduit par un syndicat patronal au Conseil d'Etat, pour excès de pouvoir, celui-ci, par un arrêt rendu le 18 février 1904 affirme et le caractère purement consultatif et la parfaite légalité des décrets du 17 septembre 1900 et du 2 janvier 1901.

Cette décision annihile le scrupule juridique du Sénat. Reste l'objection qu'on ne peut laisser le ministre réglementer par voie de décret une matière aussi grave, et créer des institutions « de nature à influencer sur les conditions de la vie politique ou sociale d'un pays ».

M. Francis Charmes reconnaît lui-même qu'en absence de tout texte, la question de savoir quel est le départ à faire entre les pouvoirs respectifs de l'exécutif et du législatif, peut être résolue de la façon la plus variable. Cette ligne de démarcation n'existant pas, il est difficile de frapper d'ostracisme un décret qui a pour lui de nombreux précédents. Ainsi, il a été créé par voie de décret : les Chambres de commerce ; les Chambres consultatives des arts et manufactures ; les conseils de fabriques ; les consistoires israélites ; le Conseil supérieur

d'agriculture ; le Conseil supérieur d'hygiène et de salubrité publique ; le Conseil supérieur des ponts et chaussées ; le Conseil supérieur de l'assistance publique ; le comité consultatif des chemins de fer ; le Conseil supérieur de la guerre ; le Conseil supérieur de la marine et toutes les commissions annexes qui siègent au ministère de la Guerre et de la Marine. Ces commissions — en grande partie au moins — ont des attributions qui ne sont point seulement consultatives ; néanmoins, la valeur légale et juridique des décrets qui les instituèrent ne fut jamais contestée.

S'il nous fallait démontrer l'arrière-pensée purement politique du Sénat, il nous suffirait d'énumérer les trois caractères principaux des conseils institués par le ministre et les faire suivre des principes impérieusement soutenus par le Sénat :

1° Les décrets instituent des conseils consultatifs de travail, dont l'élection sera faite par les syndicats patronaux et ouvriers dans la proposition d'une voix par groupe de dix ou fraction pour les patrons ; d'une voix par groupe de vingt-cinq ou fraction pour les ouvriers

Le Sénat estime que ce mode d'élection viole la loi de 1884 laquelle n'a pas entendu accorder aux syndicats des droits électoraux. En les leur accordant par voix de décret, le ministre a commis un acte illégal. Il nous faut remarquer que les syndicats ont été institués en vue de permettre aux groupements collectifs d'une

même profession de veiller et de sauvegarder leurs intérêts professionnels. Or, les conseils consultatifs de travail n'ont pas d'autres attributions que des attributions purement professionnelles. Dès lors, mettre à la disposition des syndicats un moyen légal — en espèce le droit de vote — de constituer lesdits conseils consultatifs, ne peut être considéré comme un privilège auquel les syndicats n'ont aucun droit. La preuve la plus évidente est que : 1^o l'article 2 leur donne pour mission exclusive l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et il dispose aussi qu'ils pourront être consultés sur toutes les questions se rattachant à leur spécialité. Faut-il ajouter que le décret instituant le Conseil supérieur de travail donne aux syndicats le droit de nommer des délégués au conseil et que c'est là un droit électoral dont la valeur au point de vue juridique ne fut jamais contestée. Au reste, au cours des débats, le ministre du Commerce apporte contre la commission un exemple singulièrement puissant : le décret de 1872 institue les Chambres de commerce et détermine leur mode d'élection et d'éligibilité dans des conditions d'une gravité singulière, car il frappe d'une véritable incapacité un certain nombre de patentés. Cependant, personne n'a jamais contesté la légalité de ce décret.

Mais le Sénat s'attache encore à démontrer que les syndicats sont ouverts à tous venants ; des mineurs, des

repris de justice peuvent, sans inconvénients, faire partie du syndicat.

Qu'il nous soit permis de relever ce que cette objection contient de sévérité morale outrée. Lorsqu'un individu rentre en conflit avec la société en commettant un délit prévu par les lois, elle le punit selon les prévisions du Code. Mais en aucun cas elle n'enlève à ce même individu le droit de rentrer dans la vie, de travailler et vivre de son travail, après avoir payé sa dette. Si sa condamnation ne lui enlève pas le droit de louer ses bras, pourquoi empêcher cet homme, qui a des intérêts égaux à ceux de ses camarades qui ne portent pas le faix d'un casier judiciaire de se joindre à eux pour la défense des intérêts collectifs ? Ensuite, le vote des syndicats est une élection au deuxième degré ; ce n'est donc pas un vote personnel. Le même argument peut être apporté en faveur des mineurs. Ceux-ci sont des ouvriers ; leurs intérêts professionnels ne diffèrent point de ceux de leurs camarades, en raison de leur âge ; et si leurs intérêts collectifs sont contrariés peut-on leur enlever le droit de prononcer leur mot, puisqu'ils auront à en supporter les conséquences bonnes ou mauvaises ? Du reste, il faudrait admettre que les syndicats sont un foyer de repris de justice, et à ce sujet il nous faut citer la parole autorisée de M. Waldeck-Rousseau au sujet de la mentalité des gens appelés à constituer les syndicats issus de la loi qu'il présentait. Il disait : « Partout, dans toutes les industries où

vous rencontrerez des travailleurs honnêtes, réfléchis, il n'est pas une revendication à laquelle ils attachent plus d'importance, une revendication qu'ils présentent avec plus d'insistance que la constitution de syndicats professionnels. »

Mais le Sénat objecte encore l'impossibilité où l'on se trouve de contrôler la sincérité du vote et le nombre effectif d'électeurs et il ajoute qu'on ne peut écarter la masse de non-syndiqués, laquelle est la grande majorité ouvrière.

En effet, la loi de 1884 ne porte pas obligation aux syndicats de déclarer le nombre de leurs membres. Mais il ne nous apparaît pas comme une difficulté insurmontable pour le ministre de trouver un moyen légal qui remédie à ce mal. Reste la masse des non-syndiqués. Nous ne croyons pas qu'on commet une grande injustice à leur égard en les éloignant des élections professionnelles. Restant en marge des groupements, en dehors des syndicats qui leur sont largement ouverts, les non-syndiqués font preuve d'un désintéressement qui, à lui seul, suffirait à nous enlever tout scrupule. « L'esprit d'association n'est encore entré dans nos mœurs qu'avec peine. A raison de nos qualités comme de nos défauts, la lutte existe encore, bien plus vive qu'il ne faudrait entre l'intérêt égoïste, particulier, et le sentiment de la solidarité générale (1). » Cette constatation

1. Waldeck-Rousseau. Débats sur la loi de 1884.

de l'auteur de la loi sur les syndicats reste malheureusement vraie vingt-cinq ans après. Et c'est malgré nous qu'il nous faut constater que l'inconscience des intérêts professionnels de la majorité ouvrière met celle-ci de par sa propre volonté, dans un état d'infériorité manifeste. Il est vrai qu'au cours des débats qui eurent lieu au Sénat, un sénateur, M. Strauss, a présenté un amendement qui remédiait en partie le mal : il faisait une large part aux non syndiqués, par la participation des conseillers prud'hommes qui devaient former la moitié de chaque section des conseils du travail. Mais la crainte du Sénat d'augmenter la puissance syndicale était tellement grande ; son adhésion aux conseils de travail si peu sincère, qu'il repoussa l'amendement Strauss, démasquant ainsi ses batteries, ne laissant plus aucun doute dans les esprits sur la vérité de ses intentions. En présentant au Sénat son projet d'initiative parlementaire, M. Bérenger a fait montre d'une admirable continuité de vues en matière de législation sociale, car il n'a pas oublié l'opposition violente qu'il a faite à M. Waldeck-Rousseau lorsque celui-ci apporta son projet de loi sur les syndicats professionnels.

2° Les décrets instituent des conseils de travail régionaux, avec, dans le sein du même conseil, des sections professionnelles. Le conseil délibère en séance plénière chaque fois que de graves intérêts généraux en appellent la nécessité. D'une façon générale, chaque section professionnelle, composée de patrons et d'ouvriers, solu-

tionne les problèmes qui sont soumis à son examen.

Le Sénat n'a pas cru devoir adopter la manière de voir du ministre à ce sujet. Il inscrit dans la loi que les conseils ne seront que professionnels et non plus régionaux. D'autre part, le conseil sera composé de deux sections seulement : une section patronale et une section ouvrière ; elles peuvent délibérer séparément et pourront se réunir en séance plénière chaque fois qu'ils croiront qu'une entente sur le conflit en litige est possible.

Cette innovation n'est pas très heureuse, d'après nous, car elle va à l'encontre du but qu'on poursuit en créant les conseils de travail. Leur but est de rapprocher des citoyens dont les intérêts sont antagonistes. En les réunissant autour de la même table, on leur donne la possibilité de mieux se pénétrer, de mieux se connaître, ce qui enlèvera avec le temps, la méfiance réciproque que montrent généralement patrons et ouvriers. En les obligeant de siéger séparément, on risque d'élargir l'antagonisme d'autant plus que chaque section aura à examiner des conflits souvent individuels. Et il ne nous semble pas qu'une entente pourra être possible lorsque chaque section aura débattu l'affaire et fait son siège irrévocablement. Au reste, le ministre du Commerce a condamné cette forme de constitution des conseils par une formule heureuse : « On avait trouvé la formule : Diviser pour régner ! on n'avait pas encore imaginé la

formule : Diviser pour réunir ! » C'est aussi notre sentiment.

3° Les décrets, tout en accordant aux conseils de travail des attributions comme celle de dresser des tableaux fixant le taux normal du salaire, n'a pas entendu donner à ces attributions un autre caractère que celui de consultatif.

Le Sénat a cependant objecté qu'un doute subsistait dans le texte des décrets en ce qui concerne cette mission. Cependant le ministre, par les explications données, éclaircissait le texte. Il démontrait que les constatations des conseils n'imposaient pas à l'administration laquelle pouvait ne pas en tenir compte. Mais, c'est pour le Sénat, jouer sur les mots. La preuve la plus évidente c'est que malgré le terme « consultatif » la loi du Sénat reste parfaitement obscure en raison de ce qu'il n'a pas cru devoir prendre position nette contre les conseils par un texte précis qui aurait délimité, sans controverse possible, les attributions des conseils consultatifs de travail. Aussi s'est-il contenté d'exprimer ses appréhensions politiques par la voix de son rapporteur. Car, en effet, si le texte de loi reste obscur, les explications fournies à la tribune par M. Francis Charmes enlèvent à l'institution créée toute attribution à longue portée. Le but fut ainsi atteint mais la loi ne correspond pas aux nécessités réelles qui l'ont provoquée.

V

EXAMEN DE LA LOI DU 17 JUILLET 1908
SUR LES CONSEILS CONSULTATIFS DE TRAVAIL

Article premier. — Il peut être institué par décret rendu en Conseil d'Etat, sous le nom de conseils consultatifs de travail, partout où l'unité en sera reconnue, soit à la demande des intéressés, soit d'office, après avis du conseil général, des Chambres de commerce et des Chambres consultatives des arts et manufactures du département, des conseils composés en nombre égal de patrons et d'ouvriers.

Leur mission est d'être les organes des intérêts matériels et moraux de leurs commettants ;

De donner, soit d'office, soit sur la demande du gouvernement, des avis sur toutes les questions qui concernent ces intérêts ;

De répondre aux demandes d'enquêtes ordonnées par le gouvernement.

Cet article précise le mode d'institution des conseils et ses attributions.

Il ne sera institué des conseils de travail que sur la demande des intéressés ou d'office, sur avis du conseil général, des Chambres de commerce, et des Chambres consultatives des arts et manufactures ; dans les deux cas, l'institution du conseil sera faite par décret rendu en Conseil d'Etat. Ces précautions ont pour but de limiter en cette matière les pouvoirs ministériels.

En ce qui concerne leurs attributions, il est dit, en dehors des attributions qui leur sont accordées, de donner d'office ou sur la demande du gouvernement des avis sur toutes les questions qui concernent ces intérêts et de répondre aux demandes d'enquêtes ordonnées par le gouvernement. Ils ont pour mission d'être « les organes matériels et moraux de leurs commettants ». Cette formule très large à la fois et très étroite permettrait aux conseils de travail une activité très étendue si le Sénat, par les déclarations faites par son rapporteur, n'avait limité strictement les droits de ces conseils. M. Francis Charmes, approuvé par le Sénat, avait déclaré qu'il n'entendait pas accorder aux conseils le droit d'offrir leurs bons offices ; il leur permettait seulement d'accepter la mission de conciliateurs ou arbitres sur la demande des intéressés. Mémement, en ce qui concerne la mission de dresser des tableaux constatant le taux normal et courant des salaires et la durée normale et courante de la journée de travail. Et M. Béranger et M. Francis Charmes estiment que la faculté de dresser ces tableaux équivaut au droit de déterminer le taux des salaires et la durée normale de la journée de travail. Avec l'attribution qui consiste à « rechercher et à signaler aux pouvoirs publics les mesures de nature à remédier, le cas échéant, au chômage des ouvriers de la région », ils craignent que « les conseils étaient invités, cette fois, à sortir du rôle purement consultatif qui devait toujours être le leur ». En conséquence, il leur re-

tire ces attributions. Que leur reste-t-il. Ils ne pourront, à l'avenir, être les organes matériels et moraux de leurs commettants que dans une infime, très infime mesure qui équivaut à une non-activité forcée. Et ce ne fut pas là le but qu'on poursuivit en instituant les conseils consultatifs de travail.

Art. 2. — Chaque conseil est divisé en deux sections comprenant, l'une les patrons, l'autre les ouvriers.

Les sections nomment chacune, pour la durée de chaque session, un président et un secrétaire pris dans leur sein. Elles peuvent délibérer séparément. Les réunions du conseil sont alternativement présidées : pour la durée de la délibération, par le président de chaque section, en commençant par le plus âgé des deux. Le secrétaire de l'autre section devient celui du conseil.

En cas de partage des voix dans le conseil, les sections peuvent désigner un ou plusieurs membres choisis d'accord entre elles, et qui auront voix délibérative.

Les décrets qui instituaient des conseils régionaux se trouvent ainsi modifiés. Désormais, les conseils seront professionnels et composés de deux sections l'une patronale, l'autre ouvrière. Le texte du Sénat précisait : « Elles délibèrent séparément » ; un amendement de M. Strauss, adopté, dit qu'elles « peuvent » délibérer séparément. La règle générale serait donc la délibération commune, avec faculté de délibérer séparément. L'adoption de cet amendement est très heureux, car si le Sénat avait maintenu son système de délibération

séparée il aurait augmenté l'antagonisme qui sépare les patrons des ouvriers, et il y a des chances pour que beaucoup de questions soient restées sans solution possible.

La disposition que les conseils soient présidés alternativement par un président pris dans chaque section en commençant par le plus âgé nous semble aussi heureuse, car il est à espérer que le pouvoir présidentiel passant d'une section à l'autre créera une atmosphère d'impartialité nécessaire au bon fonctionnement des conseils.

Nous approuvons également la disposition dernière de cet article, laquelle accorde une voix délibérative à un ou plusieurs membres que les sections peuvent désigner d'accord entre elles, en cas de partage des voix dans le conseil. Cela permettra d'éviter de longues délibérations souvent sans issue, en raison de ce que les deux sections, composées d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers, seront amenées à discuter des intérêts personnels, sur lesquels personne ne voudra transiger.

Art. 3. — Il y a autant de conseils que de professions. Toutefois, lorsque le nombre de professions de même nature est insuffisant, un certain nombre de professions similaires peuvent, sur l'avis conforme des intéressés, être réunies en un même groupe.

Le ressort de chaque conseil est déterminé par le décret qui l'institue.

Cet article a le désavantage d'être moins précis que le texte des décrets, Ceux-ci indiquaient le ressort des conseils par région industrielle ; la loi s'en remet au décret d'institution. C'est une lacune regrettable, une loi n'ayant rien à gagner à être complétée par un décret.

Art. 4. — Le décret d'institution fixe le nombre des membres du conseil. Il varie de six à douze par section, suivant l'importance des industries représentées.

Des délégués suppléants seront nommés dans chaque section en nombre égal à la moitié des titulaires.

La durée des pouvoirs, des délégués et des suppléants est de quatre ans.

Sera considéré comme démissionnaire celui qui, sans excuse valable, ne répondra pas à trois convocations successives, qui quittera la région ou qui cessera d'être éligible par le collège électoral qu'il représente.

Ce texte s'inspire avec bonheur des décrets en fixant le même nombre égal de membres qui composeront le conseil. Une innovation qui a sa valeur est la durée des pouvoirs fixée à quatre ans. Ce délai permettra aux premières séries de conseillers de s'habituer à toute une série de questions qui se présenteront à eux sous des aspects nouveaux. Il permettra, d'autre part, aux membres composant les conseils, d'acquérir l'expérience nécessaire et de leur donner aussi le sentiment de leur responsabilité.

Art. 5. — Sont électeurs à la condition d'être inscrits sur la liste électorale politique :

Pour la section patronale :

1^o Tous les patrons exerçant une des professions fixées par le décret d'institution ;

2^o Les directeurs et chefs de services appartenant à la même profession et l'exerçant effectivement depuis deux ans.

Pour la section ouvrière :

Tous les ouvriers et contremaîtres appartenant à la même profession et l'exerçant effectivement depuis deux ans.

Sont éligibles les électeurs de la section âgés de vingt-cinq ans accomplis.

Les femmes françaises, ayant l'exercice de leurs droits civils, non frappées de condamnations entraînant la perte des droits politiques et résidant dans la commune depuis six mois au moins, sont électeurs à vingt et un ans et éligibles à vingt-cinq ans accomplis, après deux ans d'exercice effectif de la même profession.

L'élection a lieu au scrutin de liste.

Pour la composition des listes, les opérations électorale et les recours dont elles peuvent être l'objet, il sera procédé conformément aux règles en vigueur pour les conseils de prud'hommes (1).

1. Loi du 27 mars 1907 concernant les conseils de prud'hommes.

Art. 8. — Les prud'hommes ouvriers ou employés sont élus par les électeurs-ouvriers ou employés, les prud'hommes patrons pour les électeurs-patrons, réunies dans des assemblées distinctes présidées chacune par le juge de paix ou l'un de ses suppléants.

Dans le cas où, pour la commodité du vote, il est établi plusieurs

L'article 5 est d'après nous l'âme même de cette loi. Il contient des dispositions heureuses dans les détails, mais il détruit, au point de vue de l'institution qu'on crée et des résultats qu'on attend, tout espoir de fécondité. La première disposition de cet article portant : que les patrons seront électeurs et éligibles sans qu'on exige d'eux une durée d'exercice effectif de leur profession en raison des intérêts matériels qui s'y trouvent engagés dans la création de leur industrie ; que les chefs de service et les directeurs devront avoir exercé effectivement leur profession pendant deux ans pour acquérir les qualités d'électeurs et d'éligibles, — nous semble assez empreinte de logique. Mais nous ne pouvons pas donner notre adhésion à la classification arbitraire qui suit : « Les ouvriers et contremaîtres appartenant à

bureaux de scrutin, le préfet peut désigner dans son arrêté un maire ou un adjoint pour présider un ou plusieurs bureaux.

Art. 9 § 2 et 3. — Au premier tour de scrutin, aucune élection ne sera valable si les candidats n'ont pas obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés et si cette majorité n'est pas égale au quart des électeurs inscrits ; la majorité relative suffira au deuxième tour. En cas d'égalité de suffrages au deuxième tour, le candidat le plus âgé sera proclamé élu.

Art. 12 § 1. — Lorsqu'il y a lieu de procéder à des élections, le préfet convoque les électeurs au moins vingt jours à l'avance, en indiquant le jour et l'endroit de leur réunion. Il fixe l'heure d'ouverture et de clôture de chaque tour de scrutin.

Art. 13 § 1 et 3. — Les règles établies par les articles 13, 18 à 25, 26, § 1 et 3, 27 à 29 de la loi du 5 avril 1884 sur les élections municipales s'appliquent aux opérations électorales pour les conseils de prud'hommes. Les protestations contre les opérations sont formées, instruites et jugées conformément à l'article 11, § 5, 6 et 7, et à l'article 12 de la loi du 8 décembre 1883.

la même profession. » Par quel raisonnement forcé le Sénat classe-t-il les contremaîtres dans la section ouvrière ? Les contremaîtres ne sont pas, à proprement parler, des ouvriers ; ils sont surtout les organes de contrôle et de surveillance des intérêts patronaux ; leur intérêt n'est pas de complaire aux ouvriers qui, eux, défendent précisément des intérêts absolument contraires. Mais cette réunion arbitraire peut avoir des conséquences encore bien plus graves, en ce qui concerne le fonctionnement des conseils et les solutions qui pourront sortir de ses débats.

Si le nombre de membres composant le conseil est égal pour les deux sections, personne ne garantit l'attitude impartiale des contremaîtres. Il est peu probable qu'ils auront le courage d'attaquer de front, le cas échéant, des prétentions patronales, car l'instinct de conservation est une loi primordiale qui pèse sur nous plus sûrement que le sentiment de la justice vraie. L'indépendance de l'ouvrier s'appuie sur la solidarité ouvrière, cependant que le contremaître se trouve isolé, pris entre le marteau et l'enclume. Et le jour, où, par miracle, le sentiment de la justice aura été dominant dans l'âme d'un contremaître, — le marteau tombera lourdement et le châtiment aura pour conséquence d'écraser pour l'avenir toute velléité de recommencer. Et ceci n'est pas fait pour faire tomber les barrières, pour adoucir la solution d'intérêts souvent violemment antagonistes.

Cette inégalité des moyens de défense du côté ouvrier se trouve encore diminuée par le système de suffrage universel professionnel qui est la base électorale des conseils.

Nous avons relevé en temps nécessaire l'attitude anti-syndicale du Sénat. Sa préoccupation, sinon d'affaiblir, du moins, ne pas augmenter les forces des syndicats. Cependant, ce n'est que dans les syndicats que les conseils trouveront les meilleurs éléments pour la composition de la section ouvrière. L'entrée d'un ouvrier dans un syndicat est la preuve évidente de son souci des intérêts professionnels de la conscience qu'il a acquise au sujet de la nécessité de défendre corporativement ses intérêts. En Angleterre, on rencontre dans les syndicats un autre élément, plus important encore pour la défense des intérêts syndicaux. C'est l'élément pour ainsi dire, directif du syndicat, le secrétaire. Un secrétaire de syndicat est parfois un ouvrier qui a exercé la profession et qui a cessé de l'exercer pour se consacrer entièrement aux intérêts corporatifs de son syndicat. Il est donc, de par son passé, au courant constamment, des revendications formulées par ses commettants ; il est par conséquent plus apte à discuter ces intérêts et les conflits auxquels ils peuvent donner lieu, que quiconque. C'est la force des trade unions que d'avoir de ces éléments ouvriers qui, ne travaillant plus, pensent, compulsent des documents, étudient les problèmes posés dans leur profession.

Il est vrai que la loi française de 1884 exige pour les membres des syndicats l'exercice effectif de leur profession. Mais en fait, cet exercice est illusoire. D'ailleurs, un projet de modification est déposé à la Chambre et il contient, entre autres, la disposition que les anciens patrons et les anciens ouvriers, auront le droit de faire partie du syndicat. Si ce projet est voté, il se formera dans les syndicats français les éléments qu'on rencontre dans les trade unions anglaises. Et cet élément, que nous estimons précieux pour la constitution de conseils du travail qui ne seraient pas qu'une fiction, le Sénat l'écarte en exigeant « deux ans d'exercice *effectif* de leurs professions ». C'est diminuer sensiblement et la valeur morale et l'autorité des conseils.

Mais la force représentative des ouvriers est encore diminuée — la méthode, comme nous voyons a été suivie rigoureusement — par la restriction : « Ne seront électeurs pour la section ouvrière que les ouvriers inscrits sur la liste électorale politique. » D'où il résulte que le Sénat, d'un geste de répression violente qui étonne dans une loi républicaine, efface les intérêts professionnels de tous ceux qui, pour une raison quelconque, ne jouissent pas de leurs droits politiques. Et si, comme pour compenser sa sévérité envers les ouvriers, le Sénat accorde aux femmes des droits d'électeurs et d'être éligibles, il convient de relever que, même cette disposition, heureuse dans sa forme générale, trouve une restriction dans la dernière partie du paragraphe,

laquelle exige six mois de résidence dans une commune. Pourquoi cette réserve ?

Art. 6. — Dans le cas où les électeurs patrons sont en nombre égal à celui qui est fixé pour la composition des conseils, tous en sont membres.

S'ils sont en nombre inférieur, ils désignent entre eux, pour se compléter, des électeurs appartenant à la même profession ou à des professions similaires dans les circonscriptions voisines.

Dans les circonscriptions où la profession est représentée par des sociétés par actions, les membres du conseil d'administration ayant la capacité électorale politique sont électeurs patronaux.

Simple disposition nécessitée par l'économie de la loi afin d'éviter que les sections patronales ne puissent être constituées.

Art. 7. — Chaque section se réunit au moins une fois par trimestre à la mairie de la commune de son siège et à la convocation de son bureau, chaque fois qu'il y aura lieu de lui soumettre un objet de sa compétence.

Cet article a pour but de déterminer le fonctionnement régulier des conseils en prescrivant, en dehors des réunions nécessitées par l'examen d'un objet de sa compétence, des réunions trimestrielles fixes.

Art. 8. — Toutes discussions politiques et religieuses sont interdites.

Art. 9. — Toute délibération excédant la limite des attributions fixées par la loi est annulée par le ministre.

Ces deux articles font corps, le second apportant les sanctions nécessitées par la disposition du premier. Peut-être aurait-il mieux valu, ne serait-ce qu'à cause du laconisme de la loi que nous examinons, ne pas interdire d'une façon aussi formelle des discussions qu'il est très malaisé de délimiter. Où commence et où finit une discussion qualifiée de politique ? On ne saurait le préciser, et, comme ce soin est dévolu au ministre, toute possibilité de sanction arbitraire n'est pas exclue.

Art. 10. — Un décret rendu en la forme d'administration publique déterminera les conditions de fonctionnement de la présente loi.

C'est une dernière et grave lacune de cette loi. Ce dernier article est presque un aveu d'insuffisance législative ; Nous démontrerons cela dans les pages qui suivront immédiatement après, en analysant le règlement d'administration publique qui entache la loi de nullité, par des dispositions qui dépassent l'esprit de la loi, malgré le vœu exprimé par M. Thierry à la fin de la discussion publique par article.

CHAPITRE IV

RÈGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE (1) CONCERNANT LA LOI SUR LES CONSEILS CONSULTATIFS DU TRAVAIL, 10 MAI 1909

TITRE I

Institution, organisation et dissolution

Article premier. — Lorsque, soit à la demande des patrons et des ouvriers d'une même industrie et d'une même région, soit d'office, le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale estime qu'il y a lieu d'instituer un conseil consultatif du travail, il est procédé à une instruction administrative auprès du conseil général, des Chambres de commerce, des Chambres consultatives des arts et manufactures et des conseils municipaux de la région intéressée.

L'instruction porte : 1° sur l'opportunité de cette création ; 2° sur l'étendue de la circonscription à donner au conseil et sur le choix du siège du conseil ; 3° s'il y a lieu, sur la réunion de plusieurs professions similaires dans le conseil ; 4° sur le nombre des membres titulaires et suppléants à attribuer à chaque section ; 5° sur les offres de concours aux dépenses devant résulter de la création et du fonctionnement du conseil.

1. Journal officiel du 11 mai 1909.

Sont jointes au dossier les observations qui seraient présentées par les syndicats patronaux et ouvriers et les unions de ces syndicats.

Art. 2. — Le décret d'institution fixe le siège du conseil, sa circonscription, le nombre de ses membres tant titulaires que suppléants et, s'il y a lieu, la nomenclature des professions similaires ressortissant au conseil.

La circonscription doit être fixée de telle sorte que les électeurs patrons ou ouvriers d'un seul établissement ne soient pas en nombre supérieur à la moitié des électeurs patrons ou ouvriers du conseil.

Les deux sections, patronale et ouvrière, qui composent le conseil, doivent être constituées chacune avec un même nombre de membres titulaires et un même nombre de membres suppléants.

Art. 3. — Lorsque le conseil s'étend sur plus d'un département, il appartient au préfet du département où siège le conseil d'exercer vis-à-vis de celui-ci les attributions confiées à l'administration préfectorale par le présent décret.

Pour les opérations électorales et pour toutes les mesures d'exécution exigeant l'intervention de l'autorité administrative locale ou départementale, le préfet du département où siège le conseil se concerte, sous l'autorité du ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, avec les préfets des départements intéressés.

Art. 4. — Les dispositions des articles 8, 9, §§ 2 et 3, et des articles 10, 12, 13, §§ 1 et 3, de la loi du 27 mars 1907, concernant les conseils de prud'hommes s'appliquent à la composition des listes électorales, aux opérations

électorales et au recours dont elles peuvent être l'objet.

Art. 5. — Dans chaque section, les délégués titulaires et les délégués suppléants sont élus sur une liste unique.

Les premiers élus sont proclamés titulaires dans la limite du nombre des sièges à pourvoir : les autres sont proclamés suppléants.

Il est dressé un tableau comprenant les noms des candidats élus au premier tour de scrutin et, à la suite de ceux-ci, les noms des candidats élus au second tour. Pour chacun des tours de scrutin, l'inscription a lieu dans l'ordre du nombre des voix obtenues ; si plusieurs candidats ont obtenu le même nombre de voix, l'inscription a lieu par rang d'âge.

Art. 6. — Dans tous les cas prévus à l'article 4, dernier paragraphe de la loi du 17 juillet 1908, à défaut de démission de l'intéressé, celui-ci est appelé par le bureau de sa section à fournir des explications. Si elles ne sont pas jugées satisfaisantes, il est procédé conformément aux paragraphes 5 et 6 de l'article 15 de la loi du 27 mars 1907 sur les conseils de prud'hommes. •

Art. 7. — Dans le cas où une vacance se produit parmi les membres titulaires d'une section du conseil par suite de décès, de démission, ou pour toute autre cause, le suppléant de cette section qui se trouve en tête du tableau devient titulaire.

Art. 8. — Lorsqu'il ne reste plus de suppléants au tableau, il est procédé à des élections pour compléter le conseil.

Toutefois, il n'est pas procédé à des élections complémentaires dans les six mois qui précèdent le renouvellement général.

Art. 9. — La dissolution d'un conseil ou d'une section

est prononcée par décret rendu en Conseil d'Etat, sur la proposition du ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

Le décret fixe la date des nouvelles élections qui doivent intervenir dans un délai maximum de six mois.

Si la dissolution n'atteint qu'une des sections, les nouveaux membres élus restent en fonctions jusqu'à la date du renouvellement général du conseil.

La suppression d'un conseil est prononcée dans la même forme que sa dissolution.

TITRE II

Fonctionnement des conseils consultatifs du travail

Art. 10. — Les conseils consultatifs du travail se réunissent en sessions ordinaires ou extraordinaires à la mairie de la commune de leur siège.

Le conseil se réunit en session ordinaire une fois par trimestre.

Les sessions extraordinaires ont lieu soit sur l'initiative du gouvernement, soit sur la demande des bureaux des deux sections ou de la moitié des membres titulaires de chaque section. La demande doit faire connaître l'objet de la session.

Le conseil est convoqué par le préfet, tant en session ordinaire qu'en session extraordinaire.

Art. 11. — La convocation aux sessions est adressée aux délégués titulaires et aux délégués suppléants.

Elle fixe la date d'ouverture et la durée maximum de la session ; elle fait connaître les questions portées à l'ordre du jour.

Cet ordre du jour n'est pas limitatif en ce qui concerne les sessions ordinaires.

Dans les sessions extraordinaires, ne peuvent être discutées que les questions ayant motivé la convocation.

Art. 12. — Au début de chaque session ordinaire, chacune des sections, réunie sous la présidence de son doyen d'âge, nomme son bureau.

Le président et le secrétaire restent en fonctions jusqu'à la prochaine session ordinaire.

Aussitôt après l'élection de leurs bureaux, les sections se réunissent, une fois au moins, en séance plénière du conseil.

Art. 13. — Le conseil, réuni en assemblée plénière, arrête son règlement intérieur. Ce règlement confère au président les pouvoirs nécessaires pour assurer l'ordre des délibérations.

Il est procédé de même dans chaque section.

Ces règlements sont communiqués au ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

Art. 14. — Pendant la durée des sessions, les membres de chaque section sont convoqués par leur bureau soit pour les séances plénières, soit pour les séances de section.

Pour les séances plénières, la date, l'heure et l'objet de la réunion sont préalablement fixés d'accord entre les bureaux.

A défaut d'accord, le préfet peut convoquer le conseil en réunion plénière, mais seulement dans les cas où une délibération prise en commun est obligatoire.

Art. 15. — En dehors des cas prévus aux articles 12 et 13,

les sections sont tenues de délibérer en commun lorsque le conseil est appelé par l'administration :

1° A donner des avis sur les conflits économiques survenus entre patrons et ouvriers et sur les moyens d'y mettre fin ;

2° A donner les avis qui doivent être demandés, en vertu de l'article 3 à des décrets du 10 août 1889, à des commissions mixtes composées en nombre égal de patrons et d'ouvriers, par l'administration chargée de constater ou vérifier le taux normal et courant du salaire et la durée normale et courante de la journée de travail.

Art. 16. — Les membres suppléants peuvent assister à toutes les séances. Ils n'ont que voix consultative ; toutefois, ils sont appelés, dans l'ordre du tableau, à voter à la place des membres titulaires de leur section qui n'assistent pas à la séance.

Art. 17. — Les délibérations du conseil et des sections ne sont valables que si le nombre des membres présents, titulaires ou suppléants, appartenant à chaque section est au moins égal à la moitié du nombre des membres titulaires de la section, tel qu'il est fixé par le décret d'institution.

Art. 18. — Chaque fois que le conseil doit formuler un avis en séance plénière, les patrons et les ouvriers prenant part au vote doivent être en nombre égal,

Si le nombre des membres présents ayant qualité pour voter soit comme titulaires, soit en vertu de l'article 16, est moins élevé dans l'une des sections, les derniers membres de l'autre section dans l'ordre du tableau doivent s'abstenir.

Art. 19. — Le conseil dresse chaque année au début de sa première session ordinaires une liste de personnes qui, le

cas échéant et de préférence à toutes autres, lui seront adjointes dans l'ordre d'inscription, en cas de partage des voix en assemblée plénière.

Elles sont choisies soit à la majorité simple obtenue dans chacune des deux sections, soit par les deux tiers des voix en séance plénière du conseil.

Dans le cas où toutes les personnes inscrites sur la liste auraient été récusées et où aucun autre choix n'aurait été fait par le conseil, le désaccord est mentionné aux registres visés à l'article 21.

Art. 20. — Lorsque le conseil ou les sections ne se jugent pas suffisamment éclairés pour émettre en connaissance de cause les avis qui leur sont demandés, ils peuvent soit charger un ou plusieurs rapporteurs de recueillir des informations, soit entendre toute personne qui consentirait à donner des renseignements.

Art. 21. — Les séances du conseil du travail et de ses sections ne sont pas publiques.

Il est tenu un registre des avis du conseil et un registre des avis de chaque section. Ces registres, déposés au secrétariat de la mairie, sont mis à la disposition du public.

Art. 22. — L'arrêté du ministre du Travail annulant une délibération en vertu de l'article 9 de la loi doit être motivé. Il est transmis par le préfet aux présidents des sections en cause pour être transcrit sur les registres prévus à l'article précédent. Le préfet, en le transmettant, rappelle les dispositions de la loi pour le cas de récidive.

Art. 23. — Les fonds de toute origine, destinés à couvrir les dépenses des conseils du travail sont centralisés, au

compte des cotisations municipales, par le trésorier payeur général du département dans lequel ces conseils ont leur siège.

Dans le dernier trimestre de chaque année, les présidents soumettent au préfet des propositions pour l'emploi des fonds pendant l'année suivante.

Les dépenses sont ordonnancées par le préfet, sur la proposition des deux présidents et, dans le cas où la dépense ne concerne qu'une section, sur la proposition du président de cette section.

Art. 24. — Le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 mai 1909.

A FALLIÈRES

Par le Président de la République :

*Le ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

RENÉ VIVIANI.

*Le ministre des Finances,
J. CAILLAUX*

Nous devons constater que les intentions du Sénat n'ont été réalisées que sur un seul point : le mode de votation. Pour tout le reste, le règlement d'administration publique corrige l'insuffisance du texte législatif. Le Sénat paraissait s'en rendre compte lui-même, lorsqu'il se contenta de préciser ses vues par voie de discours au lieu de présenter un texte précis ; cela est tellement vrai que M. Thierry, à la fin des débats, émit le

vœu que le ministre tienne compte dans son règlement d'administration publique des observations présentées par les orateurs de la commission et qu'il ne s'éloigne pas de l'esprit de la loi,

Dans quelle mesure ce vœu a-t-il été exhaussé ?

Le ministre n'avait donné son adhésion au projet de la commission que contraint par les circonstances. Et son discours et ses vues exprimées à la tribune montraient qu'il n'avait pas confiance dans les résultats de la loi appliquée. Il l'estimait caduque. Aussi, s'en souvint-il au moment de rédiger son règlement lequel est loin de correspondre autant qu'il est possible à l'esprit de la loi. Personnellement, nous sommes heureux de constater dans le règlement d'application de la loi des dispositions qui nous semblent vivifier l'institution que le Sénat a créée. Mais il nous est impossible de ne pas constater, malgré notre complète adhésion au texte ministériel, que le ministre s'est éloigné de l'obligation qui lui incombait d'expliquer la loi sans rien y ajouter qui puisse ne pas être conforme au texte et à l'esprit de la loi sur les conseils consultatifs de travail.

Mais ne convient-il pas de relever que la faute en incombe entièrement au Sénat lequel a voté un texte insuffisant ?

Dans quelle mesure le ministre a-t-il intercalé ses vues dans le règlement d'administration publique, modifiant ainsi la loi ?

M. Francis Charmes avait déclaré à la tribune du Sénat que la commission n'entendait pas donner aux conseils la mission de dresser des tableaux constatant le taux normal et courant du salaire et la durée normale et courante de la journée de travail. Leur accorder cette mission équivalait aux yeux du rapporteur à leur donner le droit de *fixer* le taux normal du salaire et la durée normale de la journée de travail. Et cela lui paraissait exorbitant.

Le ministre avait bien répliqué que ce n'était là qu'une attribution purement consultative, que l'administration gardait entière liberté de tenir ou de ne pas tenir compte des avis exprimés ; que la responsabilité incombait entièrement à l'administration en ce qui concerne la fixation de la durée normale et courante de la journée de travail et du taux normal et courant du salaire ; le Sénat s'est rangé à l'avis de la commission et cette attribution, même purement consultative, fut refusée aux conseils.

Néanmoins, le ministre inscrit dans le paragraphe 2 de l'article 15 du règlement d'administration publique la disposition suivante : « Le conseil est appelé : à donner les avis qui doivent être demandés, en vertu de l'article 3 des décrets du 10 août 1899, à des commissions mixtes composées en nombre égal de patrons et ouvriers par l'administration chargée de constater le taux normal et courant du salaire et la durée normale et courante de la journée de travail. »

Ainsi se trouve rétablie une mission que la loi instituant les conseils leur refuse. Il est vrai que par ce texte c'est l'administration qui se déclare « chargée » de constater... etc. Cependant, puisqu'elle demandera les avis des conseils de travail, ceux-ci se trouveront dans l'obligation de réunir les éléments nécessaires, de faire des enquêtes, et, par conséquent, de dresser des tableaux qui leur permettront de donner leur avis compétent.

Si le ministre a cru devoir inscrire cette obligation dans le règlement, en raison de ce que, les conseils étant consultatifs, cette mission purement consultative leur incombait; et s'il ne lui semblait pas aller trop loin en accordant cette attribution, les débats publics du Sénat prouvent péremptoirement qu'il a entendu, lui, ne pas charger les conseils de cette mission. Et c'est au seul point de vue de la contradiction existant entre l'esprit de la loi et les dispositions du règlement ministériel que nous croyons devoir opposer les deux textes.

En continuant l'examen du texte ministériel, nous trouvons dans la première partie de l'article 15: « En dehors des cas prévus par l'article 12 et 13, les sections sont tenues de délibérer en commun lorsque le conseil est appelé par l'administration :

« 1° A donner des avis sur les conflits économiques survenus entre patrons et ouvriers et sur les moyens d'y mettre fin... »

Le texte du Sénat dit : « Elles (les sections) peuvent

délibérer séparément. » Le ministre n'a pas voulu laisser au hasard des accords le soin de réunir les sections en séance plénière, pour débattre des questions d'une importance aussi conséquente. Il les réunit d'autorité et en profite pour leur donner une mission que la loi leur refuse.

Le rapporteur de la commission sénatoriale, dans la défense du projet, avait déclaré catégoriquement qu'il ne voyait pas d'inconvénient à ce que les conseils soient appelés par les intéressés à servir de conciliateurs ou d'arbitres dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers, mais qu'en aucun cas on ne peut leur laisser la faculté que leur accorde les décrets Millerand, d'offrir leurs bons offices. Sur ce point spécial, aucune controverse n'est possible. Ce n'est que lorsqu'un désir d'accord naîtra au sein des parties en conflit que les conseils pourront accepter l'offre, si elle leur est faite, de servir de conciliateurs ou d'arbitres. Leur laisser la faculté de s'interposer de par leur propre volonté, s'immiscer dans un conflit en offrant leurs bons offices, c'est leur accorder le droit d'imposer leur point de vue, et obliger presque les parties à s'y soumettre.

Le ministre, il est vrai, ne leur accorde pas le droit d'offrir leurs bons offices ; il se réserve de leur demander un avis sur le conflit et sur les moyens d'y mettre fin. Mais si cet avis n'est suivi d'aucune sanction, quel intérêt y avait-il à l'inscrire parmi les dispositions du règlement ? Et si le ministre songe à quelque possi-

bilité de donner suite à l'avis demandé, quelle preuve plus éclatante de transformation de la loi votée par le Sénat !

Pour nous, le règlement d'administration public nous apparaît comme une réédition partielle des décrets Millerand, décrets contre lesquels le Sénat s'est particulièrement élevé et qui ont donné lieu au projet d'initiative parlementaire, approprié par la commission et voté par le Sénat.

Le règlement d'administration publique, composé de deux titres, précise, en outre, les points de détails nécessaires pour : l'institution, l'organisation, la dissolution et le fonctionnement des conseils consultatifs de travail. Il en est qui nécessitent plus d'un commentaire.

L'article 7 de la loi dit : « ... Chaque *section* se réunit au moins une fois par trimestre... » Le règlement, au contraire spécifie dans son article 10 que : « Le *conseil* se réunit en session ordinaire une fois par trimestre. »

Le texte du projet de la commission portait : « Elles (les sections) délibèrent séparément. Amendé par M. Strauss l'article définitif détermine : « Elle peuvent délibérer séparément. » C'était là une indication qui avait son poids, puisque la règle générale devenait la délibération commune. Mais le ministre ne jugea pas ce texte suffisant, puisqu'il le force dans son décret administratif ; le terme : section, est remplacé par le

terme : conseil. Ainsi le ministre accumule les circonstances où les sections devront délibérer en commun. Et la loi se trouve empreinte, une fois encore, d'un esprit différent de celui qui a présidé à sa délibération.

De même l'article 20 : « Lorsque le conseil ou les sections ne se jugent pas suffisamment éclairés pour émettre en connaissance de cause les avis qui leur sont demandés, ils peuvent soit charger un ou plusieurs rapporteurs de recueillir des informations, soit entendre toute personne qui consentirait à donner des renseignements. » C'est pour le ministre la possibilité de donner **aux** conseils, malgré le Sénat, des missions comme celles concernant le taux normal et courant du salaire et la durée normale et courante de la journée de travail.

Nous croyons avoir suffisamment démontré à quel degré le règlement complète les lacunes de la loi, par une voie que nous persistons à considérer comme détournée. Nous finissons par relever l'insuffisance de certains détails d'ordre administratif qui concernent le fonctionnement des conseils.

L'article 19, titre II, dispose que le conseil dressera au début de sa première session une liste de personnes qui lui seront adjointes, le cas échéant, en cas de partage des voix en séance plénière. Si toutes ces personnes ont été récusées et qu'aucun autre choix n'ait été fait par le conseil, le désaccord est mentionné aux registres visés à l'article 24.

Or, l'article 21 dans son deuxième paragraphe dit :

qu'il est tenu un registre des avis de chaque conseil et un registre des avis de chaque section. Ces registres, déposés au secrétariat de la mairie, sont mis à la disposition du public. Rien de plus. Qu'advient-il de la solution qui n'a pas été donnée et qui reste en suspens? On inscrit le désaccord sur un registre, dit le règlement, mais il ne dit pas quelle sera l'obligation des conseils qui ne peuvent inconsidérément suspendre la solution des problèmes qui leur sont soumis. C'est, croyons-nous, une lacune qui peut nuire gravement au bon fonctionnement des conseils.

La loi avait besoin de l'appoint du règlement pour ne pas rester vaine. Cependant, même complétée ainsi elle ne pourra donner les résultats qu'on attend d'elle, tant elle nous apparaît faible par sa base électorale que le règlement n'a pas élargie.

Pour les partisans de justice sociale, l'acte du ministre est une compensation. Mais cela n'implique pas une atténuation des regrets que nous éprouvons de ne pas avoir vu les décrets Millerand transformés en loi.

CONCLUSION

A mesure que l'évolution économique transforme et change les conditions de la production, un changement se produit dans l'esprit du monde producteur et travailleur. Ouvriers et patrons sortent de plus en plus du domaine des conceptions politiques pour se préoccuper de la réalité tangible des phénomènes économiques qui s'imposent avec une implacable ténacité et réclament des solutions. L'organisme industriel ne peut se développer normalement qu'à condition de débayer sa route des obstacles qui, naturellement, surgissent dans un engrenage aussi vaste et compliqué.

On semble s'être rendu compte dans les milieux intéressés de cette vérité première.

La tradition politique révolutionnaire à outrance déchoit visiblement dans les milieux ouvriers. Les intérêts les plus immédiats, les problèmes professionnels, les questions de salaires, la garantie des conditions du travail, — cela intéresse l'ouvrier autant et plus que le programme politique d'un candidat à la députation.

Le monde patronal n'a pas manqué non plus à être

pénétré du sentiment de la nécessité d'un aplanissement des heurts, d'un adoucissement nécessaire des chocs violents qui, si souvent, se produisent entre les deux classes aux intérêts antagonistes.

Ni le lock-out patronal ni la grève ouvrière violemment déchaînée n'ont donné un résultat pratique à ceux qui s'attachaient à ces formes de défense de leurs intérêts. Même victorieux, les ouvriers sortent meurtris de la lutte, — et les triomphes sont moins fréquents qu'on ne le croit. Quant aux patrons, le lock-out se chiffre toujours par des pertes sensibles que la satisfaction d'avoir réprimé des velléités d'indépendance ne compensent guère. Les deux camps se sont aperçus que la lutte à outrance meurtrissait sans apporter des avantages sensibles. De son côté, le législateur s'est vu dans la nécessité de refréner cet abus de la liberté, et cette nécessité a provoqué un mouvement de réformes qui apparaissaient nécessaires non pas seulement pour refréner des abus, mais aussi au point de vue de législation des conditions du travail et de la protection des travailleurs.

Ainsi naquit la législation industrielle.

•
* *

Les premiers essais de législation n'ont pas donné tous les résultats souhaitables. La transformation presque soudaine de la petite industrie en grande industrie, le développement vertigineux du machinisme suivi d'une

concentration des capitaux ont changé profondément les conditions de l'ouvrier. Isolé chez le petit patron, il se suffisait encore pour la défense de ses intérêts ; mais, devenu rouage infime dans le grand mécanisme de l'usine, il se trouve anéanti. Désormais, l'ouvrier ne peut obtenir un mieux-être que par la force collective de sa corporation. Il n'a pas encore compris ce fait avec assez de netteté et la lente évolution du syndicalisme, qui ne groupe à l'heure qu'il est qu'une minorité relative du monde ouvrier, le prouve d'une façon évidente. L'ouvrier ne s'est pas servi jusqu'au point où ç'aurait été désirable de l'instrument que le corps législatif avait placé entre ses mains en votant la loi de 1884 sur les syndicats.

Syndicalistes patrons ou syndicalistes ouvriers, les uns et les autres se sont mépris sur l'intention du législateur, lequel avait cru créer des corporations puissantes plus à même d'étudier à fond les problèmes professionnels, ce qui devait fatalement faciliter les solutions à intervenir.

Les syndicalistes ont fait des syndicats des puissantes armes de guerre ; ils sont devenus belliqueux en se sentant les coudes : c'est un restant des vieilles habitudes politiques qui subsistent. Elles s'évanouiront, nous voulons l'espérer. La politique sera bannie des syndicats, et ce départ marquera sans doute une période nouvelle et heureuse dans l'évolution économique, car plus les syndicats seront puissants et, professionnelle-

ment bien organisés, plus les chances d'améliorations obtenues en paix seront grandes.

Cette conception erronée du syndicat eut comme résultat fâcheux la naissance d'un mouvement anti-syndicaliste dans un certain monde politique. On prit comme prétexte les maladresses qui purent être commises parmi les syndicats ouvriers et on se refusa de faire confiance à l'intelligence ouvrière, malgré l'évidence qu'elle n'était pas seule à se tromper : les patrons suivaient la même trace.

Cependant, des politiques soucieux des intérêts de la démocratie dont ils savent l'inexpérience, suivirent le mouvement de plus près. La constatation que l'éducation collective des masses se faisait lentement, les amena à étudier les moyens propres à remédier le mal qui venait de ce que les syndicats abandonnaient les missions qui leur étaient accordées et aussi de l'esprit combatif de ces milieux, esprit qu'il fallait atténuer.

On reconnut alors la nécessité de créer une institution qui serait la voie de rapprochement sur le terrain professionnel du capital et du travail. Cette institution devait pouvoir aplanir, concilier, prévenir même les conflits collectifs d'ordre professionnel. Et les Chambres du travail virent le jour.

*
* *

Les premiers fonctionnements d'une manière de

Chambres du travail, eurent lieu, en France comme en Belgique, à la suite d'initiatives privées. Les grèves de Mariemont (1886, Belgique) et Pas-de-Calais furent l'objet des premiers essais en Europe ; les résultats furent concluants.

Alors, on songea à rendre permanentes ces Chambres du travail, issues accidentellement au gré des grèves.

Mais la possibilité de légiférer en cette matière devint de plus en plus improbable, tant l'accord devenait difficile dans le parlement sur ce que ces conseils devaient être. A tel point que, M. Millerand, alors ministre du Commerce et de l'Industrie, avoua qu'il ne lui restait qu'à employer pour la création de ces Chambres qu'il estimait par-dessus tout utiles, la forme du décret, seul moyen en son pouvoir.

Malheureusement, les deux décrets (septembre 1900 et janvier 1901) ne diminuèrent en rien les protestations des anti-syndicalistes parfois non-avoués. Ils reprochèrent principalement au ministre les attributions par trop étendues qu'il accordait aux Conseils et la manière dont il établissait le collège électoral pour leur constitution. On estimait que, composer le corps électoral des Conseils du travail, rien que de syndiqués, c'était infliger une déchéance aux non-syndiqués et l'on aboutissait au syndicat obligatoire.

L'opposition contre les décrets se manifesta dans les milieux parlementaires par le projet de loi présenté par

M. Bérenger et quelques-uns de ses collègues et portant création de Chambres consultatives du travail élues par suffrage universel : tous les ouvriers ayant exercé effectivement leur profession pendant deux ans. Ce projet fut voté par le Sénat en 1902 et devint loi en 1908. L'œuvre de M. Millerand était par terre.

Faut-il s'en réjouir. Quant à nous, nous le regrettons vivement.

Hardiment, M. Millerand était allé jusqu'au bout des besoins qu'il prévoyait. Il accorda aux Conseils du travail la mission de conciliateurs et d'arbitres et il les chargeait de dresser des tableaux constatant le taux normal et courant des salaires et la durée normale et courante de la journée de travail.

Il nous semble inutile d'insister sur ce que la première de ces missions contient d'importance et de nécessité évidente. Puisqu'on cherchait à créer une institution qui rapprocherait les patrons et les ouvriers, leur permettant d'échanger leurs idées, d'échanger leurs avis sur les questions d'ordre professionnel ou autre, il aurait été frapper l'institution de caducité que de ne pas la charger de la mission primordiale de concilier les intérêts contraires du patronat et des travailleurs. Quant à la seconde mission, son importance n'est pas moindre. Dans les conflits qui éclatent soudain sur des intérêts qu'aucune des parties ne consent à sacrifier, comment se prononcer, si l'on ne dispose pas de tous les éléments nécessaires à l'éclaircissement du pro-

blème : enquêtes, statistiques, etc. Et si les conseils du travail n'étaient point autorisés à établir par avance tout le matériel nécessaire qui est comme la procédure en matière judiciaire, par quel moyen ces documents épars seront-ils réunis ? Et, puisque personne d'autre n'est chargée de les réunir, résulterait-il que les conseils devront se prononcer simplement en vertu des sentiments propres à chacune des sections (patrons ou ouvriers), sentiments entachés souvent d'une pointe de partialité ?

Au reste, notre argumentation ne porte pas contre les décrets qui ont tout prévu et plus, car ils donnaient aux conseils du travail le droit d'offrir leurs bons offices. En relevant l'importance de ces missions, nous songeons à la loi de 1908 due à l'initiative de M. Bérenger.

Celui-ci, dominé par la crainte que les syndicats n'abusent du nouveau pouvoir qui leur est accordé, et ne pouvant d'autre part remonter le courant établi en faveur des conseils du travail, fit une trouée dans le corps électoral de ces conseils. La grande majorité des non-syndiqués devait pallier au danger syndicaliste. Il est cependant facile de démontrer le vice de cette argumentation.

Si la grande majorité ouvrière n'a pas été incorporée dans les syndicats, c'est parce qu'elle est indifférente aux questions d'intérêts purement professionnel. Par quel miracle s'intéressera-t-elle alors aux conseils du

travail. Mais il y a quelque chose de plus grave : Le syndicat est pour l'ouvrier le véritable milieu d'éducation professionnelle ; c'est dans le syndicat que l'ouvrier prend conscience de ses intérêts et s'habitue à accorder aux questions professionnelles une valeur qu'elle n'a pas pour l'ouvrier non-syndiqué. Et il est à peine nécessaire d'insister sur l'autorité morale que les conseils acquièrent à puiser leur vie dans les syndicats qui, eux, ne peuvent fournir que des délégués déjà quelque peu expérimentés à débattre de leurs intérêts. Nous persistons à croire que l'élection par associations professionnelles reste la forme la plus appropriée au but qu'on se propose de réaliser.

Préoccupé à diminuer la puissance syndicale, le Sénat, se rappelant que sa raison d'être est de servir de frein aux emportements possibles de la démocratie, en a profité pour le faire fonctionner. En enlevant aux syndicats le droit d'être les seuls électeurs (droit naturel, d'après nous) des nouveaux conseils, il restreint aussi l'importance de leur mission. Ils ne pourront intervenir comme conciliateurs qu'appelés par une des parties ; ils ne pourront constater le taux normal des salaires, mais pourront donner leur avis si le gouvernement le leur demande.

De la sorte, ce qui faisait la force des décrets fait la faiblesse de la loi que nous estimons précaire et sans aucune portée. Nous restons convaincu qu'on ne pourra espérer de la nouvelle institution des résultats apprécia-

bles que lorsqu'on aura repris dans une loi, les points essentiels des décrets Millerand. Nous nous souvenons bien que le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale a profité de ce qu'il était dans son pouvoir de rédiger le règlement d'administration publique, portant application de la loi, pour l'améliorer quelque peu. Mais une loi ne puise sa force que dans la clarté et la précision de son texte. Nous regrettons que la loi de 1908 ne puisse rentrer dans cette catégorie.

*
* *

Nous croyons avoir amplement démontré au cours de notre travail, l'importance capitale des conseils du travail dans les rapports entre patrons et travailleurs. Nous ne poussons pas la naïveté jusqu'à croire que cet organe nouveau porte en lui la force miraculeuse de rapprocher d'un coup le capital et le travail. C'est là un travail titanesque qui incombera encore à des générations ultérieures.

Cependant, l'évolution de l'humanité implique l'effort continu de chacun. Débiteurs de la société, nous nous devons de contribuer à la faire avancer d'un pas ; et, pour ce faire, il n'est pas de mince besogne. La réforme qui nous préoccupe n'est pas de celles qui bouleversent l'opinion publique ; mais nous croyons que son utilité n'en est que plus grande. A apaiser les haines, à rapprocher les deux pôles de l'humanité en lutte, c'est se permettre le rêve d'un jour meilleur, jour triomphant pour la justice

sociale. Et si la force obscure des consciences léthargiques tarde à se dissiper, il en est parmi nous à qui le devoir s'impose d'agir au nom des masses. Le rêve d'une parfaite égalité sociale n'est encore qu'une utopie : en faisant tous les jours un peu plus d'effort pour établir un peu plus d'équité dans les rapports sociaux entre les forts et les faibles, nous nous donnerons l'illusion du rêve qui se réalise.

Vu : le président de la thèse,
RAOUL JAY

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu, et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5
Les Conseils du travail	35
CHAPITRE I. — <i>Section I.</i> — Historique	35
<i>Section II.</i> — Conseil supérieur du travail	45
<i>Section III.</i> — Proposition de loi depuis 1895 aux décrets Millerand.	71
CHAPITRE II. — <i>Section I.</i> — Décret du 17 septem- bre 1900	79
<i>Section II.</i> — Commentaire des décrets.	89
<i>Section III.</i> — Application des décrets	130
<i>Section IV.</i> — Le fonctionnement des conseils.	146
CHAPITRE III. — La loi du 17 juillet 1908, portant création de conseils consultatifs du travail.	159
<i>Section I.</i> — Proposition Bérenger	159
<i>Section II.</i> — Le projet de la commission	164
<i>Section III.</i> — Débats parlementaires : Sénat	172
<i>Section IV.</i> — Chambre des députés.	185
<i>Section V.</i> — Examen de la loi du 17 juillet 1908.	209
CHAPITRE IV. — Règlement d'administration publi- que concernant la loi sur les conseils con- sultatifs du travail, 10 mai 1909	221
CONCLUSIONS	237

